

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI

SUR

L'HÉRÉDITÉ COLLATÉRALE

PRINCIPALEMENT EN DROIT RÉVOLUTIONNAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 11 mars 1913, à 1 heure 1/2

PAR

André GEORGE

Président : M. MASSIGLI, professeur.

Suffragants : { MM. PIÉDELIÈVRE, professeur.
WAHL, professeur.

PARIS

GEORGES CRÈS ET C^{ie}

3 ET 3 bis, PLACE DE LA SORBONNE

—
1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI

SUR

L'HÉRÉDITÉ COLLATÉRALE

PRINCIPALEMENT EN DROIT RÉVOLUTIONNAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 11 mars 1913, à 1 heure 1/2

PAR

André GEORGE

Président : M. MASSIGLI, professeur.

*Suffragants : { MM. PIÉDELIEVRE, professeur.
WAHL, professeur.*



PARIS

GEORGES CRÈS ET C^{ie}

3 ET 3-bis, PLACE DE LA SORBONNE

—
1913

ESSAI
SUR
L'HÉRÉDITÉ COLLATÉRALE
PRINCIPALEMENT EN DROIT RÉVOLUTIONNAIRE

INTRODUCTION

1

Généralités

Le droit successoral est un de ces terrains d'étude que l'on n'explore jamais trop. Aucune branche de la législation ne suscite autant de problèmes : techniques, politiques, économiques, sociaux, philosophiques et moraux même. On peut dire que la loi successorale conditionne la vie d'une nation, et même son aspect pittoresque. Ne diffère-t-il pas, essentiellement, suivant qu'on admet ou non le partage égal ? Selon aussi le plan de répartition adopté, la loi peut faciliter l'accumulation des richesses, ou stimuler, au contraire, l'initiative et l'activité. Il y aurait quelque prolixité à insister sur cette importance capitale ; on

la peut exprimer en une phrase : « Les successions, disait Domat, font une grande partie de ce qui se passe dans la société (1). »

La loi sur l'hérédité, complexe en toutes ses parties, régit plusieurs groupes de successibles. Les deux principaux sont les deux lignes que l'on distingue dans la famille : la ligne directe et la ligne collatérale. C'est la seconde que nous allons étudier, dans les périodes modernes du droit français. Elle ne se confond pas avec la succession directe ; l'observation la plus élémentaire suffit à le montrer. Mais, elle ne s'en sépare non plus, si radicalement, que nous ne puissions — et ne devons — indiquer tout d'abord, quelques considérations générales.

Le droit successoral que nous envisageons surtout aujourd'hui, sous l'angle économique, tant les valeurs économiques ont acquis de puissance dans la société moderne, — eut à l'origine un tout autre caractère ; c'était un droit mystérieux, solennel, religieux. Il était encore étroitement rattaché à la personne du mort, il empruntait quelque majesté du respect qu'on reconnut toujours aux défunts. C'est surtout vrai et apparent en droit romain, au point même d'influer sur la technique : lorsqu'on eut besoin d'une notion juridique pour justifier l'obligation aux dettes, on fit appel à l'idée de « continuation de la personne du défunt ». Il reste au moins probable que le prin-

1. *Traité des Loix*, p. XIV, ch. VII. (Ed. Paris, 1777.)

cipe religieux des *sacra privata*, la piété domestique, y contribuèrent (1).

Ce caractère reste prépondérant dans les raisonnements de certains philosophes modernes : Leibnitz, Rosmini après lui, fondent la liberté testamentaire sur l'immortalité de l'âme.

Cette branche du droit fut donc assez lente à se dégager de toute métaphysique. Dans l'opinion commune, aujourd'hui encore, ce qui touche aux successions paraît sacré ; beaucoup les voudraient immuables. Les uns rejettent les réformes ; les autres considèrent au contraire l'organisation actuelle comme défectueuse, comme une erreur momentanée, ils désireraient le retour aux principes d'avant 1789 ; très peu se font une notion purement relative, mobile si l'on peut dire, du droit successoral.

Depuis longtemps, on a cherché à dépouiller cette partie du droit privé de son écorce hiératique. Les partisans d'une forme idéale et supérieure faisaient rentrer les successions dans le « droit naturel ». Les

1. L'histoire de la contribution du successible aux dettes est, en plusieurs périodes, un témoignage curieux de cette influence religieuse sur la technique successorale. Par exemple encore, au Moyen Age, la solidarité dans le péché, la théorie du péché originel eut les mêmes conséquences qu'en droit romain, la continuation de la personne. (Cf. Saleilles, *L'Obligation aux dettes en droit comparé*, Cours 1910-1911, inédit.) Bien entendu l'étude de ces influences religieuses serait immense, nous ne pouvons que la signaler ici.

autres les trouvaient être de pur « droit civil ». Pendant deux siècles, la grosse question fut de savoir si les successions sont « de droit naturel ou de droit civil ». Ce qui servit au moins à discuter l'essence de l'institution. Le grand théoricien de la relativité du droit de succession est Montesquieu ; cette conception sociologique, extérieure à tout *a priorisme* est parfaitement en harmonie avec l'ensemble de l'*Esprit des Lois*. Nous l'examinerons plus loin ; mais Montesquieu ne fut pas le premier à ramener le droit héréditaire à de justes proportions. Dans ses *Discours sur la condition des grands*, Pascal, en des termes d'une hardiesse extrême, a décisivement renversé la thèse du droit naturel : « Vous imaginez-vous, dit-il aux privilégiés (1), que ce soit par quelque voie naturelle que ces biens ont passé de vos ancêtres à vous ? *Cet ordre n'est fondé que sur la seule volonté des législateurs* qui ont pu avoir de bonnes raisons, mais dont aucune n'est prix d'un droit naturel que vous ayez sur ces choses. *S'il leur avait plu d'ordonner que ces biens après avoir été possédés par les pères durant leur vie, retourneraient à la république après leur mort, vous n'auriez aucun sujet de vous en plaindre.* »

Les jurisconsultes du xvii^e siècle étaient fort loin

1. Premier discours. (Les *Discours* ont été publiés par Nicole en 1670. Cf. Sainte-Beuve, *Port Royal*. Hach. III, 463.)

de telles idées ; Pascal voyait en philosophe, et en philosophe génial. Son ami Jean Domat pose en principe que les lois successorales sont essentiellement du domaine des lois immuables, sauf différences d'application (1). Il ne juge pas autrement pour l'hérédité collatérale ; « elle a son fondement sur la même équité naturelle qui appelle aux successions les descendants et les ascendants... Aussi on peut dire en général des trois sortes de succession que toutes les personnes qui sont liées par la naissance, dans l'un de ces ordres, sont considérées comme une famille à laquelle Dieu avait destiné les biens de ceux qui la composent, pour les faire passer de l'un à l'autre successivement, selon le rang de leur proximité (2). » — C'est une théorie de droit divin, en somme ; c'est assez analogue, pour chaque famille, à la théorie monarchique, pour la famille royale. Ce parallélisme s'était esquissé déjà au moyen âge (3).

Plus tard, au début du siècle suivant, Lebrun disait encore, dans son *Traité des successions* (4) : « Les

1. *Traité des Loix*, ch. XI, § 7.

2. Préface aux successions (p. 495 sq. de l'Ed. de 1777).

3. Lorsque dans la dernière partie de la Féodalité, le droit de succession était devenu une transmission de souveraineté territoriale dérivant d'une concession primitive. Il en était alors de chaque fief comme de la couronne de France ; « c'était comme une petite légitimité dans l'intérieur de chaque souveraineté féodale. » (M. Saleilles, *loc. cit.*)

4. *Traité des successions*. (Ed. de 1775 avec les remarques d'Espiard de Saux.) — Préface.

successions sont légitimes, elles ne sont pas moins naturelles, car la loi qui les défère aux plus proches héritiers ne fait que suivre l'inclination du sang et la pente de la nature. » Mais Lebrun distinguait selon les lignes : « les successions collatérales ne sont point fondées sur le vœu de la nature, mais sur la disposition du droit civil et positif, qui n'est pas toujours constant et uniforme dans ses décisions (1). »

Ainsi donc, le caractère des successions collatérales est purement relatif ; elles peuvent varier suivant les époques et les milieux sociaux. Il restait à généraliser cette notion, à l'étendre aux successions directes ; c'est l'œuvre de Montesquieu.

On a dit qu'il « envisagea pour la première fois, le droit, en tant que fait social (2) ». C'est vrai, en particulier, du point de vue qui nous occupe. Le titre du chapitre VI (livre XXVI) résume admirablement la théorie de Montesquieu : « Que l'ordre des successions dépend des principes du droit politique ou civil, et non pas des principes du droit naturel. » Il disjoint l'obligation pour les parents de nourrir leurs enfants, et la question de l'héritage : « la loi naturelle... ne les oblige pas de les faire héritiers. Le partage des biens, les lois sur ce partage, les successions

1. *Ibid.*, liv, I, ch. VI, sect. IV — 11.

2. E Vallier, *Le fondement du droit successoral*, (Thèse Paris 1902. Cet ouvrage excellent est déjà devenu classique — pour ainsi dire — en notre matière ; nous l'avons utilisé en plusieurs endroits.

après la mort de celui qui a eu ce partage ; tout cela ne peut avoir été réglé que par la société, et par conséquent, par les lois politiques ou civiles. »

C'est demeuré la doctrine moderne : la Révolution a, pourtant, déclaré qu'elle revenait au droit naturel ; il y eut alors une crise de droit naturel ; on en mit partout et quelquefois même, jusqu'en la succession collatérale. Mais, les Assemblées prouvèrent, — la Convention surtout — que la conception de l'hérédité est chose essentiellement relative à l'époque, au régime, à tout ce qui conditionne les lois.

Il est impossible, en effet, de dégager un type supérieur aux autres, d'organisation, basé sur la nature immuable. La loi successorale est aussi variée, aussi mobile qu'aucune au monde. On en peut dire, avec Pascal : « Le droit a ses époques... vérité en deçà des Pyrénées... » ou encore reprendre à son égard l'ironie sarcastique de Méphistophélès, répondant à l'apprenti jurisconsulte : « Lois et droits se succèdent comme une éternelle maladie, on les voit passer de génération en génération, et se traîner en silence d'un lieu à l'autre (1). »

Et c'est surtout pour la ligne collatérale que la conception sociologique s'impose. On pourrait penser — à première réflexion, — que cette forme d'hérédité est un décalque de l'hérédité en ligne directe ; la

1. *Faust* (IV^e tableau).

succession collatérale serait une imitative de l'autre qui lui est antérieure. On pensait ainsi, nous le verrons sous la Révolution. On a cru depuis, également, que le régime successoral consacré par les plus anciens usages de l'humanité est partout le même. Et pourtant, en beaucoup d'endroits, les frères, les oncles du défunt ont primé les descendants (1). M. Viollet a pu retrouver de nombreux cas de *tanistry*, c'est-à-dire de successions où les collatéraux sont préférés aux héritiers directs. Ce mode qui nous paraît étrange aujourd'hui, pouvait être une nécessité sociale, lorsqu'il était impossible à des enfants en bas âge de succéder : ce système, dit M. Viollet, « a certainement pour attache historique la difficulté pratique d'ériger en souverain « un masle qui soit enfant » (2).

A cette phase historique se rattachent d'une manière générale tout droit d'aînesse (3), comme toute

1. Ainsi en droit grec, en Arabie, en Babylonie, au Mexique, à Kief. Les oncles succèdent souvent à leurs neveux en bas âge, dans les premiers temps de l'histoire franque. « De nos jours, comme à Kief, le sultan a pour successeur son frère ou son oncle, plus exactement, l'aîné de toute la famille. » (P. Viollet, *Hist. des Institut. pol. et adminis. de la France*, t. I, p. 246 s. (Larose 1890.) M. Viollet a développé ses idées sur la *tanistry*, dans un Mémoire, à l'Académie des Inscriptions (25 janv.-1^{er} février 1889, t. XXXII, 2^e partie).

2. *Loc. cit.* Cf. aussi : G. Tarde. *Les transformations du droit* (5^e éd. 1906), p. 98 sq.

3. Entendu très largement (Cf. la suite du texte). De telles institutions ne peuvent être considérées *in abstracto*, indépendamment du

règle analogue à notre vieille maxime *feuda non ascendunt*, devenue *propres ne remontent*. Certaines sociétés font primer les descendants ou les ascendants, d'une manière générale, ceux qui sont faibles, par les successibles d'âge moyen et plus forts, les collatéraux par exemple. Le mot « droit d'aînesse » ne correspond qu'à une application de cette idée ; disons, beaucoup plus généralement, droit du plus apte.

Ce serait une étude immense de montrer les mille systèmes que peut produire la succession collatérale, selon les périodes et les régions. Elle dépasserait les bornes de notre sujet, et surtout les limites de notre compétence : nous serions condamnés au placage rapide de quelques exemples.

Remarquons seulement ceci : la ligne collatérale est, de sa nature même, beaucoup plus chargée de membres, que la ligne directe. On peut dire en géné-

milieu auquel elles s'appliquent. Le droit d'aînesse, par exemple, est encore regretté par des écrivains français qui voudraient le voir rétabli dans notre loi successorale. C'est un rouage technique qui n'est plus de notre temps ; la Révolution eut raison de le repousser. Elle eut tort, par contre, de le condamner en lui-même. Sa haine de l'Ancien Régime l'empêcha de comprendre qu'il pouvait convenir à certaines périodes historiques. En des milieux sociaux de civilisation incomplète, le droit d'aînesse se justifie fort bien. Il manque un moyen de stabilité, de solidité sociale, aux groupements qui ne l'admettent pas. (Ainsi de nos jours encore pour certaines tribus islamiques. Cf. R. Aynard, *L'œuvre franç. en Algérie*. Hach. 1912, p. 34 sq.).

ral, que jusqu'à présent, le droit de successibilité a été assez étendu pour qu'il s'appliquât, en collatérale, à un nombre d'appelés très supérieur à ceux de la ligne directe.

Aussi, lorsque par motif politique ou économique, on demande au droit successoral de jouer un rôle déterminé dans la société, c'est surtout à l'hérédité collatérale qu'on s'adresse : ainsi pour le nivellement social cherché par la Révolution. Nous verrons comment la loi du 17 nivôse an II avait réglé les détails de la succession collatérale pour faire servir cette dernière à la réalisation du but poursuivi. Les moyens d'action sont, en cette ligne, multipliés par le nombre même des successibles.

Remarquons par-dessus tout que la succession collatérale est essentiellement liée à la conception qu'un groupe social, qu'une époque se font de la famille. Le droit romain partit de la notion d'agnation et de *gens*. C'était, pour des raisons de droit public, entendre très largement la parenté ; ces mêmes raisons imposaient de n'admettre que les parents par les mâles. Au cours des âges, l'idée de famille changea complètement, et ce droit successoral ancien, n'étant plus en rapport avec elle, le Prêteur en organisa un nouveau où il commença de n'introduire que des principes juridiques. Dès lors la succession collatérale s'arrêta à des degrés rapprochés, parce qu'il n'y avait aucune raison juridique de l'étendre au

delà. Justinien acheva cette réforme en basant franchement l'ordre de dévolution sur la parenté par le sang, et en bornant la successibilité au 10^e degré.

En droit français, les modifications furent très complexes. Le droit coutumier, imprégna la succession collatérale, de droit public. Par considération politique encore, pour assurer la conservation des biens dans les familles, on reçut indéfiniment les collatéraux à la succession. La Révolution renversa le principe et prit une direction opposée. Mais c'était encore une direction politique, et la parenté resta indéfinie. Sauf quelques rares précurseurs, on ne conçut pas d'autre mode de succéder, d'autre héritier possible. Le Code civil est le véritable aboutissement juridique de la législation successorale française, et son système général a beaucoup d'analogie avec celui des Novelles, produit lui aussi par des transformations successives. Il ne considère pas que la famille s'étende au delà du 12^e degré. C'était, après tout, un progrès notable, en 1804 : nous verrons plus loin que l'opinion restait très attachée à la successibilité indéfinie. On a écrit : « Evidemment, une succession en ligne collatérale aussi étendue que la succession française *ab intestat*, reproduit encore le souvenir tout aristocratique d'une époque où la famille, au sens large, et ayant à sa tête un chef reconnu de toute sa lignée, ne quittait pas le domaine féodal ou l'enceinte d'une même ville. Aujourd'hui les déplacements facilités

séparent à jamais les descendants dès la seconde génération. Pourtant, selon un droit ancien, mi-féodal et mi-romain qui suppose toute une mythologie évanouie de la famille, des héritages inopinés, atteignent avec soudaineté des collatéraux ignorés du défunt (1). » C'est vrai d'un certain côté ; à ne considérer que les grandes lignes, la famille se resserre toujours plus, à mesure qu'avance la civilisation. Mais il est étrange d'appeler le droit successoral du Code, « un droit ancien, mi-féodal, mi-romain qui suppose toute une mythologie évanouie de la famille » ; le code restreignait précisément la famille, au 12° degré. Que ne dira-t-on pas du droit révolutionnaire, lequel étendait à l'infini la successibilité ? Le taxera-t-on de féodalité ? En réalité, — et c'est une nouvelle leçon de relativisme, — les institutions ne prouvent rien par elles-mêmes, et ne peuvent être étudiées qu'en fonction du milieu dans lequel elles évoluent. C'est surtout vrai des institutions successorales. Les hommes aux idées les plus opposées, invoquent les mêmes principes, souvent même réclament des applications semblables, et pourtant, le but est différent, il y a quelque chose de changé. On sait que les ultra-royalistes, en 1826, employaient souvent la dialecte-

1. M. Ch. Andler. Préface au livre d'Anton Menger : *Le Droit au produit intégral du travail* (Paris. Giard, in-12, 1900), p. XVII, à propos des idées critiques exprimées par Menger, dans : *Das bürgerliche Recht und die besitzlosen Volksklassen* (1890).

tique révolutionnaire, au rétablissement de formes périmées. Ce qui faisait dire à M. de Barante : « Le désir de régler la société à son gré pousse dans les mêmes doctrines, les opinions les plus opposées (1). »

Ainsi, sans aucune recherche abstraite, sans aucune prétention à faire du droit naturel, nous allons essayer d'établir le fondement actuel de la succession collatérale. Aussi bien est-ce nécessaire : aujourd'hui, la base elle-même de l'institution est discutée ; on ne peut pas supposer démontré le point de départ, il le faut justifier.

*
* *

Notre système successoral est encore tout entier celui du Code civil, au point de vue qui nous occupe. Cherchons donc quelle est dans le Code civil, la base véritable du droit de succession.

A cette question, il n'y a qu'une réponse possible : la base de la succession, pour les législateurs de 1804, c'est la loi, l'expression de la volonté sociale. Toute la suite de notre étude le montrera, il est facile de l'exposer dès à présent.

Selon le Code, « la société civile est la seule et véritable source de la propriété (2) ». C'est elle qui garantit le droit individuel de propriété. Cela suffit-il à

1. 30 mars 1826. *Archives Parlementaires*, II^e série, XLVI, p. 513.

2. Chabot (16 avril 1803, Fenet, XII, 161. *Trav. Prépar.*).

assurer la transmission héréditaire? Nullement ; il faut qu'une nouvelle concession sociale intervienne pour l'autoriser, car le droit du propriétaire finit à sa mort. « La succession est une *institution civile* par laquelle la loi transmet à un propriétaire nouveau et *désigné d'avance*, la chose que vient de perdre son propriétaire précédent (1). » Cette théorie — qui était celle de Puffendorf (2) —, les rédacteurs du Code civil la trouvèrent développée dans le fameux discours de Mirabeau, lu à la Constituante le 2 avril 1791 (3). On sait l'influence qu'eurent ces pages sur les idées successorales de l'époque tout entière ; les législateurs du Code en suivirent exactement la direction : « Il me semble qu'il n'y a pas moins de différence entre le droit qu'a tout homme de disposer de sa fortune pendant sa vie, et celui d'en disposer après sa mort, qu'il n'y en a entre la vie et la mort même... Les droits de l'homme en fait de propriété, ne peuvent s'étendre au delà du terme de son existence (4). »

Ainsi donc, la volonté du défunt est insuffisante à fonder la succession. On ne pourrait davantage en justifier l'existence par les droits des membres de la famille. Le Code a complètement libéré le patrimoine des derniers vestiges de propriété familiale. « Il y a

1. Siméon (Fenet. XII, 218).

2. Cf. Vallier, thèse citée (*Ancien Droit, les Doctrines*).

3. Cf. plus loin, p. 125.

4. Mirabeau. *Discours posthume*. Arch. Parlem, t. XXIV, p. 500.

de puissants motifs de convenance et d'équité de laisser les biens à la famille du propriétaire, mais à proprement parler, aucun membre de cette famille ne peut les réclamer à titre rigoureux de propriété (1). »

La succession est donc fondée par la loi sur l'intérêt social. Mais comment la loi règle-t-elle la dévolution ; quel principe est son guide, pour distribuer les biens héréditaires ? S'en remet-elle à l'affection du défunt, à sa volonté propre ? Non. Elle prend seulement en considération les devoirs du défunt. La doctrine des rédacteurs fut un peu flottante à ce sujet. Ils ont exagéré la notion des « affections présumées du défunt », au point de la donner pour base au droit de représentation. Pourtant, cette notion ne fut jamais (à ce moment) prise pour le fondement de la succession, mais seulement pour celui de la dévolution. Nous le verrons, à propos du Code civil, lorsque les transformations successives de la législation successorale, à l'époque intermédiaire, nous auront amené à ce point.

On voit, dès lors, quelle exagération il y a, d'admettre l'idée de volonté présumée comme fondement de tout le droit successoral ! C'est une théorie d'un subjectivisme que rien ne justifie : elle substitue une volonté particulière à la volonté générale, et met l'individu à la place de la loi. En réalité, nous le répétons, la loi seule fonde le droit successoral, mais

4. Discours préliminaire au projet de l'an VIII. Fenet, I, p. 517.

elle répartit la masse héréditaire selon les devoirs du défunt. Toullier le disait déjà admirablement : « Ce ne sont pas les affections ou la volonté présumée du défunt que le législateur doit prendre pour règle ; c'est sa volonté telle qu'elle devrait être, sa volonté conforme à ses devoirs (1). » Et, ce n'est pas forcer le cadre admis par le Code que juger ainsi, parce qu'il règle plutôt la dévolution sur les « affections du défunt telles qu'elles devraient être », ce qui est sortir du subjectivisme et du sentiment, pour exprimer une idée juridique, et un principe objectif.

La loi, dans l'intérêt général, admet la succession et la règle d'après les devoirs du défunt. Quels sont ces devoirs ?

Nous retombons dans le relativisme : au moment du Code civil, on jugea que le défunt avait des devoirs de famille à remplir ; il devait s'en acquitter (2) en appelant ses proches à la succession de son patrimoine. La loi estime que l'obligation la plus puissante est celle qui lie le défunt à l'égard de ses descendants puis ensuite, celle qui l'attache à ses ascendants immédiats en même temps qu'à ses frères et sœurs ; on admet encore les ascendants plus éloignés, les collatéraux jusqu'au 12^e degré.

1. *Droit civil*, 5^e éd., t. IV, p. 135.

2. Ce sens est bien marqué dans l'étymologie latine : *fungor officio*. L'idée de devoir fut celle du législateur révolutionnaire. Cf. plus loin, les Débats d'avril 1791, à la Constituante, par exemple.

Or, le devoir du *de cuius* envers les membres de sa famille, dépend essentiellement de la conception que se fait de la famille une société donnée, à un moment donné. Nous avons déjà dit que la succession collatérale varie essentiellement avec la composition de la famille. En 1804, le législateur estima qu'il y avait devoir jusqu'au 12^e degré. Si pour une raison ou une autre, le groupe familial s'étendait, il faudrait étendre l'idée de devoir ; si au contraire — c'est le cas aujourd'hui — le cercle familial se rétrécit, n'englobe plus certains parents qu'il enserrait auparavant, l'idée de devoir n'atteint plus ceux-ci et ils n'ont plus aucun droit à la succession.

Suivant ainsi qu'on impose au défunt une obligation plus ou moins forte envers ses enfants naturels, envers son conjoint, envers tel groupe social, les droits des collatéraux sont plus ou moins restreints, parce qu'il faut concilier plusieurs devoirs entre eux, donner la prépondérance aux plus impérieux (1).

Ainsi donc, la succession collatérale a le même fondement que la succession directe, et pour régler la dévolution dans notre ligne, le législateur part du

1. Si la loi des successions s'inspire de l'idée d'un droit préexistant de la famille — comme en notre ancien droit, par exemple, les membres seuls de la famille seront successibles ; le conjoint, les enfants naturels, resteront en dehors. Si on part au contraire de l'idée de devoir, la situation change complètement. Les droits des collatéraux seront plus développés avec la première idée qu'avec la seconde.

même principe juridique : le concept de devoir. Seulement ce dernier est moins fort dans la ligne collatérale et la courbe qu'il décrit s'annule à un certain degré, parce que l'axe familial est nul lui-même, en ce degré.

Nous avons parlé plusieurs fois « d'intérêt social » ; la loi admet l'hérédité pour ses avantages à l'égard de la collectivité. Que faut-il entendre par là ? L'héritage se justifie-t-il bien *socialement*, comme nous venons de considérer qu'il se justifiait *juridiquement*, par l'idée de devoir ?

La société est intéressée au droit de transmission héréditaire, parce qu'il est un moyen merveilleux de stimuler l'énergie individuelle, d'exciter au travail, à l'épargne ; il développe la prospérité nationale par là-même, il porte les valeurs économiques à leur maximum de rendement. C'est un argument si fort, qu'il domine tous les autres, et n'est contesté par personne. Les socialistes reconnaissent parfaitement sa puissance : « tant que la propriété privée subsistera, tant que la fonction de la capitalisation sera dévolue aux particuliers, l'hérédité des biens ne pourra pas être supprimée (1) ».

1. E. Rignano. *La question de l'héritage* (Bibl. socialiste, n° 27) Ed. 1905, p. 40. Ce livre (qui contient aussi une préface et des notes de M. Landry) est un bon résumé de la question, fait du point de vue socialiste.

La justification de l'hérédité, socialement et économiquement est donc assurée, si l'on établit l'impossibilité d'existence ou l'infériorité technique du système socialiste : le transfert à la société de la fonction capitalistique. Bien entendu, si vaste que soit notre sujet — nous ne pensons pas qu'il nous impose l'examen d'une pareille question. On n'y peut répondre par un enthousiasme aveugle, non plus que par une défiance où il entrerait des préjugés au lieu de réflexions. « Doubter de tout ou tout croire, disait Henri Poincaré, ce sont deux solutions également commodes, qui l'une et l'autre nous dispensent de réfléchir (1). » Mais les considérations suivantes valent bien une solution provisoire : de l'aveu même de ses partisans, la réalisation du régime futur « présente d'énormes difficultés ». Certains n'affirment pas que l'organisation nouvelle développe autant que l'ancienne les énergies favorables à la prospérité économique. D'autres déclarent formellement qu'elle n'offre pas « les garanties suffisantes » à ce point de vue (2). Il n'y a donc pas lieu de modifier actuellement notre conception, et la justification économique reste entière.

Mais, il ne faut point omettre une remarque d'importance capitale : Nous avons montré jusqu'à présent que la loi, fondement du droit de succession, l'organise suivant une idée juridique (l'individu a cer-

1. *La Science et l'hypothèse*, p. 2.

2. Rignano, *op. cit.*, p. 40, note 1, voir tout le chapitre.

tains devoirs envers certaines personnes) et une idée économique (l'héritage est nécessaire à la société, parce que, sans lui, l'individu ne travaillerait presque pas). Ces deux principes sont liés l'un à l'autre ; l'individu travaille et économise parce qu'il se reconnaît certains devoirs envers ses proches, envers les successibles admis par la loi. Mais il faut qu'il y ait liaison entre les deux, précisément ; il est dangereux par exemple, que dans les mœurs et les habitudes courantes, l'individu ne travaille nullement pour des parents éloignés, que la loi s'attarde pourtant à ranger parmi les successibles. L'idée juridique, ici, est conservée par la législation, alors que les circonstances sociales la démentent complètement sur ce point. Or, cette rupture d'équilibre est dangereuse, parce qu'une critique sur un point finit toujours par devenir une critique de l'ensemble. Les adversaires de l'hérédité voudront tout emporter.

Supposons par exemple qu'une législation ait reçu les collatéraux à succéder jusqu'au 12^e degré, et que cette législation soit centenaire à l'heure actuelle. Supposons aussi que les faits sociaux la contredisent formellement, et qu'en réalité le *de cujus* n'ait jamais travaillé pour des cousins très éloignés ; qu'il ne se soit jamais reconnu aucun devoir à leur égard, et n'ait pu par conséquent être stimulé, de ce chef, à amasser davantage. On est forcé de reconnaître alors qu'une telle législation prit autrefois en considération un

intérêt social qui n'existe plus, et a consacré un devoir juridique qui n'est plus qu'une ombre. Et l'institution tout entière risque d'être ébranlée, si l'on ne rétablit pas l'harmonie entre le principe juridique et le principe économique.

Nous verrons plus loin si notre droit français est dans la situation que nous venons le supposer. Il nous fallait seulement, ici, expliquer le fondement de la succession collatérale, montrer comment la loi, seule base du droit de transmission héréditaire, appelle les collatéraux jusqu'en un certain degré, en considération du devoir qui relie le *de cujus* à ces parents. Ce devoir s'éteint au degré fixé, parce que la notion de famille elle-même disparaît alors. A aucun moment, il n'est aussi fort que dans la ligne directe, ce qui s'accorde avec les idées populaires sur les successions : elles ne placent pas sur le même plan le droit des parents directs et celui des parents collatéraux.

Cette conception juridique, moderne, issue du Code, est nettement restrictive de la succession collatérale. Dans les périodes historiques que nous allons aborder maintenant, au contraire, l'influence politique et économique prévalut, au point de faire agrandir considérablement les cadres de la famille et de la successibilité : c'est à ce même résultat qu'aboutissent l'Ancien Régime et la Révolution, pour des motifs, d'ailleurs, si différents qu'ils sont opposés.

II

La Succession Collatérale à la fin de l'Ancien Régime

Jusqu'à la Révolution, deux législations s'opposaient en France : celle des pays coutumiers, celle des pays de droit écrit. Etudions-les successivement.

1^o Droit coutumier

L'organisation successorale coutumière était d'une extrême complexité. Ce n'était pas un ensemble de règles juridiquement coordonnées, et à la formation duquel des éléments juridiques auraient seuls concouru. Les circonstances politiques et économiques avaient eu sur cette formation une influence primordiale, et fait naître un système très diversifié.

La Féodalité se trouvait basée sur un certain nombre de familles très fortement constituées, de *clans*, en quelque sorte, et dans lesquelles figuraient le plus possible de membres. Les collatéraux y sont admis indéfiniment. « Une parenté nombreuse, robuste et

vaillante constitue la puissance du seigneur féodal (1). » Les familles prennent la place de l'État, remplissant son rôle de protection ; au début de l'histoire féodale, les seigneurs assurent la conservation du territoire, organisent la résistance à l'envahisseur, défendent le sol et les hommes (2).

Peu à peu l'hérédité des fiefs s'établit : en ligne directe, d'abord, puis au profit des frères, des cousins germains, ensuite, et, enfin de tous les collatéraux (3). Ce développement du droit successoral « entraînait la prédominance du lien réel sur le lien personnel (4) ». Sans accuser trop la disproportion entre les deux, examinons l'importance du côté réel de la Féodalité.

Le rôle de la propriété foncière dans les institutions féodales fut énorme. La terre était la seule richesse

1. Flach. *Origines de l'Ancienne France* (Larose 1893), t. II, p. 445 Cf. tout le chap. I^{er} de la 2^e partie : « La base de la société féodale. »

2. *Au début*. Mais, « jamais régime ne passa plus vite de la légitimité à l'excès » (A. Luchaire. *Hist. de France*, de Lavissee, t. II, 2^e, p. 13).

3. Voir les textes des *Libri feudorum*, cités par M. Esmein (*Hist. du droit*, p. 203, n. 1).

4. Flach, *op. cit.*, p. 551. Cf. Guérard, *Cartulaire de Saint-Père de Chartres* (I. Prolégomènes, p. 113-114). « Ce qui forma la base de la société féodale c'est la terre... il suffisait de redescendre à la terre pour retrouver la raison et la loi de tout. » C'était négliger le côté personnel. Dans sa critique des idées de Guérard, M. Flach, à son tour, exagéra le caractère personnel. (Voir surtout ceci, Esmein. *Nouv. Rev. histor.*, 1894, p. 522-544.)

importante, au point de vue économique, le seul bien, susceptible aussi de conférer l'autorité politique à son possesseur. Dans une telle société, la terre passait au premier plan, elle absorbait l'homme. Le droit était amené à assurer celle-là envers et contre celui-ci. Il fallait consolider la propriété terrienne, empêcher sa dispersion, pour que ses possesseurs pussent toujours accomplir sur elle et par elle leur rôle social.

Le pouvoir de l'individu s'effaçait, — a l'égard de ces biens d'exceptionnelle importance, — devant les droits de la famille. Et la famille doit s'entendre, alors, au sens large du terme. Ce pouvoir était plutôt de la nature d'un usufruit que d'une propriété. Le groupe écrasait l'individu et conservait un droit éminent sur ses biens.

Il en allait donc ainsi du patrimoine familial. La fortune acquise par l'individu n'avait pas la même valeur sociale. Il lui était loisible d'en disposer à son gré ; ses parents n'avaient, en principe, aucun droit sur elle. C'était un enrichissement momentané qui pouvait disparaître. Et de même pour la fortune mobilière, *res vilis*.

Ainsi apparaît historiquement la distinction essentielle pour le droit successoral entre les *propres* d'une part, les *meubles et acquêts* d'autre part. Le droit féodal la met en pleine lumière, mais on peut la faire remonter plus haut : les usages gallo-francs séparaient

déjà la *terra aviatica*, patrimoine familial du *comparatum*, patrimoine personnel (1).

L'influence politique qui favorisa certains biens plus que d'autres, conféra aussi des privilèges à certains successibles et non à d'autres. Il fallait que la terre fut fermement administrée, le fief défendu, les hommes commandés militairement. Les plus forts avaient donc plus de droits parce qu'on leur demandait l'accomplissement de plus de devoirs. L'aîné passait avant les cadets. Les filles, les vieillards n'étant point aptes à assurer l'ost, à guerroyer, ne pouvaient avoir les mêmes droits héréditaires que si leur sexe (2) ou leur âge ne les avaient pas constitués en état d'infériorité sociale. Pour résumer : On ne peut considérer la succession comme une universalité de biens, parce que ceux qui la composent n'ont ni la même importance politique, ni la même valeur économique ; on ne peut accorder les mêmes droits à tous les héritiers, parce que tous ne sont pas en mesure d'accomplir un rôle social déterminé.

Lorsque la Féodalité disparut, ces principes demeurèrent, parce qu'ils consolidaient la force des familles, perpétuaient leur stabilité, et, par suite, celles de l'État. La monarchie absolue y trouvait une base où

1. Cf. Paul Lefebvre, *Le droit commun des Succ. d'après les Coutumes rédigées, et la Jurisp. du Parlement de Paris*. Thèse Paris, 1911, p. 45.

2. Les femmes étaient, de plus, considérées comme ne pouvant figurer dans un Conseil ou un Tribunal.

s'appuyer. Les mêmes distinctions subsistèrent donc, pour d'autres raisons, assurément moins puissantes, nous le verrons. Les idées directrices restèrent en Droit Coutumier, celles des successions féodales : prédominance du droit du groupe sur celui de l'individu, séparation fondamentale du patrimoine familial et du patrimoine individuel, privilèges accordés à certains successibles. Ou, si l'on veut : conservation des biens dans les familles, préoccupations aristocratiques.

Ces divisions étaient l'œuvre des circonstances. Or les circonstances varient, selon les époques et les régions. Chaque province a ses particularités, ses bizarreries locales, lesquelles ne s'expliquent qu'historiquement. Certaines règles sont à peu près universellement admises : le principe « *Deus solus heredes facere potest* » devenu « la loi seule fait les héritiers » (Cout. de Paris, art. 299, 303) (1), la maxime « le mort saisit le vif, son hoir le plus proche, habile à lui succéder (Paris, 318). Les exclusions étaient aussi les mêmes partout, morts civils, religieux (Paris, 337) bâtards (Paris 158) ; identiques aussi, les renonciations des filles, en faveur de l'aîné des mâles. On peut signaler aussi deux différences entre la ligne directe et la collatérale. 1° Dans la première ligne, l'héritier bénéficiaire n'était pas exclu par l'héritier pur et

1. Chaque fois qu'il sera possible, nous prendrons comme exemple la Coutume de Paris. (Edition de Laurière, Paris 1777, 3 vol. in-18.)

simple ; il l'était dans la seconde (1). 2° A l'encontre de l'héritier direct, l'héritier collatéral « peut toutefois, dit l'article 301 de la Coutume de Paris, entre vifs être donataire et héritier ».

Mais, l'impression d'ensemble est la très grande diversité des coutumes. On la trouve surtout pour la collatérale, parce qu'il y a moins de manières de concevoir la succession directe, même en ses conséquences pratiques, et aussi parce que les contingences et les variations politiques ou économiques ont particulièrement façonné la succession collatérale. C'est de là qu'on peut le mieux considérer la distinction des biens, parce qu'elle fut faite pour cette sorte d'hérédité principalement. De ce point de vue, nous allons donc étudier la division en deux branches de biens, suivant leur origine, et examiner comment l'entendent les diverses coutumes.

A) *Succession aux meubles et acquêts*

Ils ne présentaient pas le même intérêt social que les propres. C'était la fortune individuelle. Aussi la dévolution n'en fût pas influencée par des considérations extra-juridiques, et resta basée sur un système rationnel dans son principe.

Comme cette masse de biens provient presque

1. Cf. Laurière, sous Paris, art. 342, 343 (Coutume, t. III, p. 184, 185).

toute de l'activité du défunt, c'est par rapport à lui-même qu'on organise la dévolution. On adopte ici la direction romaine parce que la nature des biens ou leur origine n'offre pas d'intérêt à l'écarter. La parenté naturelle, ainsi qu'en la dernière phase du Droit Romain, est la vraie base de la succession. Nous trouvons donc les trois ordres connus : ascendants, descendants, collatéraux.

Les collatéraux viennent en troisième ligne seulement, car l'on ne considère que l'étroitesse plus ou moins grande des liens rattachant les successibles au défunt. « Père et mère succèdent à leurs enfans nez en loyal mariage, s'ils vont de vie à trépas sans hoirs de leurs corps, aux meubles, acquêts et conquêts immeubles. Et en défaut d'eux, l'ayeul ou l'ayeule et autres ascendants. » (Paris, art. 311.)

Tous ceux-ci excluent donc toujours les collatéraux. La parenté naturelle étant la vraie base de la succession, la dévolution est réglée selon la proximité du degré. Les plus proches excluent les plus éloignés. « En ligne collatérale, les plus proches parents d'un enfant décédé sans hoirs lui succèdent quant aux meubles et acquêts immeubles... » (Paris. 325) (1)

Si plusieurs sont au même degré, ils partagent en-

1. On applique ce principe rigoureusement sans distinction d'âges. Ainsi, dit la coutume de Paris (339) : « L'oncle et le neveu d'un défunt qui n'a délaissé frère ni sœur, succèdent également comme étant au même degré. »

tre eux par portions égales. « Les héritiers d'un défunt en ligne collatérale, partissent et divisent également entre eux par têtes et non par souches, les biens et successions dudit défunt... » (Paris. 327)

Donc la succession à la fortune acquise, en droit Coutumier, était soumise à des principes rationnels et objectifs : parenté par le sang, proximité, égalité, — principes romains qui étaient généraux à toutes les coutumes, pour les meubles et acquêts.

Seulement, comme ils souffraient des exceptions, très diversement comprise suivant les régions, la variété réapparaissait. Nous voulons parler du double lien, de la représentation et de la fente.

a) *Double lien*. — Ce privilège fut attribué aux frères germains et sœurs germaines à l'exclusion des frères et sœurs consanguins ou utérins, par Justinien dans les nouvelles 84 et 118 (chap. III) : « quamobrem si defunctus neque descendentes neque ascendentes relinquat, primo ad hereditatem, vocamus fratres et sorores ex eodem patre et eadem matre natos, quos etiam cum parentibus ad hereditatem vocavimus » :

La cause de cette préférence accordée aux germains sur les consanguins et utérins, est évidemment dans la parenté plus forte des premiers par rapport aux seconds. Mais les coutumes appréciaient très différemment la valeur de cette cause.

Celles de Dreux, de Saint-Quentin, l'entendaient

dans les termes mêmes du droit romain (1), donc en faveur des frères et sœurs seulement.

Un second groupe accordait le privilège jusqu'aux neveux inclusivement, et comprenait principalement les coutumes d'Orléans (330) et de Saintonges.

Dans celles de Blois (155) et Montargis enfin, on le recevait à l'infini.

Par contre, Paris, Melun, Sens ne l'admirent jamais et appliquèrent rigoureusement les principes de proximité et d'égalité. « Les frères et sœurs succèdent également à leurs frères et sœurs décédés, aux meubles et acquêts, sans distinction du double lien. » (2)

Les solutions étaient donc multiples. Laquelle appliquait-on aux coutumes muettes ? Pothier nous dit que les opinions étaient partagées à ce sujet. (3) Guyné distinguait suivant que la coutume admettait ou non la représentation en ligne collatérale. C'était faire de cette dernière, la cause du double lien, et se baser uniquement sur la novelle 118.

Or, répond Pothier, la novelle 84 introduisait le double lien, avant la représentation, laquelle n'apparaît qu'en la novelle 118. L'argument était donc faux historiquement ; et d'ailleurs les deux choses n'étaient nullement liées dans les Coutumes.

1. Cf. Giraud, *Précis de l'ancien droit coutumier*, p. 73.

2. *Coutume de Paris*, art. 340. (Laurière p. 183). L'en-tête de l'art. 341 est ainsi conçu : « Dans les successions collatérales d'oncles et autres parents, on ne considère point le double lien. »

3. *Successions*, ch. II, § 3 (Ed. Bugnet, t, VIII, p. 93).

En général on décidait que les coutumes muettes rejetaient le double lien. Pothier en donne la raison. « La règle générale en matière de la succession collatérale, est de la déférer à tous les parents qui sont dans le degré le plus proche avec le défunt. » Et il cite un arrêt du 8 février 1601 qui avait ainsi jugé (1).

Le privilège n'avait lieu que pour la succession des meubles et acquêts, et jamais pour celle des propres. La raison, Pothier nous la donne, et elle se comprend facilement. « La parenté paternelle et la parenté maternelle donnant l'une et l'autre également droit à la succession des meubles et acquêts, le parent conjoint, *ex utroque latere*, qui réunit en lui ces deux parentés, a comme un double droit à cette succession contre le parent *ex uno latere* qui n'a que l'une de ces deux parentés... Il n'en est pas de même de la succession des propres ; il n'y a que la parenté du côté, d'où le propre procède, qui donne droit à la succession de ce propre ; d'où il suit que pour un propre paternel (par ex.) le frère germain du défunt n'a pas plus de droits que le frère consanguin (2). »

Donc, sur la question du double lien, les coutumes offraient une assez grande diversité, mais la règle était le rejet de ce privilège ; c'est-à-dire qu'on revenait au principe de proximité et d'égalité. C'était le

1. Pothier. *loc. cit.*

2. *Id.*, VIII, p. 98.

système qui avait pour type la Coutume de Paris. Il n'en faudrait pas déduire que cette dernière adoptât la solution moderne ; elle s'en écartait puisque les germains ne prenaient jamais plus que les parents d'un seul côté (art. 340, 341). Une autre théorie se dégagea, qui n'a cessé d'être appliquée depuis, et que Guillaume de Lamoignon fut le premier à formuler. Il décidait (1) : « Entre les frères et sœurs du défunt, ceux qui sont seulement de père ou de mère, prendront une simple portion dans les meubles et acquêts, et ceux qui sont conjoints de deux côtés, une double portion. »

C'est la règle moderne : pas de double lien ; les germains prennent dans les deux lignes. La Révolution, en la consacrant, ne fera que reprendre la tendance de la jurisprudence ancienne, en son dernier état, et la généraliser.

b) *Représentation*. — Elle constituait la plus importante dérogation au principe de proximité du degré, et, comme le double lien, elle prenait son origine en droit byzantin. Basant son système successoral sur la seule parenté naturelle, et l'imprégnant d'équité, Justinien avait été amené à considérer que le devoir du défunt envers son frère n'était pas éteint si ce dernier, étant prédécédé, laissait des enfants, mais qu'il avait lieu au contraire à l'égard de ces en-

1. Arrêtés, tit. XLI, art. 48.

fants. Aussi étendit-il à la ligne collatérale, par la nouvelle 118 (1), la représentation qui existait déjà en ligne directe descendante (2). Il développe ainsi son système : « Quod si defunctus fratres habeat, et alterius prædefuncti fratris aut sororis liberos, hi cum suis paternis et maternis, masculis et feminis, ad hereditatem vocabuntur, et quocumque tandem sint, tantam ex hereditate partem capient, quantam parens eorum fuisset habiturus, si vixisset. » De la sorte, les neveux et nièces concouraient avec les frères et sœurs du défunt (3). De plus, les neveux (ou nièces) enfants des frères et sœurs conjoints des deux côtés, venant par représentation, excluaient (bien qu'au 3^e degré) leurs oncles et tantes conjoints d'un seul côté, parce que leur père les aurait exclus (4).

Enfin, les neveux et nièces excluaient aussi les oncles et tantes du défunt, bien que ces derniers fussent comme eux au troisième degré (5).

S'il n'y avait ni frères, ni neveux du défunt, le plus proche parent succédait (6).

1. Chap. III notamment. Les passages cités au texte sont tirés de ce chapitre.

2. *Institutes de Justinien*, III, 1. De her, qua ab. int., 6. Cf. l'expression *in patris sui locum succedere*.

3. Mais ils ne prenaient jamais plus à eux tous, que n'eût obtenu le représenté, s'il eût été vivant.

4. Chap. III : unde consequens est...

5. Nov. 118. C. III. Quandoquidem igitur fratris.

6. *Ibid.* Si defunctus neque fratres, neque fratrum liberos.

Ce privilège n'était donné en ligne collatérale, qu'aux enfants des frères et sœurs, et seulement s'ils concouraient avec des oncles et tantes (si c'était avec des ascendants, les ascendants les excluraient) (1). Telle était la technique de la représentation dans la législation justinienne.

Une telle institution, par l'esprit d'équité qu'elle suppose comme par la complication qu'elle entraîne ne peut guère se rencontrer que dans un état de civilisation juridique assez avancée. On comprend que « les droits primitifs soient tous très hostiles à la représentation » (2).

Chez nous, l'influence romaine fut très longue à triompher. La représentation, inconnue du droit germanique, était rejetée formellement par l'édit de Childebart II, en 596 (3). En Allemagne, Othon 1^{er} fit trancher la question par un duel « dont on regardait l'événement, dans la simplicité des temps, dit Laurière — comme un jugement de Dieu » (4). Le champion de la représentation triompha ; grâce à ce hasard elle fut donc admise en Allemagne, et delà, se répandit en Europe.

En ligne collatérale, elle ne pénétra dans les cou-

1. *Ibid.* Hoc autem privilegium.

2. Viollet. *Histoire du Droit civil français*. 1 vol., in-8, 1905, p. 891.

3. Boretius. I, p. 15.

4. Sous l'article 319 de la Coutume de Paris.

tumes que lors de leur réformation : dans celle de Melun en 1560, puis de Paris en 1580 (1), et enfin en 1583 dans celle d'Orléans.

Ce premier groupe recevait la représentation collatérale, aux termes de droit. « En ligne collatérale, dit l'article 320 de la Coutume de Paris, représentation a lieu quand les neveux et nièces viennent à la succession de leur oncle ou tante, avec les frères ou sœurs du décédé. Et au dit cas de représentation, les représentants succèdent par souches et non par têtes ». L'influence romaine est manifeste : Laurière, sous cet article, fait brièvement l'historique de la représentation collatérale coutumière et, en commentant ce texte, ajoute « qu'il a été pris du chapitre 3 de la novelle 118 de Justinien ».

Si tous les frères du défunt sont morts, les neveux succèdent de leur chef : article 321. « Mais si les neveux en semblable degré viennent de leur chef et non par représentation, succèdent par têtes et non par souches, tellement que l'un ne prend non plus que l'autre. » C'est la consécration de l'opinion d'Azon. Le partage par souches avait été soutenu par Accurse, et cette solution plus équitable, reprise ensuite par

1. La première rédaction de Paris, art. 149 écartait la représentation collatérale. La représentation aboutissait, en effet, à un résultat anti-féodal : elle donnait la possession du fief à un héritier très jeune, et, de plus, tendait à le diviser.

Dumoulin (1) a triomphé, dans le Code civil, du système antérieur. (2)

L'esprit de la représentation collatérale — spécialement pour notre premier groupe, est très clairement dégagé par Pothier dans ce passage (3) : « Au contraire de la représentation en ligne directe, la représentation en ligne collatérale n'étant établie qu'en faveur des seuls neveux, il est évident qu'elle n'est pas établie en faveur des lignes et pour conserver l'égalité entre les différentes lignes collatérales. Elle n'est établie qu'en faveur des seuls neveux, pour les faire concourir à la succession dont ils auraient été sans cela exclus par les frères et sœurs du défunt, comme plus proches en degré (4). »

Certaines coutumes, à l'inverse, « pour conserver l'égalité entre les différentes lignes collatérales » (comme entre les lignes directes) admettaient la représentation à l'infini, dans les premières comme dans les secondes.

A ce type appartenaient les Coutumes de Touraine

1. Sous l'art. 224 de la Coutume d'Anjou.

2. Cf. Viollet, *op. cit.*, p. 894.

3. T. VIII, p. 83. Représentation en faveur des neveux et nièces dans les Cout. de Paris et d'Orléans.

4. Ces principes, qui étaient ceux des Coutumes de Paris et d'Orléans, s'appliquaient également, dit Merlin « en Normandie, Marche, Vermandois, dans cinquante autres Coutumes au moins ». Merlin étudia en détail cette question dans son rapport présenté à la Constituante le 21 nov. 1790. (Ch. *infra*, p. .)

(de 1559, art. 287), Grand-Perche (1558, art. 151), Anjou (art. 224, 225), Maine (240-241), Auvergne (XII, 9) et aussi Montargis, Senlis, Bourbonnais.

Par contre, certaines rejetaient complètement la représentation en collatérale : Blois (art. 139), Ponthieu (art. 8), Boulenois (art. 75, 83), Channy (art. 36), Hainaut (ch. XC. art. 5), Artois-Champagne (de 1509, art. 60 ; de 1540, art. 63, 1544, art. 93).

En plaçant les Coutumes dans leur ordre géographique, on peut vérifier ce mot de Lebrun : « Tant plus elles tirent au Nord, tant plus elles sont opposées au droit de représentation » (1). Mais le besoin s'en faisait sentir même dans celles qui le proscrivaient, et on y avait imaginé, pour remplir le même but, le *rappel à succession* (2).

De cette diversité se dégageait, ici encore, une tendance à la simplification : elle était en faveur de la représentation jusqu'au degré de neveux ou nièces, concourant avec leurs oncles ou tantes. Le système des Coutumes de Paris et d'Orléans, ou plus exactement, de la nouvelle 118, avait fini par prévaloir. Lamoignon le consacrait dans ses *Arrêtés* (3). « Demeu-

1. *Successions*. Liv. III, ch. V, sec. 2, n° 2.

2. Il était de deux espèces : le rappel *intra terminos juris*, (c'est-à-dire pour les neveux et nièces), fonctionnant selon le système de la nov. 118 ; le rappel *extra terminos juris* (pour les petits-neveux, cousins, etc.), qui ne donnait que la qualité de légataire. (Lebrun III, 8.141 ; Pothier, II, 3, 2, § 3. Cf. Planiol : *Droit civil*, III, p. 338, n° 1763.)

3. XLI, n° 24.

reront abrogées toutes les Coutumes qui rejettent la représentation en ligne collatérale au premier degré des neveux et nièces, et celles qui l'étendent aux degrés plus éloignés (1). »

La Révolution adoptera cette technique, jusqu'à ce que les préoccupations sociales, l'esprit de morcellement économique submergent complètement le point de vue juridique.

c) *Fente*. — Cette troisième exception à la dévolution ordinaire n'avait pas l'importance de la représentation : elle n'existait qu'en peu de régions.

L'ancien droit, en principe, ignorait la fente. C'est une innovation du droit intermédiaire ; nous verrons comment et pourquoi la Révolution fut amenée à l'introduire dans son organisation successorale.

Mais, certaines coutumes l'avaient devancée, dans lesquelles les meubles et acquêts se divisaient par moitié entre les deux lignes, paternelle et maternelle. Ainsi pour le Maine (art. 286), l'Anjou (art. 268), le Bourbonnais (art. 305), le Loudunois (titre XXIX, art. 23) et Bayonne (XII, 15). « Les meubles et acquêts s'en vont en deux lignes, et on n'a point égard à la proximité du degré (2). » Et il y avait refente à l'infini (3).

4. Les Coutumes de Metz, Valois, Epte-en-Normandie portaient la représentation au delà du degré de neveux, sans l'étendre à l'infini.

2. Anjou, art. 268. *Coutumes du Maine et d'Anjou*. Ed. Olivier de St Vast. 1778, t. II, p. 420 sq.

3. *Cont. du Maine et d'Anjou, loc. cit.*

Ces coutumes, dont le type était constitué par celles de Maine-Anjou, formaient un ensemble véritablement isolé, dans l'ancien droit. Les mêmes admettaient la représentation collatérale à l'infini (1), et, sur d'autres point encore, elles se trouvent avoir été, sinon imitées directement par la Convention, du moins reproduites en vertu d'une coïncidence curieuse.

Pothier nous dit (2) que leur esprit était de conserver l'égalité entre les lignes collatérales ; on les appelait « coutumes d'égalité parfaite », ce qui les rapproche, dans leur base même, des successions modernes. De plus, quelques-unes excluaient les aïeuls et aïeules, et ne donnaient la succession mobilière des enfants qu'aux père et mère, ou à leur défaut, aux collatéraux (Maine, art. 288). Dans une mesure restreinte, cet usage rappelle l'exclusion des ascendants par les collatéraux descendants d'eux, dans la loi de Nivôse.

Ces anciens textes mériteraient une monographie' où l'on étudierait très précisément qu'elle sorte d'influence ils ont pu avoir sur la législation de l'an II.

Ils n'en eurent que fort peu sur le Droit Coutumier.

1. Cf. *supra*, p. 40, 41. Elles interdisaient aussi d'avantager un successeur en lui attribuant le disponible.

2. *Succ.*, ch. II, sec. II, § 2. (VIII, p. 90.

Guyné rapporte (1) qu'en Poitou, l'usage, mais non la règle, était en faveur de la fente. En tous cas, on ne l'étendit pas aux coutumes qui, sans s'expliquer à cet égard, admettaient la représentation collatérale à l'infini : elles suivirent le principe de proximité du degré. « J'estime, écrit Guyné, qu'il faut donner les meubles et acquêts au plus proche héritier du défunt, soit qu'il vienne de son chef, ou par représentation, sans distinction de lignes, conformément au Droit Écrit (2). »

La fente, avant la Révolution, apparaît donc comme une anomalie juridique, spéciale à quelques coutumes isolées.

∴

Par l'esprit général, comme par les détails, la succession aux meubles et acquêts témoignait d'une profonde influence romaine. Sa base rationnelle venait du droit des Novelles : parenté par le sang, proximité, égalité. Les exceptions (sauf la fente, qu'on peut négliger à cause de sa rareté) étaient romaines aussi. Mais, l'extension donnée à ces exceptions n'était nullement la même partout ; la complication, l'illogisme

1. Guyné. *Traité du droit de représentation*, etc... Paris, in-12, 1779, p. 383 s. L'usage suivi en Poitou est constaté par un arrêt du 2 juin 1657.

2. *Ibid.*, p. 385.

réapparaissaient ainsi. Les influences locales défigurèrent l'organisation successorale en la diversifiant. D'ailleurs la véritable succession coutumière originale était celle des propres.

B) *Succession aux Propres*

Les propres sont les biens les plus importants politiquement et économiquement. C'est la fortune du groupe ; elle doit revenir au groupe quelle que soit la volonté de l'individu. Ils proviennent à ce dernier de sa famille même, en effet : il ne les a pas acquis par son activité personnelle, mais les a reçus en succession ou en avancement d'hoirie. Toute succession de parents, en ligne collatérale comme en ligne directe, faisait des propres (1). Les propres *naturels*, ou véritables, sont les immeubles. Mais pour accroître la concentration des biens importants, on leur a assimilé les propres fictifs ou conventionnels, offices, rentes, « sommes ou effets mobiliers investis de la qualité de propres, par des clauses et stipulations insérées dans les contrats de mariage (2) ». Ils étaient

1. Cf. Pothier. (Ed. Bugnet, I, p. 19.) « On entend par propres, ce que plusieurs coutumes appellent *anciens héritages*, c'est-à-dire les héritages de nos ancêtres ou autres parents, qu'ils nous ont transmis par leur succession ou par quelque autre titre équipollent à succession. »

2. Giraud. *Précis de l'Anc. Droit cout.*, p. 83.

impairfaits au cas ordinaire ; parfaits au cas d'immeubles échangés contre d'autres.

Il y avait donc toute une hiérarchie de biens. Elle était créée pour empêcher ceux d'une famille de passer à une autre. L'individu s'était trouvé appartenir à plusieurs groupes, dès sa naissance. Il ne pouvait, faire qu'à sa mort, l'un de ces groupes se trouvât avantage au détriment d'un autre. La conservation des biens dans les familles, voilà l'assise même du régime.

« L'esprit de notre Droit Coutumier, dit encore Pothier en tête de son *Traité des propres*, est que chacun conserve à sa famille les biens qui lui en sont venus (1). »

Et c'est précisément pour assurer cette protection des droits du groupe qu'est imaginée la dévolution spéciale aux propres. Il y a là, en collatérale, quelque chose analogue au droit d'aînesse pour la ligne directe. L'organisation politique écarte les éléments juridiques qui ne lui peuvent convenir, et en crée de nouveaux pour atteindre son but. Ainsi, de la dévolution particulière aux propres, qui est tout étrangère à celle des acquêts, parce que les influences politiques ne sont nullement les mêmes, ici et là.

Ce système joue principalement en ligne collatérale. En effet, pour les descendants, les distinctions entre les personnes suffisent au but politique pour-

1. *Traité des propres* (1775), p. 1.

suivi. Comme les enfants du défunt appartiennent aux deux souches paternelle et maternelle, il n'y a pas intérêt pour eux à séparer les biens en plusieurs sortes. Elles se confondent, à leur égard.

En collatérale, ceux auxquels doivent revenir les biens sont souvent très loin du défunt, et appartiennent à des branches diverses. Une distinction s'impose par là-même, pour assurer la conservation des fortunes familiales, bases du royaume.

Deux règles concourent à cette fin : « *paterna paternis, materna maternis* » ; et « propres ne remontent ». D'origine féodale elles aussi, comme la plupart des principes coutumiers en notre matière, l'aristocratie les a conservées en les déviant de leur rôle social primitif. Nous avons déjà dit, qu'aux temps féodaux, il importait que les fonds ne fussent point détournés de leur provenance originaire. Ils rentraient dans l'estoc dont ils étaient issus : ceux de la branche paternelle, aux parents de cette branche, ceux de la branche maternelle aux parents maternels : *paterna paternis...*

La règle « propres ne remontent » s'exprimait anciennement sous la forme *feuda non ascendunt*. Les fiefs passaient plutôt à un collatéral éloigné qu'à un ascendant, pour la raison qui avait aussi fait exclure les filles : parce que l'ascendant n'était point apte au service militaire, c'est-à-dire au rôle social qu'impliquait la possession du fief.

Ensuite, on garda les deux règles, parce qu'elles consolidaient l'essentiel principe coutumier de conservation du patrimoine familial. Leurs deux sens différents se perdirent dans cette même notion. La règle « propres ne remontent » signifie seulement désormais, qu'un propre d'une ligne doit revenir à n'importe quel collatéral (si éloigné soit-il), de cette ligne plutôt qu'à un ascendant de l'autre ; on sous-entend, en somme... (ne remontent) *dans l'autre ligne*. « Les propres ne remontent point, dit Loysel (1) mais retournent aux plus proches parens du côté dont ils sont venus au défunt ; qui est ce qu'on dit paterna paternis, materna maternis. » Loysel montre très nettement que les deux règles finirent par avoir le même sens.

En Droit coutumier les ascendants n'étaient donc plus exclus par les collatéraux comme en Droit féodal. Sauf, bien entendu, pour les ascendants d'une ligne par les collatéraux de l'autre, comme nous venons de le voir.

Les ascendants, dans chaque ligne, passaient donc avant eux. Mais les frères et sœurs obtenaient généralement préférence, comme descendant « de celui qui avait mis le propre dans la famille (2) ». Et ceci nous amène à examiner l'application du principe de

1. *Institutes coutumières*. L. II, t. V, n° 16.

2. Cf. Paris, 315, Pothier, VIII, II, 2, 3, § 1.

dévolution d'après l'origine des biens. L'individu considéré n'est ni le défunt, ni le successible lui-même. On remonte au premier individu qui ait introduit le propre dans la famille : le collatéral qui en descend est le successible.

Mais il peut se rattacher à lui de plusieurs façons ; plus exactement, on peut exiger un lien plus ou moins étroit entre le successible et le premier acquéreur. Nous retombons dans les distinctions régionales, qui rendaient si compliqué le système successoral ancien, et le firent battre en brèche par la Révolution.

Trois catégories de coutumes — on le sait — existaient sur ce point. Coutumes *souchères*, de côté et ligne, de simple côté. Voici la brève exposition de leurs caractéristiques :

Dans les coutumes *souchères*, il fallait, pour succéder au propre, se rattacher par la ligne directe, au premier acquéreur. Tours (art. 288), Mantes (art. 167), Montargis (ch. IV, art. 3), Reims, suivaient cette règle.

Les coutumes de *côté et ligne* exigeaient seulement la parenté collatérale (parenté de côté et ligne avec celui de qui la famille tient le propre). Le type de ces coutumes est Paris, article 326 : « Et quant aux propres héritages, lui succèdent les parens qui sont les plus proches du côté et ligne dont sont advenus et échus au défunt les dits héritages, encore qu'ils ne soient plus proches parens du défunt. » Les Coutumes de Meaux (ch. VIII, art. 43, 44), Anjou (268, 270),

Orléans (325), Artois (105), d'autres encore décidaient de même.

Enfin, avec les coutumes de *simple côté*, il suffisait d'être le plus proche parent du défunt, du côté de son père et de sa mère, sans qu'intervint la question de l'origine d'acquisition. Bien entendu, en vertu du principe : *paterna paternis...*, les héritages venus au défunt par succession de son père allaient au plus proche parent paternel, et pareillement pour la ligne maternelle. Les principales parmi ces coutumes étaient celles de Normandie (art. 244), Metz (ch. XI, art. 30), Sedan (art. 182), Chartres (1).

Quelle formule appliquait-on aux coutumes muettes ? On aurait pu penser à l'intermédiaire (côté et ligne) pratiquée dans de grandes coutumes : Paris, Orléans, Anjou, etc. Mais la solution la plus simple l'emporta. La jurisprudence cherchait à simplifier et régulariser. On appliqua donc aux régions sans textes exprès, le système du simple côté. C'est ce que, après Lebrun, Pothier nous expose en son *Traité des successions* (2) : « Comme l'esprit général de tout le pays coutumier est de conserver les héritages propres aux familles d'où ils sont venus au défunt, on a jugé que, même dans les Coutumes qui ne s'en étaient

1. Dans ces coutumes, en vertu même du système expliqué au texte, les frères et sœurs excluaient tous autres collatéraux, sans distinction de propres ni d'acquêts.

2. Ch. II, art. 4 (VIII, p. 103.)

point expliquées, la succession des propres devait être déferée aux parents de la famille d'où ils étaient venus, à l'exclusion de ceux qui n'en étaient pas. Il y a un arrêt de règlement pour la Coutume de Chaumont en Bassigny, rapporté par Gousset sur cette coutume, lequel adjugea un propre de ligne à des cousins maternels, préférablement au père du défunt... Il a été décidé, par les arrêts rapportés par Louet, qu'on devait s'en tenir dans ces coutumes à la règle paterna paternis, sans remonter plus haut. Cette règle, pour la succession des propres, est la plus simple, et par conséquent préférable dans les coutumes qui ne s'en sont pas expliquées. »

Dès avant la Révolution, on tendait évidemment à simplifier et généraliser. Pothier ajoute, un peu plus loin (1) : « même dans les coutumes souchères on doit, suivant notre principe, décider qu'à défaut de parents descendus du premier acquéreur, c'est le plus proche parent du défunt qui succède. »

∴

Les différences, nées de circonstances locales très anciennes, s'expliquaient en effet de moins en moins. Et d'une façon générale, la distinction des biens, suivant leur origine, moins importante en Droit coutu-

1. *Loc. cit.*, p.^a 105.

mier qu'en Droit féodal, est devenue une complication inutile à la fin de l'Ancien Régime.

Les préoccupations aristocratiques, l'orgueil du nom, restent les derniers soutiens de cette consolidation des propres dans les lignes, aussi bien que du droit d'aînesse. Les roturiers ont admis les mêmes idées, « pour donner du lustre à leurs familles », dira Malleville (1). La jurisprudence — nous venons de le voir — cherchait, d'ailleurs, de plus en plus à faire triompher le principe romain de parenté naturelle et de proximité du degré, qui était la base de dévolution, pour les meubles et acquêts.

Restent les particularités concernant les fiefs.

C) *Succession collatérale des fiefs* (2).

Là s'était réfugié le seul vestige de l'exclusion des filles par les mâles qui était la règle générale en droit franc et en droit féodal.

« En succession de fief en ligne collatérale, le mâle en pareil degré forclost la femelle. Telle est la disposition de la Coutume d'Orléans, article 99. La Coutume de Paris et plusieurs autres en ont de semblables » (3).

1. *Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au Conseil d'État*, Paris, an XIII (1805), II, p. 182,

2. Cf. Esmein, *Hist. du Droit français*, p. 203, sq.

3. Pothier, *Succ.*, ch. II, sect. 3, art. 3 (VIII, p. 100).

Or, on ne peut donner à cette archaïque survivance du privilège de masculinité, d'autre raison que, précisément, la survivance historique elle-même. Lebrun en convenait déjà (1). Pothier ne l'explique point autrement (2). La préférence dont bénéficiaient les mâles n'est fondée ni « sur l'intérêt des familles », ni « sur ce que c'est par les mâles que les familles se perpétuent ». Elle vient de l'époque où les filles, « comme incapables du service militaire, n'étaient point capables de posséder les fiefs ni d'y succéder ». Quand, ensuite on leur accorda ce droit, ce fut à charge d'être exclues « par les parents mâles, lorsqu'ils seraient en égal degré avec elles (3) ».

La masculinité amenait des complications en se combinant avec la représentation. Quel sexe devait-on prendre en considération, celui du représenté ou celui du représentant ? Paris (322), Orléans, (321) tenaient compte du premier et accordaient aux filles venant par représentation de leur père, le privilège de masculinité. Elles succédaient donc à l'oncle avec le frère du défunt. L'opinion contraire avait été soutenue, en arguant d'une différence entre la ligne directe et la ligne collatérale : « les collatéraux n'ayant

1. *Succ.* Liv. II, ch. II, sect. 2, § 2.

2. *Loc. cit.*

3. La Coutume d'Auxerre faisait exception : la fille d'une ligne excluait dans la succession d'un propre de sa ligne le mâle qui n'en était point. C'était repousser l'idée de masculinité privilégiée.

droit à la succession de leur parent collatéral, de son vivant, les prerogatives que le parent mâle a droit d'y exercer sont des prerogatives qui ne commencent à avoir lieu, que lors de l'ouverture de la succession, et par conséquent, qui n'avaient aucun commencement d'existence lorsqu'il est prédécédé. Elles n'ont donc pu succéder qu'à son degré qui se trouvait vacant, et non point à aucune prerogative » (1). Cette prétendue différence entre les deux lignes fut reconnue injustifiée, et « la fille venant du mâle » succéda non seulement au degré, mais « à tous les avantages personnels du représenté ».

Donc, comme ici encore les raisons politiques qui avaient introduit ce système étaient disparues, on revint le plus possible aux principes généraux, et on adapta la représentation dans les mêmes conditions que pour les meubles et acquêts. C'est, d'ailleurs, avec un remarquable esprit d'équité qu'on appliqua le principe. Ainsi, pour la Coutume de Paris, le sexe du représenté étant celui que l'on considère, la logique aurait voulu que les descendants d'un frère prédécédé exclussent la sœur survivante. C'eût été excessif dans ce cas, la coutume décida le partage (Paris, art. 323).

L'esprit conservateur du Droit coutumier était suffisamment sauvegardé en collatérale, par ce système

1. Pothier, *Représentation*, etc. (t. VIII, p. 83 sq.)

particulier de dévolution. Point n'était besoin du droit d'aînesse. En notre branche, on ne le rencontre guère qu'en Bretagne (art. 543). Il existait aussi certaines régions à fiefs *impartageables* : en collatérale, l'aîné des mâles y emportait la totalité, et s'il n'y avait pas de mâles l'aînée des filles avait le même privilège. Le type de ces coutumes était fourni par Amiens, article 84 (1).

La règle générale était au contraire celle de Paris (334). « En ligne collatérale, les héritages tenus et mouvans en fiefs se partissent et divisent entre cohéritiers, sans droict ou prérogative d'aînesse (2). »

*
v v .

La protection des propres était encore assurée contre l'individu, par la *Réserve Coutumière*. Cette notion, très différente de l'idée romaine qui expliquait la légitime, fut ensuite faussée par cette dernière. L'esprit en était tout autre : en droit coutumier, il ne s'agissait pas de protéger certains successibles, en limitant le pouvoir considérable accordé à l'individu. Ce n'était pas une conception individualiste ; la protection ne variait pas, et n'allait point, s'atténuant à

1. Cf. Paillet. *Législation et Jurisprudence des Successions...*, 3 vol. Paris, 1821, t. I, n^o 158 sq.

2. Cf. Guy Coquille. *Institution au Droit français*. « Presque toutes les coutumes disent qu'en succession collatérale n'y a droict d'aînesse » (p. 114).

mesure que la parenté s'éloignait. Il y avait plutôt là une indisponibilité frappant les propres, parce qu'ils appartenaient à la famille dont ils étaient issus.

La réserve coutumière ne concernait en effet que les propres (1). Mais elle était ouverte à tous les lignagers, c'est-à-dire — pour ce qui nous occupe — à tous les collatéraux quelque éloignés qu'ils fussent. On ne pouvait l'invoquer que contre les legs, en général tout au moins, et, le tout, sauf exception.

Quelle était la portion garantie par la réserve ? La réponse varie naturellement avec les coutumes.

Celles de l'ouest rendaient indisponibles les deux tiers des propres (Anjou, art. 321) (2). Les donations entre vifs mêmes étaient susceptibles d'annulation.

A l'égard des donations entre vifs encore, les propres étaient sauvegardés, pour la moitié par les Coutumes de Reims, Blois, Berry, Tours, et d'autres ; pour les deux tiers par celle de Châlons ; Montfort, Ponthieu assuraient les quatre quints.

Par testament, la réserve était des quatre quints à Melun, Sens, Paris (292) et dans beaucoup d'autres provinces. Un détail montre le souci apporté dans la protection des propres : pour en léguer le simple quint, l'âge de 25 ans est requis ; on n'exige au con-

1. Sauf exception. Cf. ci-dessous, note 2.

2. S'il n'y avait pas de propres, l'indisponibilité gagnait les 2/3 des acquêts immeubles ; à leur défaut, la moitié des meubles (Anjou, 340).

raire que 21 ans pour disposer même de la totalité des meubles et acquêts.

En Bourbonnais et en Auvergne, réserve des trois quarts des propres ; des deux tiers à Meaux, Vitry, Maine, Anjou. Ces dernières coutumes défendaient de consacrer la portion disponible à un des successeurs, pour l'avantager. Le droit commun était des quatre quintes.

*
* *

A la fin de l'Ancien Régime et sur la succession collatérale, le Droit coutumier présente donc une étonnante complexité. Distinction entre le patrimoine familial et le patrimoine individuel ; prééminence accordée au premier sur le second ; différence radicale dans la dévolution ; pour chacun, particularités régionales. divisions et subdivisions, principes et exceptions — voilà la tessiture du système. Ces complications de provinces à provinces qui ne sont point séparées entre elles par des murailles de Chine, nuisent au bon ordre de la justice, suscitent les contestations, font germer les procès, pour le plus grand bonheur des hommes de lois. « On dirait d'abord, écrit Malleville, en jetant un coup d'œil sur cette bigarrure, que tous les praticiens de la France coutumière s'étaient entendus pour faire une pépinière à procès de chaque succession, et s'en accaparer le produit net (1). »

1. *Op. cit.*, p. 181.

Ces différences juridiques sont nées, pour la plupart, de circonstances politiques disparues ; elles ne s'expliquent qu'historiquement. L'ensemble est irrationnel, archaïque ; il ne correspond pas à la réalité : la monarchie la plus centralisée qu'on eût vue, avait la législation la plus variée possible (1) !

On essaye un commencement de simplification ; les juristes proposent des solutions plus modernes. Pourquoi tant de formules différentes sur le double lien, sur la représentation, lorsqu'une seule, rationnelle et équitable, convient à tout le Royaume ! Les tendances réformatrices se dégagent, et depuis longtemps, — mais lentement. La Révolution les utilisera pour la technique de son système. Mais les bases politiques de l'organisme coutumier seront renversées et remplacées par d'autres, générales aujourd'hui à la plupart des droits modernes, bien qu'influencées par le Droit romain (ou plutôt par le Droit écrit) qui n'est pas récent. Il nous faut, maintenant, entreprendre son étude pour compléter cette vue d'ensemble.

1. Le despotisme royal joua un rôle prépondérant à cet égard : « Louis XIV, écrit M. Lavissee, a laissé subsister ce qui ne le gênait pas, lui, le Roi, et tout ce qui a tant gêné Colbert, la diversité entre les provinces, la différence des coutumes, des poids et mesures, de la quotité et du mode des impôts, une sorte d'anarchie sous les belles apparences de l'ordre monarchique. » (*Histoire de France*, t. VIII, I, p. 478.)

2^o Droit écrit (1).

Son organisation successorale, objective et homogène, se trouvait à l'opposé de l'organisation coutumière. Les idées romaines s'imposèrent, sans subir jamais la déviation des influences politiques. Jusqu'au XI^e siècle environ, on suivit le Code Théodosien, et ensuite la législation justinienne des Novelles 118 et 127.

Quelles sont ces idées ?

La base du droit successoral, en pays de Droit écrit, est l'autonomie de l'individu. M. Vallier (2) a fort bien montré que cette base du droit privé ancien, était devenue celle des pays du Midi. « L'individu, disait Ihering, était lui-même la source et le fondement de son droit (3). » C'est lui qui est au centre de l'organisme successoral, et non plus le groupe familial, comme dans les coutumes.

La volonté du *de cujus* étant prépondérante, la succession testamentaire finit par passer au premier plan. La succession légitime n'apparaît que comme remplaçante, elle vient à défaut de l'autre. L'idée du testa-

1. Jarriand. *Histoire de la Nov. 118 dans les pays de D. écrit*, Thèse Paris, 1889, et : *La succ. coutumière dans les pays de D. écrit*, *Nouv. Rev. Hist.*, 1890.

2. Thèse cit., § 118.

3. *Ibid.*, *Esprit du droit romain*, trad. Meulenaere, 3^e éd., II, 1^o p., tit. II, ch. III, § 35.

ment présumé, inventée par le glossateur italien Alberich de Rosate, formulée par Grotius « *successio autem ab intestato nihil aliud est, quam tacitum testamentum* (1) », prend une importance énorme à la fin du XVIII^e siècle ; au point que les deux formes de succession reposent désormais sur le droit du défunt, et que toute une école, accordant à une simple comparaison la plus extraordinaire fortune, en fera le fondement même du droit successoral entier !

La dévolution du Droit écrit peut donc sembler subjective, puisqu'elle part de l'individu. Mais, comme les sentiments de l'individu en pareil cas sont communs à tous et éternels, on peut les dire impersonnels, et la base est vraiment objective.

Le *de cujus* étant maître de l'hérédité, il n'y a aucune distinction parmi les biens. C'est le principe romain de l'universalité : la masse successorale est une.

Les seuls droits du *de cujus* étant considérés, et nullement ceux de la famille, la dévolution est réglée suivant les ordres de la parenté naturelle, et selon la proximité du degré. Il n'y a, par rapport au défunt, aucune raison pour qu'un collatéral éloigné exclue un ascendant. L'affection de l'individu envers les siens étant la seule base, cette conséquence qui résultait en Droit coutumier de la séparation en deux lignes paternelle et maternelle ne peut se produire

1. *De Jure belli ac pacis*, II, c. VII, § 10, n° 2.

en Droit écrit. Et d'ailleurs, on ne tient pas compte des lignes (1).

A chaque degré, les successibles partagent également, car (théoriquement au moins) il n'y a pas ici de raison politique à favoriser l'aîné ou le mâle.

Telles sont les idées directrices. Ce serait aller rapidement que de ne point montrer certaines nuances qui en restreignent plus ou moins la portée.

D'abord, la Coutume de Toulouse conservait un système archaïque, et suivait un Droit romain antérieur à celui de Justinien : les successions n'y étaient donc point réglées d'après la direction que nous venons de décrire. Rappelant l'ancienne agnation romaine, la parenté admise en cette région était seulement celle par les mâles. Les parents maternels se voyaient exclus. Les frères et sœurs germains ne bénéficiaient point, comme dans le Droit écrit ordinaire, du double lien ; le privilège n'en datait que de Justinien et d'ailleurs le lien maternel n'étant d'aucune considération à Toulouse, il n'y avait jamais plus que le lien paternel.

Ce n'était là qu'une exception locale aux principes des Nouvelles. Mais une autre était infiniment plus considérable. L'idée coutumière de conservation des biens dans les familles s'était infiltrée dans la prati-

1. Nous retrouvons naturellement ici les trois ordres ordinaires : descendants, ascendants, collatéraux.

que méridionale. Et surtout, l'esprit aristocratique, l'orgueil nobiliaire avait pénétré les pays de Droit écrit, et utilisé le moyen juridique existant : le testament. Par testament, le défunt conférait le droit d'aînesse ; pour concentrer les biens, donner du lustre à la famille et affermir l'orgueil du nom, on « faisait un aîné ». En sa faveur, les filles dotées renonçaient à la succession future, et c'était tout comme en pays de coutumes.

Pas complètement cependant. La conception du Droit écrit, même alors, ne cessait pas d'être individualiste et originale. Cette conception était même renforcée : le droit du *de cujus* apparaissait comme absolu, sa volonté comme souveraine, puisqu'il disposait de tout à son gré, au point de concentrer l'hérédité sur une seule tête. La légitime, en bornant cet absolutisme, ou plutôt en empêchant ce droit d'être un absolutisme, le reconnaissait encore : c'était l'exception qui confirmait la règle.

D'ailleurs, les autres tentatives d'exportation coutumière furent repoussées ; l'échec de l'Édit des mères est le plus connu des exemples (1). Nous en ver-

1. Ce fut, en ligne directe, l'essai le plus sérieux d'extension du Droit coutumier au Droit écrit. Promulgué en 1567 par Charles IX, sur les conseils de l'Hôpital, l'Édit des mères fut très mal accueilli. Les Parlements refusèrent de l'enregistrer, et, devant l'insuccès persistant, une ordonnance de 1729 l'effaça du Droit, comme l'usage l'avait depuis longtemps supprimé en fait. (Cf. Renusson. *Traité des Propres*, ch. II. sec. XX.)

rons un autre, bientôt, à propos de la dévolution collatérale.

*
* *

En résumé (et cette grave exception réservée) nous sommes en présence du système des Novelles, en son esprit et ses fondements : cognation, proximité du degré, égalité. Examinons maintenant la technique de la dévolution collatérale.

Dans une pareille organisation, alors que les influences politiques et économiques n'ont laissé aucune trace sur la législation, l'hérédité collatérale est réduite à sa seule importance juridique. Les collatéraux viennent au rang secondaire que leur assignent les devoirs du défunt envers eux. Ils sont véritablement primés par les ascendants. Les circonstances politiques, en Droit coutumier, attribuaient la prépondérance à un collatéral éloigné plutôt qu'à l'aïeul, dans la succession d'un propre, si l'aïeul n'était pas de la ligne voulue. Ici les frères et sœurs seulement seront des *collatéraux privilégiés*, parce qu'ils sont, très généralement, privilégiés dans l'affection du *de cuius*.

Des collatéraux, les frères et sœurs germains sont donc appelés les premiers. Ils concourent avec les ascendants, parce que les liens qui rattachent au *de cuius* ces deux catégories de parents sont estimés

comme de force égale. Tous partagent par têtes.

Si l'un des frères ou l'une des sœurs du défunt est prédécédé en laissant des enfants, la représentation a lieu dans les termes mêmes du Droit de Justinien, que nous avons décrits précédemment (1). Le partage alors se fait, non par têtes, mais par souches, tous les enfants du prédécédé ne formant qu'une tête.

Si les frères germains sont seuls, ils partagent entre eux par tête, et excluent les frères unilatéraux, en vertu du privilège de double-lien, déjà étudié (2). On suivait sur ce point encore la Nouvelle 118.

En second rang, parmi les collatéraux, viennent les frères et sœurs *ex uno latere* : consanguins ou utérins. A leur égard, le Droit écrit subit une infiltration coutumière : l'influence d'Azon contribua à faire écarter l'égalité de partage, et à introduire la règle *paterna paternis, materna maternis*. Les frères consanguins succédaient aux biens paternels, et les biens maternels allaient aux utérins.

C'était tenir compte de l'origine des biens. Mais la tradition romaine fut la plus forte, et l'application normale de la Nouvelle 118 reparut dans la pratique du Droit écrit, à la fin du XVIII^e siècle. L'idée d'égalité triomphait : les partages entre frères unilatéraux furent réglés exactement comme ceux entre frères

1. Cf. *supra*, p. 36.

2. Cf., p. 33.

ex utroque latere. L'origine des biens n'eut plus aucune importance (1).

À défaut de frères ou sœurs, la succession allait au collatéral le plus proche ; s'il y en avait plusieurs au même degré, ils partageaient également entre eux et par têtes.

Les collatéraux avaient-ils une légitime ? La question se pose en Droit écrit comme pour les meubles et acquêts, et nous en avons réservé l'étude jusqu'à présent. De même pour celle de la limitation de successibilité, qui est également commune aux deux législations successorales de l'Ancien Régime.

Légitime. — Le *de cujus* pouvait-il absorber dans ses legs la totalité de la succession, en dépouillant complètement ses parents collatéraux, ou bien au contraire ceux-ci avaient-ils une portion intangible ?

Les termes mêmes de la question montrent qu'il s'agit ici de la *légitime*, dans la succession des meubles et acquêts, ou dans la succession du Droit écrit, et non point de la *réserve coutumière*, laquelle a été étudiée précédemment. Nous avons dit que les deux choses étaient différentes, et en effet, alors que nous avons pu constater une réserve coutumière invariable des quatre quints pour les propres, il n'y eut au contraire jamais de légitime pour les collatéraux, ni en Droit écrit, ni en succession coutumière aux meubles et acquêts.

1. Sur cette évolution, voir Jarriand. Thèse citée, p. 413.

On a parfois soutenu l'affirmative et parlé de légitime collatérale. Nos anciens auteurs, eux-mêmes, dit-on, employaient l'expression.

On ne le peut nier. Les jurisconsultes l'ont parfois écrite, à propos des frères et sœurs, mais il suffit de lire leurs développements à ce sujet pour constater qu'il y avait en réalité tout autre chose. « Si un testateur, dit Lebrun (1), négligeant l'amitié fraternelle et sa propre réputation, dispose au profit d'une personne infâme, au préjudice de ses frères, l'on doit casser sa disposition pour le tout, et cette donation doit être anéantie à raison de la honte et du scandale qui la suivent. »

C'est à quoi se réduit la prétendue légitime des frères et sœurs. C'est une simple action *ab irato*, qui tire son origine des *Institutes* (2), et qu'expliquent des raisons de convenance. Un motif d'ordre public, pour ainsi dire, la fait accorder, et elle ne ressemble nullement à un moyen de protection établi en faveur de certains successibles. Lebrun le déclare très nettement, lorsqu'il ajoute (3) : « Voilà les conditions sans lesquelles l'on n'admet point les collatéraux à la querelle d'inofficio ; car naturellement ils n'ont aucun droit sur nos successions (4), et c'est pour cela que

1. *Succ.*, liv. II, ch. III, sect. 1, n° 5.

2. *Instit.*, II, 18, de inoff. testam., § 1.

3. *Op. cit.*, n° 26 de la sect. II.

4. C'est moi qui souligne.

par une ancienne et très bonne jurisprudence, l'on n'ordonnait point d'interdiction fondée sur la prodigalité, à la poursuite des héritiers collatéraux ; comme il fut jugé par arrêt de la Chambre de l'Édit, du 2 août 1600 (arrêt de Montbrun). »

Roussilhe, dans son traité spécial, à cette question : Quelles sont les personnes à qui il est dû une légitime ? — répond : les enfants ou descendants, et les ascendants. Rien pour les autres parents (1). Enfin, son numéro 84 est décisif : « Il n'est jamais dû de légitime aux frères et sœurs, tant qu'il y a des descendants ou ascendants et même à défaut d'iceux. Ils ne peuvent la prétendre qu'en un seul cas qui est lorsque leur frère a institué une personne déshonnête, alors la légitime est due aux frères et aux sœurs. »

Ce qui prouve, évidemment, que l'expression « légitime » est abusivement prise ici, et que c'est une simple action *ab irato*.

Les conditions dans lesquelles elle était accordée ne pouvaient en faciliter l'exercice. On distinguait l'infamie de droit et de fait ; certains cas seuls donnaient ouverture à l'action (2). Elle n'appartenait jamais qu'aux frères et sœurs et même, le plus souvent, qu'aux seuls frères consanguins et non aux utérins (3).

1. Roussilhe. *Légitime*, 1770, n° 22.

2. Lebrun, *op. cit.*, sect. 2, n° 20.

3. Roussilhe, *op. cit.*, n° 85.

En tous cas, les collatéraux ordinaires en sont exclus (1).

Concluons donc que les descendants et ascendants seuls eurent en l'ancien droit une légitime au sens où nous l'entendons aujourd'hui (2).

Limitation de la successibilité. — Jusqu'à quel degré reconnaissait-on aux parents le droit de succéder au défunt? Cette dernière question est une des plus importantes parmi celles que soulève l'hérédité collatérale.

Le Droit romain varia dans ses solutions. Il n'apporta d'abord aucune restriction à la successibilité, parce que la parenté civile étant seule en cause, les agnats si lointains fussent-ils, sous le nom de *gentiles* (3), avaient toujours droit aux biens. Quand le préteur déplaça la notion de parenté de sa base *civile*, pour l'appuyer sur la base *naturelle*, il borna la successibilité au 6° degré en général, au 7° pour les enfants de cousins issus de germains (*sobrino et sobrina nati*) (4). Mais l'agnation n'était pas supprimée.

Avec Justinien au contraire, la cognation triomphe définitivement. Le droit des Nouvelles (Nov. 118 de 543 ; Nov. 127 de 548) est le dernier aboutissement

1. *Id.*; *ibid.* et Lebrun, *op. cit.*, sect. II, n° 27.

2. Cf. Lambert, *L'Exhérédation*, Giard. 1895, notamm. § 67.

3. Cf. Girard, *Manuel de Droit romain*, p. 841. (*Deficientibus agnatis, gentiles vocantur*, disent les XII tables.)

4. *Id.*, *ibid.*, p. 847 (4° édit.).

d'une évolution lente de la famille romaine, et consacrer son organisation rationnelle, fondée uniquement sur les liens du sang, en dehors de toute considération politique. Les *Institutes* (III,5) parlaient du 10^e degré, comme dernier terme de successibilité. La Nouvelle 118 ne donne aucune limitation. On a pensé qu'il fallait admettre la limite prétorienne du 6^e degré (du 7^e pour les *sobrino et sobrina nati*) car l'esprit général de la législation byzantine fut d'abolir l'agnation et ses conséquences pour les remplacer par la cognation et ses effets.

Il y avait donc lieu d'hésiter entre l'admission indéfinie des collatéraux comme pour les agnats, et les limites fixées par l'Édit à la successibilité cognatique.

Nous retrouvons les mêmes incertitudes en notre droit. Lebrun s'en est fait l'écho dans son traité, et pose cette question : *si l'on peut succéder dans tous les degrés de la collatérale* (1)? On agitait ce problème au palais, dit-il. Il voit un argument en faveur de la négative, dans la limite apportée au retrait lignager par plusieurs coutumes (par ex. Bourbonnais, 7^e degré, art. 334). Or, « comme les retraits et les successions ont beaucoup de rapport, le droit de succession doit avoir des bornes ». Et il faut le limiter au 10^e degré conformément à la glose sur l'authentique *In succ. c. de suis et legit. lib.* qui dit : *permittam*

1. *Succ.* Ed. de 1775, liv. I, ch. VI, sec. IV, n^{os} 10 sq.

in omnibus successionem usque ad decimum gradum. (C'était l'opinion générale des Glossateurs, notamment d'Accurce, Balde ; Fabre plus tard la soutint également.)

Mais, objecte Lebrun, « ce n'est point l'esprit de notre jurisprudence coutumière qui, ne donnant jamais au fisc que le dernier lieu dans les successions, reçoit les parens les plus éloignés à son exclusion ». Le retrait lignager a moins d'importance. Du Moulin disait déjà : *jus retractus strictius est quam successivum* ; et ideo non sequitur, non potest retrahere ergo non potest succedere (1). Le 10^e degré n'est qu'un exemple. « La jurisprudence coutumière est certaine et il y en a un arrêt du 15 mai 1572. »

Cette tendance à la successibilité indéfinie se généralisa peu à peu, dans les pays de coutumes. On y suivait l'adage « *Fiscus post omnes parentes etiam in centesimo gradu* », qu'exprime ainsi Loysel : « Tant et si avant qu'on pouvait justifier la parenté, les hauts justiciers étaient exclus (2). »

La Bretagne l'admit définitivement en 1733. Poulain du Parc en témoigne, sur l'article 342 (3) : « D'Argentré établit pour maxime qu'on ne peut succéder

1. Sous *Berry*, succ., art. 1. De même, sous *Bourbonnais*, 334 : non tamen sequitur quin successio excedat decimum gradum.

2. *Inst. coutum.*, liv. II, tit. V, XXXIII.

3. *Coutume de Bretagne*. Commentaire (1745), t. II, p. 553.

au delà du 9^e degré. La maxime contraire est constante aujourd'hui, depuis l'arrêt du 20 juin 1733. »

La Normandie, au contraire, suivant les arrêts 41 et 42 des Placités de 1666 (1), donnait la succession jusqu'au 7^e degré seulement. Il est vrai que la computation canonique étant celle en vigueur dans cette province, nous sommes conduits en réalité au 14^e degré. Mais, au delà, les collatéraux étaient étrangers.

La tendance très générale était donc en faveur de la successibilité illimitée qui cadrerait parfaitement avec le principe fondamental de conservation des biens dans les familles.

Cette tendance triompha aussi en pays de Droit écrit. En principe, dit Maynard, conseiller au Parlement de Toulouse (2), « toute différence entre l'agnation et la cognation étant aujourd'hui ôtée, le degré de succession ne passe pas le 10^e à moins qu'il ne soit question de royaumes, ou de marquisats, comtés ou duchés ». C'était le système de Balde et des Glossateurs. Mais, poursuit Maynard : « On en est venu à ce point que lorsqu'il s'agit d'exclure le fisc, on n'examine pas si l'on est au delà du 10^e degré, et

1. Cf. aussi : Coutume, 146. Lebrun, *loc. cit.*, observation de l'éditeur (Espiard de Saux), et Paillet, *op. cit.*, I, n° 164.

2. *Notables et singulières questions de Droit écrit jugées au Parlement de Toulouse*. 2 in-fol. Toulouse. Nouv. éd. 1751 (t. I^{er}, ch. XCIX).

il suffit d'être parent du défunt à quelque degré que ce soit parce que le fisc ne succède jamais qu'en défaut d'autre héritier, aux termes des arrêts du Parlement de Paris, rapportés par Charondas dans ses *Réponses* (4. 10 et 8. 62) ».

Cette preuve de la parenté n'était point chose si facile que le prétendait Charondas. « C'est assez aisé à dire, à la vérité, mais lorsqu'après une longue révolution d'années il faut l'exécuter, on trouve la chose presque impossible. » (Maynard). Ainsi un arrêt du Parlement de Toulouse « démet, faute par le demandeur de se justifier celui qu'il se disait, et de coter les degrés de parenté ».

En résumé, sauf cette question de preuve, le Parlement de Toulouse lui-même, — que l'on donne parfois comme ne recevant pas les collatéraux au delà du 10^e degré, le Parlement de Toulouse et l'ensemble du Droit écrit admettaient l'illimitation de la successibilité. C'est une conséquence à la fois de l'influence coutumière qui renforçait la stabilité des familles, et de l'horreur du fisc. Le Droit écrit avait basé son système successoral sur la cognation, mais sur ce point particulier, il marquait un retour à l'organisation romaine primitive, et ressuscitait un effet de l'agnation. On peut appliquer à la dernière phase du Droit écrit, ce que Maynard disait pour la première du Droit romain (1) : « L'agnation ayant plus d'éten-

1. Meynard, *loc. cit.*

due que la cognation, à cause du désir qu'on avait de conserver le nom et la famille », conférait à l'infini la successibilité.

La même évolution sociale se produisant en sens inverse avait, en sens inverse aussi, produit le même effet.

CONCLUSION

Tel est l'ensemble de l'organisation successorale touchant la collatérale, jusqu'au moment où s'écroule l'Ancien Régime. Cette organisation, théoriquement, n'attribuait pas aux collatéraux des droits supérieurs à ceux que fixait le système des Nouvelles. On reconnaît que la succession collatérale n'est pas « de droit naturel » (comme on dit alors). Mais, les considérations politiques et économiques, même en pays de Droit écrit, ont singulièrement transformé, compliqué et défigurée cette réglementation théorique. On se trouve en présence d'un amas de distinctions, divisions, oppositions de coutumes, dans les pays qui ne suivent pas le Droit écrit. Parmi les autres, même, l'influence coutumière a pénétré sur un point et créé l'inégalité en utilisant le testament pour établir le droit d'aînesse. La base politique commune à tout le territoire, et qui est l'orgueil aristocratique, ne justifie nullement les inégalités qu'elle entraîne. La Révolution la renversera, surtout par esprit politique⁶ mais elle ne se défendait pas davantage au point de vue juridique.

D'ailleurs, la multiplicité infinie des rouages techniques, en même temps que la diversité de leurs genres, était un obstacle immense aux efforts d'unification que l'on tentait depuis longtemps déjà. Cette diversité ne s'expliquait plus qu'historiquement, et correspondait à des états sociaux disparus.

Des deux types de législations, Droit écrit, Droit coutumier, le meilleur au point de vue successoral était certainement le premier. Nous avons vu qu'il se trouvait fondé sur une base rationnelle restée extérieure aux contingences politiques, dans l'ensemble. Les préjugés conservateurs empêchaient seuls cette organisation juridique de s'étendre à toutes les provinces. Mais les jurisconsultes appréciaient fort bien sa supériorité technique, et la preuve en est qu'ils s'efforçaient à la généraliser, à la prendre pour règle. Nous avons vu que la succession coutumière des meubles et acquêts était modelée sur la succession du Droit écrit. Or, on finit par étendre ce genre, en considérant l'organisation des meubles et acquêts, comme le principe, et les propres, comme l'exception. Renusson (1) l'indique déjà et nous dit au sujet d'une espèce particulière : « l'on compare la règle *paterna paternis* aux substitutions qui avaient lieu dans les degrés exprimés, et quand les degrés expri-

1. *Traité des propres*. (Edition Sérieux, in-fol., Paris 1780), ch. II, sect. XVII.

més venaient à défaillir, *l'héritage revenait aux héritiers légitimes, c'est-à-dire au plus proche parent du défunt suivant le Droit romain.* » Pothier montre de même, que les « héritiers naturels sont les héritiers pour les meubles et acquêts, et qu'ils ont qualité pour toute succession (1) ». Tel devient le principe.

Certes, même dans l'organisation successorale des meubles et acquêts, il y avait beaucoup trop de complexité. Mais nous avons-vu qu'une solution générale se dégageait sur chaque point, que les jurisconsultes eussent fini par rendre commune à la plupart des coutumes. Au point de vue strictement *juridique*, par conséquent, les vices du régime ancien, n'étaient peut-être pas fondamentaux, et il y avait quelque possibilité de les réduire, avec le temps. On ne pouvait prévoir une catastrophe dans cette branche du droit privé comme on le faisait pour le régime politique, depuis longtemps. De ce dernier, M^{me} de Tencin parlait en ces termes, dès avant 1744 (2): « A moins que Dieu n'y mette visiblement la main, il est physiquement impossible que l'État ne culbute. »

Mais, les successions touchent toujours par quelque côté au droit public, et leur régime juridique était trop profondément accordé au régime politique pour que la décomposition de l'un n'entraînât pas

1. Pothier, *Orléans*, Introd. aux succ. (4, § 1, n° 34). Cf. Vallier, *op. cit.*, p. 70.

2. *Correspondance avec le duc de Richelieu*, p. 227.

celle de l'autre. Outre la période considérable d'années qu'il eût fallu, sans le choc de la Révolution, pour réaliser l'unité de législation et la codification, les cadres politiques de l'Ancien Régime et les opinions économiques, alors en faveur, se seraient toujours opposés à la généralisation d'une base rationnelle, étrangère aux inégalités sociales. Le droit nouveau continuera certaines tendances du droit ancien, et consacrera plusieurs réformes techniques indiquées par ce dernier, mais, dans l'ensemble, il y aura opposition radicale entre les deux, parce que le principe d'égalité, autrefois notion juridique trop souvent oubliée, va devenir non seulement l'essence même de toute la législation, mais surtout un dogme politique d'une puissance inconnue jusqu'alors.

La succession collatérale et le Droit révolutionnaire⁽¹⁾

PRÉLIMINAIRES

I

Le dogme de l'égalité

Le principe qui dominait la France coutumière, en matière successorale, et qui finit par agir aussi sur le Droit écrit, était celui de conservation des biens dans les familles. L'idée essentielle de la Révolution est l'idée d'égalité. Sans doute sera-t-elle mêlée à d'au-

1. **Documents** : *Archives Parlementaires* (en cours de publication (2 séries).

Archives Nationales principalement : AD. XVIIIc, t. 326 (successions) et : D. III cartons 335 à 342 (manuscrits).

Le Moniteur.

Textes : *Code des successions*, de Vermeil. Paris, an XI. *Code des successions*, par le cit. A. G. G. (Guichard) Paris, an II. *Bulletin des lois*.

Quelques ouvrages : Sur l'ensemble du droit intermédiaire : Ph. Sagnac. *La législation civile de la Révolution*, (1 in-8°, Fontemoing,

tres, mais elle restera primordiale, et même, l'époque étant fiévreuse et les cerveaux surchauffés, elle apparaîtra vraiment comme un dogme, qu'il ne faut pas discuter.

L'égalité, on peut l'entendre bien diversement : les époques transforment le sens de telles expressions. Par l'imprécision même de leur contenu, ce sont des forces dont on peut faire ce qu'on veut. Elles valent ce que valent les hommes qui s'y dévouent ou les exploitent, qui leur donnent, en tous cas, leur application pratique.

Les hommes de la Révolution, eux, n'eurent pas seulement les vagues tendances égalitaires qui ont toujours existé, à l'état d'opinions isolées ou courantes, formant ce qu'on appelle le « socialisme sentimental », et ressortissant à la vertu chrétienne de charité, ou plutôt, très généralement, à celle d'humanité. La Doctrine révolutionnaire s'appuie sur la raison autant que sur le sentiment et fait œuvre réformatrice : bien loin de reconnaître l'existence officielle des inégalités en y remédiant seulement, elle

1899). Esmein. *Hist. du droit français de 1789 à 1814* (Larose, 1910) sur les successions : Guichard. *Dissertation sur le régime actuel des successions* (Paris, nivôse, an V). G. Aron. *Études sur le droit civil de la Révolution : les successions* (Larose, 1904). La meilleure thèse est la plus ancienne : Jeanneau. *La législation successorale de la Révolution* (Paris, 1893) pour le mouvement général des idées : Aulard. *Hist. polit. de la Rév. franç.*, et un excellent résumé : Madelin. *La Révolution* (in-8°, Hachette, 1911).

s'efforce à les détruire pour fonder l'égalité. Ses adeptes se crurent le devoir de régénérer la société, de réagir contre l'injustice et les abus antérieurs. Jusqu'en 1789, les uns jouissent, les autres souffrent, les uns ont le pouvoir, les autres l'esclavage. Il n'y a aucune raison à cela, et, en effet, la raison comme la nature est pour l'égalité. Il faut faire, non pas absolument que les anciens riches deviennent les pauvres du Nouveau Régime, mais, bien plutôt qu'il n'y ait ni riches ni pauvres, afin qu'il ne reste plus ni maîtres ni esclaves. « Il faut que chacun ait quelque chose. » Voilà l'idéal de l'époque, à la réalisation duquel on emploiera la réglementation successorale, par déductions progressives.

Le malaise social et l'instabilité d'équilibre créés par l'extrême inégalité des classes avaient été dénoncés par beaucoup de grands esprits, dès la seconde partie du xvii^e siècle. Aussi bien, cette dangereuse séparation s'était surtout creusée dans la nation à dater de cette période (1).

1. Cf. Lavissee. *Hist. de France*, t. VIII, 1, p. 478. « Ce qu'on appellera bientôt l'*Ancien Régime*, ce composé de vieilleries inutiles ou funestes, de décors en lambeaux, de droits sans devoirs, devenus des abus, ces ruines d'un long passé au-dessus desquelles se dresse solitaire une toute-puissance, qui se refuse à préparer un avenir, il ne serait pas juste de l'imputer au seul Louis XIV ; mais il l'a porté au plus haut degré d'imperfection et marqué pour la mort. »

Cette histoire des idées égalitaires jusqu'en 1789 requerrait évidemment une longue et minutieuse étude, plus, en tous cas, que les rapides notations qui suivent.

Pascal écrivit trois discours sur la condition des Grands, qui avaient pour but — dit Nicole dans sa préface — « de remédier à trois défauts auxquels la grandeur porte d'elle-même ceux qui y sont nés. Le premier, de se méconnaître eux-mêmes ; de s'imaginer que tous ces biens dont ils jouissent leur sont dus, et font comme partie de leur être, ce qui fait qu'ils ne se considèrent jamais dans l'égalité naturelle avec tous les autres hommes ». « Vous tenez (dit Pascal lui-même aux Grands) vos richesses de vos ancêtres ; mais n'est-ce pas par mille hasards que vos ancêtres les ont acquises et qu'ils les ont conservées ? Vous imaginez-vous aussi que ce soit par quelque voie naturelle que ces biens ont passé de vos ancêtres à vous ? Ce n'est pas véritable. Cet ordre n'est fondé que sur la seule volonté des législateurs qui ont pu avoir de bonnes raisons, mais dont aucune n'est prise d'un droit naturel que vous ayez sur ces choses... » Nous avons déjà signalé la hardiesse de ces réflexions sur le relativisme des lois successorales (1).

Dans Bossuet, les observations abondent (2). Et nous ne voulons point parler seulement des exhortations à la charité, ce qui n'est nullement notre sujet, mais des critiques très nettes de l'organisation

1. Cf. Introduction, p. 4.

2. Particulièrement dans le sermon du Mauvais-riche [au Louvre en 1662, après la disette de 1661] et dans le sermon sur l'Eminente dignité du pauvre.

sociale, des vices inhérents au régime. On sent percer ces attaques sous les apparences pompeuses des précautions oratoires. « Si je commence à jeter les yeux sur la puissance des hommes, je vois dans tout le pouvoir humain je ne sais quoi de très resserré, en ce qu'il ne peut pas faire d'heureux et se croit souvent obligé de faire beaucoup de misérables. » M. Longuemare, dans un excellent ouvrage sur *Bossuet et la Société française sous le règne de Louis XIV* (1), ajoute à ce passage : « Autant dire : vous êtes charitables, je l'accorde ; mais l'état social en lequel vous vivez est si défectueux qu'il ne vous permet de remédier au mal que dans une mesure médiocre. » Pour Bossuet, « il y a des temps malheureux où c'est une cruauté et une espèce de vexation que d'exiger une dette ». Et cette sentence, il la prononce non pas dans un sermon sur la charité, mais dans celui sur la Justice.

De La Bruyère, le tableau — l'eau-forte pourrait-on dire — sur les paysans, est trop connu pour qu'on ait à le citer. Ailleurs, il oppose à ceux qui touchent six vingt mille livres de revenu, six vingt familles misérables, « qui n'ont point d'habits pour se couvrir et qui souvent manquent de pain. » A la fin, il dresse en équivoque point d'interrogation le mot célèbre : « Est-ce que cela ne prouve pas clairement un avenir ? »

1. Cf., p. 199 sq.

Boisguilbert, Vauban (1) confirment ces notations. Dans les *Tables de Chaulnes* où Fénelon formula son système politique en de très précises rêveries, on trouve encore le désir et l'indication de réformes.

Sans doute sommes-nous loin, comme le fait remarquer M. Jules Lemaitre (2), des « dangereux rêves » de l'époque future : « la liberté et l'égalité idéologiques. » Mais n'importe : les novateurs à la fin du siècle suivant verront moins de différences entre de telles idées et les leurs (3).

Au XVIII^e siècle, la conception de l'égalité évolue et se sépare de celle du XVII^e, sur deux points essentiels. Les moralistes que nous avons cités étaient des

1. Boisguilbert, *Détail de la France*, ch. VII : « Richesse du petit nombre et misère du grand » (*Economistes et Financiers du XVIII^e siècle*, p. 177). Vauban, *Dime Royale*. Préface : « Il est certain que le mal est poussé à l'excès, et que si l'on n'y remédie, le même peuple tombera dans une extrémité dont il ne se relèvera jamais. » (Ed. G. Michel, p. 37, p. 17) : « C'est encore la partie basse du peuple qui, par son travail et son commerce, et par ce qu'elle paye au roi, l'enrichit et tout son royaume. »

2. Fénelon. Neuvième conférence.

3. De Fénelon même, Raynal parle en ces termes : « Le bien général est un doux rêve des âmes débonnaires. O tendre pasteur de Cambrai... c'est dans vos écrits vraiment inspirés... que se trouve la vie et l'humanité. » (*Hist. Philos.*, 1774, t. VII, p. 358). C'est après le passage où Raynal invoque comme principaux obstacles au développement de la population, la mauvaise distribution des biens-fonds, l'inaliénabilité des domaines du clergé, les substitutions, la pauvreté du peuple. Les Révolutionnaires ne diront pas autrement.

chrétiens. Ils pensaient surtout à l'égalité des hommes devant Dieu, lequel rétablirait la justice. « L'avenir » dont parle La Bruyère, c'est très probablement l'avenir supra-terrestre. Les hommes du XVIII^e au contraire, le voudront réaliser sur terre ; leur thèse politique et sociale se dégage de toute hypothèse métaphysique, parce que le XVIII^e siècle n'est pas religieux. De plus, et en second lieu, ils étudient désormais la question abstraitement, et non à propos de tel événement lamentable, ou de tel spectacle émouvant. Ils posent l'égalité à la base d'un régime bien défini, qu'à partir d'une certaine période tous voudront instaurer. La notion tend à devenir une notion juridique.

Dans l'*Esprit des Loix*, Montesquieu en fait la base des démocraties : « Dans les démocraties, l'égalité réelle est l'âme de l'État... L'amour de la démocratie est celui de l'égalité. Dans les républiques où les richesses sont également partagées, il ne peut y avoir de luxe, et cette égalité de distribution faisant l'excellence des républiques, il suit que moins il y a de luxe dans une république, plus elle est parfaite (1). » C'est l'expression sereine de la même pensée qui inspirera bientôt les diatribes révolutionnaires contre le luxe et l'opulence. Et Montesquieu rattache très nettement la question à celle des successions : « La

1. Cf. Liv. V, ch. III-VII (particulièrement les liens, indiqués par Montesquieu, entre l'égalité et la législation successorale).

permission indéfinie de tester accordée chez les Romains — dit-il dans son livre XXVII entièrement consacré à ce sujet — ruina peu à peu la disposition politique sur le partage des terres ; elle introduisit, plus que toute autre chose, la funeste différence entre les richesses et la pauvreté ; plusieurs partages furent assemblés sur une même tête ; des citoyens eurent trop, une infinité d'autres n'eurent rien. »

Voltaire, aristocrate au point qu'on ne peut l'être plus, n'est évidemment pas égalitaire. A propos de la phrase de Pascal : « sans doute que l'égalité des biens est juste, » il écrit véhémentement : « Non ! l'égalité des biens n'est pas juste ! » Je crois bien qu'on ne trouverait aucune trace précise de son influence sur la législation sociale de la Révolution.

Il en est tout autrement de Rousseau ; des trois illustres philosophes du XVIII^e siècle, c'est lui qui fournira le plus d'idées et de phrases — surtout de phrases peut-être — aux législateurs du Droit nouveau. Aussi bien, des trois, Rousseau est-il le plus égalitaire. « Il aime, non pas cette égalité abstraite qui n'est que la prétendue égalité des droits entre le fort et le faible, le riche et le pauvre ; mais cette *égalité réelle* qui est la suppression du fort et du riche (Faguet) (1). » Dans son *Discours* sur les *inégalités*, il les ramène

1. *Politique comparée de Montesquien, Rousseau, Voltaire* (Paris, 1902, p. 94).

toutes à l'inégalité des richesses (1). « L'idéal serait, dit-il, que tout le monde vive, et que personne ne s'enrichisse. » On sait que pour lui, la propriété dépend essentiellement de l'État ; Robespierre s'inspirait très directement de lui lorsqu'il définissait le droit de propriété : « le droit de jouir de la portion des biens que nous garantit la loi (2). » Et il réclame de l'État une meilleure répartition des lois successorales et fiscales qui limitent l'accroissement continu des fortunes : selon lui « la puissance publique doit combattre les extrêmes, aider à la formation d'une classe moyenne » (3). Le *Contrat Social* (II, 11) contient en une de ses pages tout le futur programme législatif, avec ses réticences et ses innovations : « A l'égard de l'égalité il ne faut pas entendre par ce mot, que les degrés de puissance et de richesse soient absolument les mêmes ; mais que quant à la puissance, elle soit au-dessus de toute violence et ne s'exerce jamais qu'en vertu du rang et des lois ; et quant à la richesse, que nul citoyen ne soit assez opulent pour

1. Cf. Chuquet, *J.-J. Rousseau*. Hach., in-12, 1893, p. 80 sq.

2. Voir l'ouvrage de Joseph Fabre, *Les Pères de la Révolution* (in-18, Alcan, 1910) Rousseau, p. 403 et s. (édité à part, in-12, pour le bicentenaire de Jean-Jacques, en 1912). La définition proposée par Robespierre, et qui est donnée hors texte, fut repoussée par les Conventionnels, sur les observations de Condorcet.

3. Léon Cahen, *Rousseau et la Rév. fr.* (*Rev. de Paris*, 15 juin 1912).

en pouvoir acheter¹ un autre, et nul assez pauvre pour être forcé de se vendre. »

Désormais, la doctrine nouvelle est dégagée. Les autres penseurs, philosophes, publicistes, écrivains de toutes sortes, se contenteront de la propager par ces innombrables moyens de diffusion qui faisaient descendre les idées abstraites dans les plus basses couches sociales (1).

Mably même, dans sa *Législation ou principe des lois* (1776), se contente de répéter les principes de Rousseau : l'inégalité des richesses est la source de toutes les autres ; les hommes sortent des mains de la nature, égaux en tous points (2). Nous retrouverons d'ailleurs l'influence de Rousseau, et nous l'étudierons plus spécialement à propos de la loi de nivôse.

Nous avons parlé de réticences à propos de Rousseau ; même lui, en effet, n'a pas toujours donné une notion si radicale de l'égalité (3). Montesquieu surtout varie d'opinion à cet égard, et, à tout prendre, ne va pas aux ultimes conséquences de l'idée : « L'Égalité réelle, quoique, en démocratie, elle soit l'âme de l'État, est cependant si difficile à établir, qu'une exactitude extrême à cet égard ne conviendrait pas tou-

1. On sait que Taine a décrit cette propagation dans le livre IV de *L'Ancien Régime*.

2. Cf. Janet, *Origines du Socialisme français* (in-12. Alcan 93) p. 124, 125.

3. Cf. Faguet, *op. cit.*, chap. sur le Socialisme.

jours.» « C'est un paralogisme de dire que le bien particulier doit céder au bien public... Le bien public n'est jamais que l'on prive un particulier de son bien ou qu'on lui en retranche la moindre partie par une loi ou un règlement politique (1). » Montesquieu craint l'empiétement de l'État sur les droits particuliers, ce qui lui paraît être du despotisme, et il a horreur de tout despotisme. Il semble exclure, d'ailleurs, les « règlements politiques » plutôt que les lois de droit privé.

Enfin ses idées oscillent sur ce sujet, et ne laissent pas d'être un peu flottantes.

Or, ces hésitations, ces réticences, l'opposition entre l'égalité de droit qu'on ne conteste pas et l'égalité de fait sur laquelle un même auteur varie, suivant les considérations qui le poussent, nous allons retrouver tout cela chez les Révolutionnaires, en remarquant de plus qu'ils se déterminent beaucoup plus sous le coup des circonstances, que sous l'influence de considérations théoriques. Il y eut, au mouvement égalitaire de la législation successorale, un courant parallèle beaucoup plus torrentiel, aveugle et destructeur, qui aboutit à la secte des Egaux, et à Babeuf. Dès 1788, un publiciste écrivait : « Quel serait le vœu positif de la nation réellement assemblée, ou du moins de la grande majorité ? Ce serait qu'on réu-

1. *Esp. des Lois*. XXVI, 15 et V, 5.

nît en masse toutes les propriétés et qu'on en fit un partage égal, ou que la communauté naturelle des dons du créateur fût rétablie (Leroy de Barincourt, *Monarchie parfaite*, p. 42 sq.) (1). »

L'abbé Fauchet, plus tard Girondin, auteur de la *Religion Nationale*, demandait une loi successorale proclamant le partage égal. Bonneville dans son traité *De l'Esprit des religions* voulait « diviser les héritages territoriaux en parts égales et déterminées pour les enfants du défunt et appeler au partage du reste tous les autres enfants (2) ». Mais les gouvernants ne suivront pas de tels préceptes : la réforme successorale ne se fera pas dans ce sens. Les conséquences radicales de l'idée d'égalité ne reçurent jamais la consécration officielle. Indiquons dès maintenant, la marche générale de l'œuvre législative sur l'hérédité.

On peut dire à ce point de vue, que l'idée d'égalité fit explosion, la nuit du 4 août, quand, dans un élan de générosité aussi enthousiaste qu'irréfléchi, les nobles renoncèrent à leurs privilèges (3). Le nouveau principe politique était posé ; les décrets sur les successions en déduisirent peu à peu les conséquences juridiques. La Constituante (et la Législative) édifièrent

1. Cité par André Lichtenbenger, *Le Socialisme et la Révol. franç.* (p. 59).

2. A. Lichtenbenger. *loc. cit.*

3. Ce fut de la générosité par suggestion. (Cf. par exemple Louis Madelin, *La Révolution*. Hachette 1911, p. 82 sq.).

une organisation de caractère technique, et qui peut paraître assez modérée. Mais la Convention, outre qu'elle avait en elle-même des éléments considérablement « avancés », fut débordée par ce courant populaire et radical dont nous parlions plus haut. L'influence s'en marqua par l'ensemble d'articles qui est le point culminant du mouvement législatif égalitaire, le dernier terme de la logique révolutionnaire en notre matière, la loi du 17 nivôse an II. Une réaction lui succède, l'outrance disparaît, l'importance technique reprend sa vraie place sur les considérations politiques, et donne naissance à cet esprit de transaction qui a son épanouissement dans le Code civil.

Mais, jusqu'au 17 nivôse an II, faire l'histoire de la législation successorale, c'est suivre l'extension du concept d'égalité. D'abord vague, mêlé à d'autres, et n'entraînant que des conséquences juridiques, elle arrive à produire des effets économiques et sociaux d'extrême importance. C'est une progression ascendante de variations sur un même thème (1). C'est aussi un exemple de logique révolutionnaire, qui est, pour la législation et l'histoire sociale, l'équivalent de ce qu'est, pour la politique et l'histoire parlementaire, l'évolution toujours plus accentuée des partis vers la gauche

1. Cette marche progressive a été remarquée des contemporains. (V. par ex. Guichard, défenseur au Trib. de Cassa. *Disserta. sur le régime actuel des Succ.* (2^e éd., Paris, an VII) p. 49 sq.

radicale, jusqu'au 9 thermidor an II, où l'on commence de réagir.

On voit dès à présent, combien les préoccupations politiques débordèrent les considérations juridiques (1). Ici encore (comme pour l'ancienne succession des propres où intervenait le droit public), c'est la ligne collatérale qui subira le plus fortement ces influences contingentes, c'est elle qu'on emploiera à réaliser le but économique poursuivi, l'idéal social rêvé. Nous savons qu'il en fut toujours ainsi, et que c'est l'organisme juridique le plus apte à assurer une fonction extra-juridique.

1. Il faut noter aussi la part des spectacles de misère et de famine que connurent les Révolutionnaires, et qui peuvent être résumés dans un mot célèbre: « Sire (disait en chaire M. de la Fare, évêque de Nancy, le 4 mai 1789), Sire, le peuple sur lequel vous réglez a donné des preuves non équivoques de sa patience... C'est un peuple martyr à qui la vie semble n'avoir été laissée que pour le faire souffrir plus longtemps. » (Cf. Taine. *Ancien Rég.* Éd. orig. in-8°, p. 484. Voir tout le livre V. *Le Peuple*.) Ce double désir d'amélioration matérielle et légale se trouve admirablement exprimé par le cri populaire: « Du pain et la Constitution de 1793 ! »

II

Les cahiers du tiers

Il ne faudrait point s'étonner de ne pas trouver dans les cahiers de 1789 l'écho de ces idées, et l'esquisse première des réformes successorales futures. On connaît la valeur médiocre qui leur doit être accordée ; ce serait une erreur historique d'y voir le miroir exact de l'opinion contemporaine (1).

Le droit public était d'ailleurs au premier plan : les réformes politiques, financières, pénales sont celles qu'on réclame le plus vivement. Relativement aux successions, le nombre des demandes est beaucoup plus restreint et sur la ligne collatérale en particulier, il n'y a presque rien. La question de la limitation ne donne lieu qu'à une observation, à notre connaissance : le cahier des plaintes et doléances de la paroisse de Passy-lès-Paris, porte au « Résumé des instructions » : ... article 16 : « La faculté d'hériter bornée à un degré éloigné et à fixer, et alors les succes-

1. Cf. Aulard, *Hist. polit. de la Révol.* (14^e éd. 1909), p. 29 s. et 58, note 1.

sions vendues au profit de la nation (1). » Les cahiers du Tiers État de Nivernais, et de la paroisse de Rueil-en-Brie, réclament aussi la suppression de certaines inégalités de détail (2). Mais, tout cela est secondaire, autant que les protestations contre les impôts sur les successions collatérales. Encore ces dernières doléances étaient-elles assez nombreuses. Dans le bailliage de Bourges, la paroisse de Saint-Martin-d'Auxigny demandait que les successions fussent assujetties à un impôt : du 8^e au cinquième degré, du 6^e au dixième, du quart pour les degrés plus éloignés (3). Dans le bailliage d'Orléans, les cahiers de Férolles, Donnery, Saint-Denis-l'Hôtel, Vouzon, Grigneville, Mareau-au-Bois, exigeaient « qu'il ne fût plus question des droits de franc fief et successions collatérales (4) ».

En général, les demandes relatives aux successions ne spécifient pas et ont pour objet, sans distinctions de lignes, la suppression du droit d'aînesse, de l'inégalité dans les partages, et des substitutions. Une « Requête de la municipalité provisoire de Lamballe »

1. *Archives Parlementaires*, 1^{re} série, t. V, p. 7 (désormais : *Arch. Par.*).

2. *Id.*, t. V, p. 641, art. 94 ; p. 62, art. 10.

3. Ap. A. Gandilhon. *Cahiers des bailliages de Bourges, Vierzon, Henrichemont* (Bourges, 1910), p. 441.

4. *Cahiers du Bailliage d'Orléans* (Ed. Bloch), t. I, p. 511, 684, et I, 244, 251, 445, 700.

(Côtes-du-Nord, 1789) résumait le vœu unanime, en souhaitant « que le patrimoine de chaque famille (fût) divisé à l'avenir entre tous les héritiers, par portions absolument égales (1). C'est l'impression que garderont des cahiers, les Révolutionnaires, et le conventionnel Laboissière dira plus tard, en généralisant un peu : « Il est certain que la plupart des cahiers du Tiers État qui furent présentés à l'Assemblée Constituante, demandèrent le partage des successions (2). »

Pour résumer : en 1789, on désire très vivement l'égalité *juridique* entre cohéritiers, sans qu'il soit encore question (d'une façon générale tout au moins), d'égalité universelle, *de fait*, entre tous les citoyens. La Constituante va attaquer résolument l'ancienne organisation, et poser les bases du régime nouveau.

1. *Archives Nationales*. D. XIV, 3 (désormais : *Arch. Nat.*).

2. *Réflexions* présentées par Laboissière, dép. du Lot, sur la demande en rapport de la loi de Nivôse. (*Arch. Nat.* AD. XVIII^e 326, 17^e p., page 3.)

PREMIÈRE PARTIE

LE COURANT ÉGALITAIRE (1789-NIVOSE AN II)

I

**L'abolition du régime féodal : les décrets
d'août 1789. La séance et le décret
du 15 mars 1790**

Pour réaliser l'égalité dans les partages, l'Assemblée Constituante avait à détruire l'ensemble d'inégalités entre les personnes ou entre les biens qui résultaient : du régime féodal, de la législation coutumière ou enfin de la volonté de l'homme. C'était une œuvre immense à accomplir ; l'Assemblée l'entreprit avec le même esprit déjà, que nous constatons pendant toute la Révolution, et en apercevant aussi le but lointain à quoi l'on pourra faire servir le Droit successoral.

On s'attaqua d'abord à ce qu'on détestait le plus, c'est-à-dire au régime féodal et nobiliaire. Ce fut la première étape vers l'égalité.

L'abolition de l'organisation féodale avait été décrétée les 4, 6, 7, 8 et 11 août 1789. Ces textes avaient été votés dans l'enthousiasme et la fièvre ; ils posaient seulement de nouveaux principes, et surtout en détruisaient d'anciens. Ils faisaient table rase et allaient permettre d'édifier sur de nouveaux fondements : c'étaient des décrets de déblaiement.

L'Assemblée commença d'appliquer les nouveaux principes aux successions, dans la séance du 13 mars 1790 (1). Sur rapport de Merlin (de Douai) le grand jurisconsulte, qui sera mêlé à toute la législation de notre période, — la Constituante abolit les règles spéciales aux successions nobles et décréta le texte suivant :

Art. 11. — « Tous privilèges, toute féodalité et nobilité de biens étant détruits, les droits d'aînesse et de masculinité à l'égard des fiefs, domaines et alleux nobles et les partages inégaux à raison de la qualité des personnes sont abolis.

« En conséquence, l'Assemblée ordonne que toutes successions, tant directes que collatérales, tant mobilières qu'immobilières, qui écherraient à compter du jour de la publication du présent décret, seront,

1. *Arch. Par.*, XII, p. 172 sq. Rappelons cette phrase d'un observateur étranger : « Leur procédé constant était de décréter d'abord le principe, et de réserver la rédaction de la loi à une opération subséquente, l'influence de cette méthode a été étonnante sur les débats et sur leurs actes. » (Romilly. *Mémoires*, I, 102.)

sans égard à l'ancienne qualité noble des personnes, partagées entre les héritiers, suivant les lois, statuts et coutumes qui règlent les partages entre tous les citoyens ; abroge et détruit toutes les lois à ce contraire. »

La suite du texte montre quel esprit de modération inspirait encore le législateur : « Excepté du présent décret ceux qui sont actuellement mariés ou veufs avec enfants, lesquels dans les partages à faire entre eux et leurs cohéritiers, de toutes successions mobilières et immobilières, directes et collatérales, qui pourraient leur échoir, jouiront de tous les avantages que leur attribuent les anciennes lois. » On respectait donc les droits acquis ou même de simples espérances ; les réformes législatives étaient encore principalement juridiques, et les jurisconsultes répugnaient à la rétroactivité.

Il importe, en effet, de remarquer que l'exception en faveur des gens mariés ou veufs avec enfants, était entendue largement. Nous avons pu trouver deux décisions du comité féodal, qui témoignent de cette bienveillance, à propos des collatéraux. La première⁽¹⁾, signée de Tronchet, Mourot, Langon, Arnoult, Merlin et Boëry, et datée du 30 juin 1790, déclare que pour recueillir seul à titre d'ainé les fiefs qui se trouvent dans une succession collatérale, « la seule con-

1. Arch. Nat., D. XIV, 13.

dition est que cet aîné ait été marié ou veuf avec enfants lors de la publication des lettres patentes du 28 mars ». (Il n'est pas nécessaire que l'aîné se soit trouvé tel, plus tôt.) La seconde décision (17 sept. 1790) (1) émane de Martin, Arnoult, Ricard, Gagon : elle ne s'oppose pas, en principe, à ce que la faveur de l'exception soit étendue aux enfants des personnes mariées ou veuves, et conseille seulement aux parties intéressées d'attendre « pour savoir si l'Assemblée nationale ne se portera pas à donner cette extension au dit article, tant en ligne directe que collatérale ou en directe seulement ».

Le décret du 15 mars ne sapait donc pas aveuglément l'ancien état de choses. D'ailleurs, il était spécial aux successions nobles : dans notre ligne, il n'atteignait que la succession aux fiefs. Du moins, cet archaïque privilège de masculinité disparaissait-il, qui avait survécu jusque-là à toute raison d'être.

Il restait beaucoup à réformer. Les inégalités subsistaient dans les biens « dégagés de toute féodalité et nobilité », les constituants ne pouvaient s'arrêter. Théoriquement, l'Assemblée n'avait d'existence que

1. *Id. Ibid.* Le 1^{er} avril 1791, plusieurs membres de l'Assemblée voulurent restreindre le bénéfice de l'article 11 à la ligne directe seule. Certains crurent même que le texte excluait les collatéraux. Le texte précisé, Pétion de Villeneuve demanda encore, si le mot « collatéral » ne s'y était pas glissé par erreur. (*Arch. Parl.*, XXIV, p. 495.) Cf. aussi les remarques du député Lucas, p. 84.

pour donner une constitution à la France, et dans l'esprit de ses membres même, le Code civil devait être l'œuvre de l'Assemblée suivante, dénommée par avance à cause de cela « Législative ». Mais, les successions, dans l'opinion commune à cette époque, sont précisément d'ordre constitutionnel, de droit public, rentrent par conséquent dans les travaux que la Constituante doit accomplir. Nous verrons à la prochaine séance sur cette matière, que telle était bien la pensée des députés ; et leur sentiment propre était pleinement d'accord avec celui du public. Une adresse (1) du citoyen Lanthenas, président de la « Société des Amis de l'Union et de l'Égalité dans les familles », réclame l'égalité de partage, et présente les articles sur les successions comme « articles constitutionnels » (1^{er} août 1790). Le 20 novembre, quatre habitantes d'Avranches (Manche) envoient une pétition (2) au président de l'Assemblée : elles se plaignent que les bienfaits de la constitution n'aient point encore pénétré en Basse-Normandie. « Et ce qu'il y a encore de plus affligeant, disent-elles, c'est que nous n'avons rien à prétendre aux successions collatérales... Le partage par souches des successions collatérales nous paraît une conséquence nécessaire

1. *Arch. Nat.*, D. XIV, 10.

2. *Id.* D. XIV, 5. Signé : Eugénie Famechon, Chloé Bertini, Rosalie Bacqueville, Philippine des Brosses.

des principes d'égalité consacrés par l'Assemblée nationale. »

Bien d'autres documents encore rattachent ainsi les successions à la Constitution, et montrent la voie au législateur.

De plus, les circonstances économiques influaient aussi sur le droit privé. Il fallait favoriser la vente des biens nationaux ; les successions y serviraient (1). L'Assemblée chargea donc ses comités de constitutions et d'aliénation de rédiger un rapport. C'est celui que présentera Merlin, le 21 novembre.

Nous pouvons déjà apercevoir les conditions du travail législatif révolutionnaire. L'étude du projet de loi successorale n'est nullement confiée à une commission spécialisée dans le droit privé. D'autres préoccupations émergent, nées du chaos des événements. La Révolution ne peut étudier les lois à l'écart, en laboratoire. Ceux, parmi les représentants, qui ont reçu une éducation juridique, connaissent l'organisation antérieure et la condamnent, ne serait-ce que parce qu'elle s'oppose à cet immense effort de codification, séculaire déjà, dont on veut à tout prix voir l'aboutissement. D'ailleurs, tous sont pénétrés de l'idée égalitaire, et surtout ceux qui ne sont pas

1. Goupil-Préfeln, le 1^{er} avril 1791 : « L'objet que le comité s'est proposé dans cet article est évidemment d'inviter à l'acquisition des biens nationaux. » (*Arch. Parl.*, XXIV, p. 495.)

juristes : ils l'adoptent avec d'autant plus d'enthousiasme qu'ils sont moins encombrés de connaissances techniques. Il n'en faudrait pas conclure à l'*apriorisme*. Pour continuer l'œuvre du décret du 15 mars, la Constituante s'en remet à des comités politiques ou financiers, parce qu'elle subit la poussée des événements.

II

La séance du 21 novembre 1790 et le rapport de Merlin. Les nouveaux principes (21 nov. 1790 ; 12 mars 1791).

21 novembre 1790. — Le projet de loi « sur les inégalités des partages tant en pays de Droit écrit qu'en pays coutumier » fut présenté à l'Assemblée le 21 novembre 1790. Merlin — qui était encore rapporteur — exposa ses vues en jurisconsulte, tour à tour attaquant l'ancien régime successoral, et fondant des principes nouveaux (1).

Il n'oublie point, cependant, de rattacher lui aussi les successions au droit public. Les privilèges ont été renversés, dit-il ; l'article 10 des décrets du 4 août 1789 « les a confondus dans le droit commun de tous les Français ». Mais comment l'unité politique peut-elle être réalisée, « sans l'unité des intérêts civils » ? Or, cette dernière n'est rien moins qu'établie ; la législation

1. *Arch. Par.*, XX, p. 598 sq.

du royaume est un « inextricable chaos » ; « tel homme qui est héritier en deçà d'une rivière ne l'est plus au delà. » La Constituante est donc contrainte de s'occuper des successions ; des successions avant toute autre question juridique, parce qu'il n'en est aucune « qui excite dans les diverses classes de la société un intérêt aussi vif, aussi constant, aussi universel, aussi journalier que celle-là ». Ajoutez-y que « si l'ordre des successions est organisé d'une manière qui cadre parfaitement avec les principes constitutionnels », tous ceux qui seront appelés à en profiter croiront tenir leurs nouveaux biens de la constitution elle-même (1) ; et c'est un excellent moyen de les y attacher.

Voilà en quelque sorte, la justification politique de l'œuvre juridique entreprise par Merlin.

A l'ancien état de choses, il oppose trois fondements nouveaux.

Égalité absolue dans les partages *ab intestat* ;

Identité parfaite de tous les biens sans distinction de meubles et d'immeubles, de propres et d'acquêts ;

Représentation à l'infini en ligne directe, jusqu'aux neveux inclusivement, en collatérale.

1. Cette idée sera toujours reprise, sous la Révolution. Un exemple entre cent : « La Convention empêchera l'accumulation des biens, fera rendre aux héritiers ce qui leur appartient par droit de nature et donnera à la République des apôtres ardents. » (Pétition du citoyen Vincent, en 1793. *Arch. nat.*, D. III, 336, 8222.)

Il faut, d'abord, que tous les cohéritiers prennent une part égale dans le partage : les distinctions entre eux reposaient sur l'ancienne base politique, sur les privilèges qui étaient l'âme du régime précédent. Or, cette base politique a été renversée, et ces privilèges n'existent plus. Il n'y a donc aucune raison de ne pas se conformer à la Raison.

En ligne collatérale spécialement, fait remarquer Merlin, l'influence nobiliaire et les circonstances ont amené des divergences sans nombre entre les coutumes. Le système a fini par devenir bizarre et injuste tout ensemble. Il faut le remplacer par un autre, lequel sera : moins compliqué, juste, et général au territoire tout entier.

Dans la différence entre les biens, Merlin voit principalement un préjugé aristocratique, et l'attaque comme tel. Ce n'est qu'un « rejeton de féodalité ». Cette « attention sévère de nos coutumes à maintenir dans chaque ligne de parenté les biens qui y étaient une fois entrés » a été une des causes qui ont le plus favorisé la séparation des classes, la vanité nobiliaire qui ont le mieux habitué certains hommes « à s'enorgueillir des noms de leurs aïeux ». Naturellement, Merlin fait ressortir la conséquence la plus choquante de cette organisation ; nous la connaissons déjà : « lorsqu'un collatéral venait chasser une mère éplorée du château de son fils, certainement il se savait gré de porter un nom plutôt qu'un autre, et l'orgueil de la

naissance se fortifiait en lui par les faveurs de la fortune (1). »

C'est surtout la troisième question que Merlin examine du point de vue juridique. Il constate l'absurde diversité des coutumes, sur la représentation. Il montre, pour la représentation collatérale, comment, dans la plus grande partie du royaume, on l'admet jusqu'au degré de neveu et nièce inclusivement ; dans certaines coutumes, elle est écartée ; dans d'autres, reçue à l'infini. Quelques-unes enfin distinguent suivant les personnes ou suivant les biens.

Au milieu de ce chaos, on peut apercevoir deux tendances prépondérantes, selon Merlin : d'une part, représentation jusqu'au degré de neveu en collatérale (à l'infini en ligne directe) ; à l'infini, dans les deux lignes, d'autre part. Le premier système, celui de Paris et du Droit écrit, est le meilleur, et voici pourquoi :

1° Les coutumes de représentation à l'infini s'éloignent absolument du vœu de la nature qui, entre collatéraux et passé le degré de neveux, mesure le plus ordinairement l'affection sur la proximité ;

2° Ces coutumes amènent des procès perpétuels... ;

1. Merlin ajoutait : « Vous direz avec Montesquieu que tous les moyens inventés pour perpétuer la grandeur des familles, dans les monarchies absolues, ne sauraient être d'usage entre des hommes égaux aux yeux de la loi politique, comme ils le sont aux yeux de la nature... »

3° « La loi qui restreint la représentation au degré des neveux, étant tout à la fois et la plus générale et la plus ancienne du royaume, elle porte par cela seul, avec elle, un titre de recommandation qui la fera adopter, dans les endroits où elle est encore inconnue, avec infiniment plus de facilité qu'on ne ferait admettre dans les autres une loi différente ; »

4° Enfin, il n'y a pas de raison que la majorité de la France cède à la minorité.

En résumé, Merlin se fait une conception rationnelle, et en grande partie romaine, d'ailleurs, du Droit successoral. Son discours consacre la jurisprudence « avancée » si l'on peut dire, de l'Ancien Régime. Généralisation de la succession aux meubles et acquêts, c'est-à-dire, conception de l'hérédité, en tant qu'universalité de biens, sans aucune distinction entre eux, suppression des entraves politiques à l'égalité de partage, et sur la représentation, consécration des désirs de Lamoignon (1).

En 1790, Merlin ne pense pas encore qu'on doive écarter l'ordre rationnel et juridique des successions pour des raisons politiques, ou pour des considérations économiques ; il ne lui vient pas à l'esprit que les ascendants puissent passer après les collatéraux, contrairement à la gradation naturelle des parentés ; la représentation, non plus, ne lui apparaît nullement comme un rouage technique à portée économique

1. Cf. *supra*, p. 27.

considérable. Et c'est si vrai, qu'il regarde au contraire la représentation infinie comme incompatible avec la constitution nouvelle : « J'ajoute, dit-il, que la représentation à l'infini en ligne collatérale tient au même esprit que la règle *paterna paternis* ; qu'elle n'est propre comme elle qu'à *fomenten et nourrir l'orgueil des familles*, et que, sous ce rapport vraiment politique, elle ne peut pas plus que cette règle échapper à la réforme que je sollicite au nom des deux comités. »

Trois ans plus tard, on préparera une loi qui consacra la représentation collatérale infinie, précisément pour que cette dernière accomplisse le rôle inverse de celui que lui reconnaissait Merlin : tant les institutions, les idées et les hommes évoluent vite, surtout en période de crise.

Sur un point seulement, le décret proposé par Merlin sortait de l'organisation purement juridique, en ne prenant plus pour base la seule parenté naturelle : il ne fixait aucune limite à la successibilité. Mais, outre qu'alors, comme nous l'avons vu, c'était chose générale à toute la France, et que l'on considérait justement la parenté naturelle comme indéfinie, on peut croire que Merlin n'avait pas voulu étudier la question dans son rapport, et la réservait peut-être à une autre séance.

A celle du 21 novembre 1790, comment ses idées furent-elles accueillies ?

Il y eut deux sortes d'opinions : les réformateurs voulurent la continuation du mouvement égalitaire, c'est-à-dire la suppression des inégalités résultant des testaments, ce qui fut réclamé par Mirabeau.

Les conservateurs, Cazalès en tête, demandèrent de plus amples explications, espérant gagner du temps et obtenir ainsi l'ajournement indéfini d'un projet qui leur paraissait pure folie (1).

L'Assemblée décréta que ses comités de constitution et d'aliénation devaient lui présenter incessamment « un travail constitutionnel sur les inégalités résultantes de la volonté dans les successions, pour, huitaine après la distribution de ce rapport imprimé, être soumis à discussion ».

∴

Le rapport de Merlin était, au moins principalement, un travail technique. Mais, alors même qu'elle l'aurait voulu, l'Assemblée ne pouvait s'en tenir à la question juridique. Les pétitions continuaient d'arriver, qui demandaient toujours davantage, et témoignaient déjà dans le public du mouvement en faveur de l'égalité réelle. Une supplique (2) du citoyen Su-

1. Cazalès avoua à la tribune, le 5 avril 1791, « qu'en réclamant un travail complet et général sur les successions, il espérait que l'Assemblée nationale, effrayée de l'importance et de la difficulté de cette question, abandonnerait cette entreprise. » (*Arch. Par.*, XXIV, p. 570.) Cf. aussi, p. 509.

2. *Arch. Nationales*, D. XIV, 3.

draud, ex-chanoine de Blanzac (Charente), écrite le 17 août 1790, souhaite que l'Assemblée poursuive son œuvre de justice. Si l'égalité est rigoureusement établie, « la patrie verra dans un certain nombre d'années ces fortunes scandaleuses de tant de financiers se subdiviser par le moyen de partages égaux entre leurs enfants, et [cette énorme inégalité disparaîtra parmi les citoyens ».

Une adresse (1) des citoyens de Lyon, du 5 janvier 1791, dit aux constituants : « Messieurs, vous avez reçu, des diverses parties de la France, le vœu unanime des patriotes pour l'égalité universelle et invariable des partages dans les familles. Les rapports essentiels de ce point important avec les bases de la Constitution sont évidents. Aussi avons-nous senti qu'il vous offrait un article constitutionnel des plus nécessaires à décréter. Votre comité de constitution a donc sagement fait de demander qu'on joignît au rapport de celui de *féodalité* (2) sur l'inégalité qui reste encore dans les successions des pays de coutume, l'exposé des faits et des principes qui doivent amener aussi un décret sur l'*inégalité résultant de la volonté dans les successions des pays de Droit écrit* (3). Cette inégalité vous a été spécialement dénoncée par une multitude d'adresses, et toutes confirment ce qui

1. Arch. Nat., D, XIV, 10.

2 et 3. Souligné dans l'original.

a été dit avec vérité, que l'inégalité qui résulte de la volonté est mille fois plus pernicieuse pour les mœurs et la paix des familles que celle qui était l'effet de la loi. »

*
* *

12 mars 1791. — Les « rapports essentiels des successions avec la constitution », comme dit la pétition, ne paraissaient pas « évidents » à tous les membres de l'Assemblée, et ils furent discutés le 12 mars 1791 (1). A cette séance, Merlin voulut faire préciser onze questions de droit privé, avant de soumettre son projet de décret. Il s'agissait de l'égalité entre cohéritiers, de la représentation en ligne collatérale, du testament, d'autres points relatifs à l'hérédité, etc... Le député Darnaudat fit remarquer que l'Assemblée devait s'occuper seulement de donner une constitution. Garat l'aîné critiqua également cette extension si large du point de vue constitutionnel. « Je dis que si vous vous occupez de ces objets, il faudra pareillement traiter tous les autres objets du droit civil, sous le prétexte qu'ils ont tous... quelques rapports avec la constitution (2). » Tronchet expliqua alors, qu'en effet, le

1. *Arch. Par.*, XXIV, p. 45 sq.

2. Martineau, le 1^{er} avril (*Ar. Par.* XXIV, p. 497) s'exprimera en ces termes : « Si tout ce qui est essentiellement constitutionnel devenait constitutionnel sous tous ses rapports et dans toutes ses relations, j'ose dire qu'il n'y a rien qui ne fût constitutionnel... Par exemple, il ne faut pas conclure que toutes les lois qui peuvent être relatives

« Code général de lois claires, simples et accommodées à la Constitution » était renvoyé à la prochaine législature, mais qu'il fallait tout de suite organiser l'égalité des partages, « parce qu'il était important de réformer promptement quelques coutumes qui s'opposaient au succès des ventes des domaines nationaux ». Il proposa donc à l'Assemblée de décréter comme articles constitutionnels « quelques lois sur les successions *ab intestat* ».

A quoi Mirabeau objecta qu'on ne pourrait « rejeter ce qui touche de près à la Constitution, que lorsqu'on aurait donné une bonne définition de la Constitution ».

Tout ceci montre l'indécision des Constituants, leur perplexité en face des projets immenses et toujours grandissants qu'ils devaient exécuter ; ils avaient tout à refaire, même les définitions ! En tous cas, la discussion que nous venons de résumer montre qu'à cette époque, il y avait encore un certain nombre de représentants qui voulaient séparer la législation

aux propriétés soient des lois constitutionnelles... Autrement, vous qui avez juré de ne point vous séparer avant d'avoir achevé la constitution, vous ne pourrez vous séparer que vous n'ayez réglé un Code général des lois. »

Cette difficulté généra plus d'une fois le développement des discussions. Ainsi, le 2 avril, à propos de la liberté de tester (A. P. XXIV 509) : « Vous ne pouvez vous occuper de toutes ces questions sans contrevenir à vos décrets ; car vous avez renvoyé la législation civile à la première législature. » (C'est-à-dire à l'Assemblée Législative).

civile du Droit public, et écarter l'influence politique de l'organisation juridique. Mais ce n'était pas la tendance dominante, et la suite de cette séance du 12 mars 1791 va nous le prouver.

Ce jour-là, en effet, s'éleva un débat sur la notion même d'égalité entre cohéritiers (1). Les orateurs qui combattirent l'idée, cherchèrent à ne pas lui opposer de raisons politiques ; à ne pas paraître « réactionnaires », comme on a dit depuis. Ils essayèrent de montrer seulement qu'en certaines régions, la vie économique nécessitait l'inégalité.

Deux députés normands, Lambert de Frondeville et Achard de Bonvouloir, déclarèrent que l'égalité était impossible en Normandie, parce que le principe contraire était absolument avéré dans les mœurs. « Vous ne trouverez pas un seul laboureur qui veuille partager. » « Ce sera la destruction de l'agriculture et de la prospérité publique. » Voilà les motifs : on voit qu'ils n'ont rien de nobiliaire. Ces objections restèrent malgré tout sans écho. D'autres députés normands même, Thouret, Coupil-Préfeln, Pouret-Roquerie, répondirent que « les 5 départements composant la ci-devant Normandie ne mettraient pas d'opposition au décret ».

Le principe était trop fort, il était aussi d'une logique trop séduisante pour ne pas triompher. « Com-

1. *Arch. Par.*, XXIV, p. 46, sq.

ment, dirait Dupont de Nemours, ayant décrété l'égalité des personnes et des droits, peut-on laisser subsister l'inégalité des partages ? » Les députés normands reculent devant les conséquences, sans voir que ce sont celles précisément que l'on désire. « Le système exagéré d'égalité, dit Frondeville, nous conduira un jour à une division à l'infini des propriétés », — *un membre* : Voilà le secret de la Constitution !

Donc, peu importe, qu'en pratique, certaines régions soient habituées à d'autres usages. « Les herbages s'opposent à la division des propriétés. » Mais, la culture n'est-elle pas excellente en Flandre, en Beauce, en Brie ? Les partages pourtant, y sont éga-
litaires.

D'ailleurs, on veut le nivellement des fortunes, et, pour la première fois, ce but social va être proclamé devant l'Assemblée ; un député d'un pays de grandes propriétés déclare « que si l'équation des partages est adoptée, chacun finira par avoir quelque chose ». Et cette foi-ci, plusieurs voix répondent : « C'est justement ce qu'on demande ! »

C'est bien, en effet, la formule révolutionnaire : il faut que grâce à la loi sur l'héritage, chacun finisse par avoir quelque chose ; ce qui suppose évidemment, qu'il n'est permis à aucun d'avoir beaucoup. Au début, le législateur juge que l'égalité entre copartageants suffit à la réalisation de cet idéal.

Plus tard, on voudra hâter cette réalisation, et

multiplier ses effets, assurer une plus sérieuse égalité de fait, une meilleure répartition des biens. Plus tard aussi, les circonstances deviendront plus pressantes.

Arrêtons-nous quelque peu à cette protestation des députés normands, en faveur de la grande propriété, contre l'esprit de partage égal, qui, de plus en plus fort jusqu'à l'an II, reviendra à de plus justes bornes ensuite, mais triomphera — somme toute — avec le Code civil. La protestation a fait écho depuis ; on sait qu'elle fut bien souvent formulée au xix^e siècle, qu'elle n'a pas même cessé de l'être ; et, à vrai dire, elle est à la base même de la doctrine de Le Play, elle est commune à tous les « maîtres de la contre-Révolution ». On la rencontre chez M. Paul Bourget (1), par exemple, aussi bien que chez Balzac (2).

Les députés normands avaient raison, de leur point de vue. Il leur semblait impossible que les mêmes règles pussent s'appliquer dans leur province, et en même temps, dans les pays du Midi. Ils ne pouvaient prévoir qu'on arriverait si vite à proclamer que « le régime fraternel a une existence nécessaire entre l'habitant des Alpes et celui des Vosges » (3). Toutes les régions de la France depuis, ont accepté le partage égal ; il n'a pas tué l'agriculture ni ruiné le sol,

1. *L'Emigré* et lettre à Charles Maurras (préface du *Tribun*).

2. *Le curé de village* surtout.

3. Philippeaux (de la Sarthe). Séance du 5 brumaire an II (26 oct. 1793), *Opinion*. Bibl. Nation. Le 33, n° 531.

mais il nous a évité les questions agraires, les crises et les difficultés qu'elles entraînent dans les pays où la trop grande propriété domine, où la petite n'existe pas (1).

En 1791, les députés de Normandie ne pouvaient deviner cet avenir ; ils ne pouvaient davantage penser que les mœurs, les usages, les coutumes, se rapprocheraient les uns des autres, tendraient à l'uniformité ; ils étaient encore moins en mesure de prévoir qu'au siècle suivant, l'on irait rapidement d'un bout de la France à l'autre. En un sens, les transformations de la vie moderne achevèrent l'unification établie par les lois, et le chemin de fer a secondé le Code.

1. Jacques Flach, *Cours sur la législation agraire en Droit comparé* (Ecole des Sciences Politiques, 1909-1910). La grande propriété s'est développée — assez récemment d'ailleurs — dans un pays exempt de toute préoccupation aristocratique : l'Algérie. Pour des raisons uniquement économiques (en particulier pour exploiter les vignobles dans de meilleures conditions), les domaines contenant plusieurs centaines d'hectares ont cessé d'être une rare exception. Qu'à la longue, ceci ne réagisse sur les mœurs et n'amène des préjugés d'orgueil terrien, il ne faudrait peut-être pas le nier.

III

Les débats sur la liberté testamentaire (1, 2, 3, 4, 5, 6 avril 1791). La loi du 8 avril 1791.

On avait donc fait disparaître des successions *ab intestat*, les inégalités qu'elles contenaient auparavant. Mais, les injustices que la loi évitait, il fallait empêcher l'homme de les faire renaître, et Mirabeau avait demandé, le 21 novembre 1790 qu'on mît à l'étude cette nouvelle réforme égalitaire. Elle devait être accomplie par la Convention seulement. Mais, les 2, 4, 5, 6 avril 1791 (1), la question de la liberté testamentaire fut examinée dans son ensemble. Tout ce qui peut être dit sur ce sujet le fut alors, ou presque. Ces débats célèbres constituent vraiment une nouvelle étape vers l'égalité, bien qu'il n'en soit point immédiatement sorti de texte exprès.

Le 2 avril fut mise en discussion la suite du Projet de Merlin, le titre II, sur les « Effets et limites des dispositions de l'homme » ; la discussion continua

1. *Arch. Parl.*, XXIV, p. 495 sq. ; 4 avril, p. 544 sq. ; 5 avril, p. 556 sq. ; 6 avril, p. 570.

les jours suivants. L'article 14 permettait à ceux qui ne laisseraient ni enfants, ni descendants, de disposer par testament de la moitié de tous leurs biens, tant meubles qu'immeubles, déduction faite du montant de leurs dettes. Ils pouvaient léguer cette moitié, soit à un ou plusieurs de leurs héritiers, soit à toute autre personne capable (1).

La même restriction était appliquée aux donations. On respectait les droits acquis, en maintenant les « testaments des personnes décédées avant la publication du présent décret » (art. 42).

Sur ce texte, les Constituants se divisèrent en deux groupes : les uns attaquèrent le système individualiste du Droit Romain qui permettait toute liberté de disposer, les autres au contraire, le défendirent. Les orateurs les plus illustres appartiennent au premier groupe.

Pétion de Villeneuve commença l'attaque du système romain, à la séance du 2 avril. L'inégalité créée par le testament, dit-il en substance, est contraire à la nature qui n'en reconnaît aucune. (Rousseau.) Elle est de plus, incompatible avec les nouvelles bases politiques, parce qu'elle favorise la concentration des biens. « Or, c'est une vérité reconnue et démon-

1. En ligne directe, le disponible était (art. 13) d'une part d'enfant, ou (si les enfants ou descendants au premier degré n'excédaient pas le nombre de trois) du quart de la totalité. Ce quart pouvait être légué à un héritier, ou plusieurs, ou à toute autre personne capable.

trée que la division des propriétés est la source la plus féconde de la prospérité publique. Quand le petit nombre a tout, et que le plus grand nombre n'a rien, il n'existe que des maîtres et des esclaves.. De l'inégalité des fortunes à l'inégalité des droits, il n'y a qu'un pas et il est glissant. De l'inégalité des droits à la destruction de la liberté, il n'y en a plus qu'un autre insensible. Le législateur doit tendre sans cesse, et de tous ses efforts à rétablir un équilibre que la nature des choses déränge et rompt sans cesse. »

C'est un prélude à la loi de nivôse, mais on voit que Pétion de Villeneuve ne va pas au fond des choses, et n'examine que les conséquences politiques et économiques. Le discours de Mirabeau, au contraire, est d'une toute autre valeur, il met en question le fondement même du droit de tester et, peut-être, de tout le droit successoral. Il est à peine besoin de rappeler que ce discours est posthume, et fut lu par Talleyrand à la séance du 2 avril. Nous avons déjà exposé cette critique de la survivance des volontés individuelles (1). Mirabeau aboutissait à supprimer le droit de tester pour plus du 1/10 des biens (2).

Dupont de Nemours (3) ne fait guère que reprendre

1. Cf. Introduction générale, p. 11.

2. Sur l'origine de cette fixation, voir plus loin, p. 82.

3. *De l'étendue et des bornes naturelles du droit de tester*. Annexe à la Séance du 4 avril 1791. (A.P.XXIV, p. 554 sq.)

ces idées. Les biens du *de cuius*, à sa mort cessent de lui appartenir. Pas plus que Mirabeau, il n'en tire une déduction socialiste, les biens ne retournent pas à la collectivité absolument ; « il est clair que les autres membres de la société n'y ont aucun droit particulier. Il est clair que les enfants y ont plusieurs espèces de droits ». Les Révolutionnaires influencés par la philosophie des Encyclopédistes sont tellement individualistes, que, même lorsqu'ils écartent l'individualisme, ils cherchent à le ramener par d'autres côtés. Ici, ne concevoir que les parents comme successibles, c'est encore et malgré tout faire du défunt le centre et la base de la succession, tout comme en Droit écrit.

Dupont de Nemours reconnaissait d'ailleurs qu'en ligne collatérale, la liberté de tester pouvait avoir plus d'étendue et même « l'étendue la plus illimitée ». Celui qui a des frères s'approche du cas où il y a des descendants. Celui qui n'a que des cousins s'approche le plus de celui où il n'y a que des étrangers. « Le droit de tester, qui conduit à suppléer l'amitié au défaut de la famille, doit prendre plus d'étendue, à mesure que le degré de parenté des héritiers s'éloigne. C'est aux jurisconsultes à fixer les bornes. »

Le discours de Robespierre, prononcé le 5 avril, insista principalement sur les effets politiques du droit de disposition, et quant au fondement, répéta lui aussi la théorie de Mirabeau, ou plus exactement la théorie

dont Mirabeau venait d'être le dernier adepte (1). Mais dans les phrases de Robespierre, on sent déjà l'homme de nivôse ; comme pour Pétion de Villeneuve, et plus encore peut-être : « Il est un principe supérieur qui ne s'applique point seulement aux successions directes, mais aux successions collatérales ; c'est ce principe politique qui dit que la base de la liberté, la base du bonheur social, c'est l'égalité... Vous n'avez rien fait pour le bonheur public, pour la régénération des mœurs, si vos lois ne tendent à empêcher, par les lois douces et efficaces, l'extrême disproportion des fortunes. » Or, cette égalité est inexistante, si l'on conserve la liberté de tester. Pourquoi la conserverait-on ? « L'homme peut-il donner des lois à sa postérité lorsqu'il n'est plus ? » Robespierre concluait donc à la restriction même en ligne collatérale. « Je conclus de tout cela que l'égalité introduite par la loi dans les successions ne peut être dérangée entre les hommes, soit en ligne directe, soit en ligne collatérale, par les dispositions particulières de l'homme... Mon avis est... que nul ne pourra favoriser aucun de ses héritiers au préjudice de l'autre, soit en ligne directe, soit en ligne collatérale. »

Cette conclusion souleva des murmures : c'était, en effet, le plus restrictif de tous les projets. On y re-

1. On sait qu'elle fut exposée auparavant par d'Helvetius et Rousseau.

trouve la logique extrême, le raisonnement froidement poussé jusqu'au bout, qui caractérisent Robespierre.

Lanjuinais fut le dernier orateur qui attaqua le système du Droit écrit (6 avril). Il demandait une restriction au pouvoir de tester, commune à la ligne directe et à la collatérale.

Les adversaires de ces théories étaient d'une part, bien entendu, les partisans du système romain, et d'autre part, les conservateurs, comme Cazalès. Parmi les orateurs du premier groupe, Saint-Martin parla le premier, à la séance du 4 avril. Il essaya de ruiner la thèse qui venait de triompher avec le discours de Mirabeau, et selon laquelle le droit du propriétaire ne s'étend point au delà de sa vie. Il objecta qu'en admettant ce principe la difficulté n'était écartée que quant aux dispositions testamentaires : « Il restait toujours qu'on ne pouvait interdire les donations entre vifs sans porter atteinte au droit de propriété. » C'était attaquer de biais ; on eût d'ailleurs pu répondre que l'extension aux donations entre vifs n'est qu'un corollaire de la restriction générale, sans laquelle elle deviendrait vite lettre morte. Saint-Martin réclamait la liberté de tester absolue en ligne collatérale⁷ et du tiers en ligne directe ; cette portion devait toujours être attribuée à un ou plusieurs des enfants du défunt. (C'était exactement à l'antipode de l'opinion très générale.)

Cazalès, conservateur, hostile à toute innovation, et partisan d'une autorité paternelle très forte, d'une famille hiérarchiquement constituée, demanda naturellement qu'on gardât la liberté testamentaire absolue (5 avril). Prugnon, le 6 avril, se déclara en principe partisan du droit de tester, en le restreignant du tiers « ou de la moitié à la rigueur », pour les collatéraux, parce que « rigoureusement on ne doit rien à un collatéral et si les collatéraux étaient des héritiers nécessaires, tous ceux qui n'auraient pas eu ou n'auraient plus la douceur d'être pères, seraient délaissés par leurs parents au milieu de l'isolement et des maux de la vieillesse ».

De Vaudreuil soutint également la théorie romaine. Mougins de Roquefort développa son opinion dans le même sens (1) : 1° en thèse générale, liberté de tester ; 2° restriction pour la ligne directe, tout en veillant à ne pas amoindrir la puissance paternelle. « Si des motifs impérieux, fondés sur les devoirs que la nature impose, enchainent en partie la liberté des ascendants, ils cessent vis-à-vis des collatéraux... Ceux-ci n'ont d'autre devoir à remplir que celui que la reconnaissance ou l'affection leur dicte... »

Tronchet adopta une opinion mixte, très juridique. Le droit de disposer, comme le droit de succé-

1. Opinion de M. Mougins de Roquefort, dép. du Var. Annexe à la séance du 6 avril 1791. (A. P. XXIV, p. 616 sq.)

der, est de pur droit civil. On peut plus ou moins l'étendre. « La faveur attachée à l'ordre légal ne peut pas conserver le même poids dans tous les ordres de succession, dans la directe et la collatérale... C'est surtout quand il s'agit du droit de succession collatérale que la question peut s'envisager sous un nouveau point de vue, celui de la nature des biens qui forment le patrimoine du défunt. On conçoit que la loi peut refuser plus de liberté à l'homme sur les biens qu'il ne tient lui-même que de son bienfait, c'est-à-dire de l'ordre légal des successions. » Cette distinction selon la fortune héritée ou la fortune acquise est bien d'un juriste, habile à apprécier les nuances ; en tous cas Tronchet se défend soigneusement de vouloir par là ranimer le système aboli des propres. Il décide simplement qu'à l'égard des collatéraux, l'individu a un pouvoir absolu de disposer sur sa fortune personnelle. En général, conclut-il, il doit être établi une légitime pour les frères et sœurs, oncles et neveux, « bornée aux biens échus par succession » et s'élevant à la moitié des biens.

Résumons. Tous les opinants reconnaissent qu'en collatérale, la liberté de disposer peut et doit être plus grande. Robespierre défend seul une théorie rigide et absolue. Les uns veulent toute latitude ; d'autres, comme Mirabeau, une restriction assez forte, mais toujours inférieure à celle qu'on établit dans la ligne directe. Entre les deux, Tronchet, Merlin, c'est-

à-dire les juristes, admettent seulement une restriction de moitié ; Tronchet apportant d'ailleurs quelques modifications particulières, qui — pour ainsi parler — restreignent la restriction. Ce n'est pas la théorie juridique qui prévaudra ; elle était elle-même imprégnée de politique. Tronchet commence par dénier tout droit véritable aux collatéraux sur la succession de leur parent, puis il finit par admettre une légitime. Ceci tient essentiellement aux circonstances révolutionnaires ; dès qu'elles auront disparu, on refusera tout droit nécessaire aux collatéraux. Le Code civil n'accorde de légitime à aucun : pas même aux frères et sœurs. Mais, la Révolution n'a pas considéré que le seul côté juridique dût l'emporter ; elle a plutôt envisagé les conséquences économiques, les répercussions sociales. On va constituer une réserve très forte, non point certes, comme dans l'ancien droit, pour assurer la conservation des biens dans les familles, mais pour amoindrir les grandes fortunes en les divisant, pour garantir contre les ressentiments des parents, les générations nouvelles favorables à la Révolution. Mirabeau a résumé ces idées dans une phrase célèbre de son discours posthume : « L'égalité de partage des biens domestiques est liée avec les moyens d'encourager les mariages, d'accroître la population (1), d'augmenter le nombre des proprié-

1. Nous avons vu cette influence démographique signalée par Raynal (cf. p. 55).

tés foncières, comme elle tient au moyen d'entretenir cette égalité générale qui est un des principes de la Constitution (1). »

8 avril 1791. — Le 8 avril, l'Assemblée faisait paraître un nouveau décret : il consacrait le principe d'égalité dans le partage, mais pour les successions seules. Toute différence résultant de l'âge ou du sexe, était supprimée dans les deux lignes (art. 1). L'article 4 réglementait ce principe, en apportant à la conservation des droits acquis, la même modération que nous avons précédemment constatée. La liberté testamentaire, si discutée quelques jours avant, n'était pas mise en question dans ce texte.

L'opinion publique.

Les grandes réformes successorales devaient être, désormais, l'œuvre de la Convention. Absorbée par d'autres travaux, la Constituante ne franchit pas les autres étapes égalitaires (2). La Législative, dont l'existence fut courte, ne put accomplir le grand ouvrage attendu d'elle et qui lui donnait son nom : elle n'acheva point la codification, pas même celle des

1. 2 avril 1791 (*Arch. Parl.*, XXIV, p. 510).

2. Nous négligeons les décrets secondaires, qui n'intéressent, ni le droit successoral en général, ni spécialement l'hérédité collatérale.

successions. Le mouvement législatif se ralentit, jusqu'à la Convention.

Par contre, dans le public, les idées continuent d'éclorre ; idées neuves, idées renouvelées, idées usées, utopies ou seulement idées en avance, imaginations fausses souvent ; il y en a de toutes sortes, lancées de toutes parts, surgies de tous les cerveaux. Le plus fréquemment, elles parvenaient aux Comités sous forme de pétitions ; elles étaient suivies quelquefois, examinées toujours, et maintenant, elles se poudrent depuis très longtemps dans les cartons d'Archives. Ces documents témoignent à propos des successions, — nous avons déjà pu l'apercevoir — d'un courant d'opinion très accentué en faveur de l'égalité absolue, courant qui dépasse déjà le mouvement législatif et finira par l'entraîner.

Un « projet de Code des successions », du 27 avril 1792, projet anonyme (1) et qu'on n'a jamais étudié jusqu'ici à notre connaissance, est l'exemple le plus curieux, le plus significatif, nous semble-t-il, de ces idées avancées sur la législation successorale.

L'auteur, qui juge inutile de dévoiler son nom, puisqu'il donne pour seul prix à son travail « celui d'avoir pu être utile à l'humanité », ne reconnaît plus aucune distinction entre les personnes ou entre

1. Mst. *Arch. Nat.*, D. III, 337, daté de Paris 27 août 1792 (Cf. Appendice).

les biens. Les exceptions en faveur des personnes mariées, qu'avait réservées le décret de la Constituante, sont abrogées ; ce qui s'applique aussi aux successions collatérales.

Pour le bonheur de la société, « on donne pour les partages, soit en ligne directe, soit en ligne collatérale, un effet rétroactif à la présente loi... ».

« Les père et mère, à leur défaut ayeux paternels ou maternels succéderont à leurs enfants ou petits-enfants décédant sans postérité, mais conjointement avec les enfants ou petits-enfants restant. » En ce cas, les père et mère, ou à leur défaut les ayeux, ne compteront que pour une tête à eux tous ; les frères et sœurs, au contraire feront chacun séparément une tête. Les neveux et petits-neveux compteront « pour la part et portion que leur père ou mère auraient eue s'ils y fussent venus. »

La représentation est conservée, explique l'auteur, parce qu'elle tend à la plus grande division des biens...

A défaut des parents directs et des collatéraux, dont il vient d'être parlé, les plus proches héritiers paternels et maternels, au même degré, succéderont pour partager également, « sans qu'il y ait lieu à représentation, ni même à distinction des biens, puisque d'ailleurs la distinction aura été abolie ».

Dans tous les cas d'ouverture de succession collatérale, « s'il y a mari de la femme décédée, ou femme

du mari décédé », de qui il s'agira de partager la succession, l'auteur voudrait « que le mari ou la femme fit une tête » ; passé le quatrième degré, le mari ou la femme se succéderaient ; à défaut de l'un ou l'autre, la succession irait au fisc.

Ce mode de succéder est très simple, fait remarquer l'auteur ; il met fin à tout procès ; « je voudrais, — dit-il ingénument — qu'il fût à l'instant adopté ».

Reste la question du testament. Notre législateur occasionnel ne l'a point oubliée. Il fixe le disponible au dixième, en faveur de n'importe qui.

En marge, cette note curieuse : « J'avais à ce sujet donné communication de mes notes à Mirabeau, qui les avait adoptées. » C'est le même chiffre en effet. Comme on sait, Mirabeau prenait souvent ailleurs qu'en son esprit le fond de ses discours ; l'allégation du réformateur anonyme est pour le moins vraisemblable. Si on l'admet, il en résulte qu'il mûrissait son projet, dès les premiers mois de 1791, puisqu'il communiqua son travail à Mirabeau.

En tous cas, même au 27 août 1792, le document n'en reste pas moins curieux et très en avance sur la législation. Plusieurs des idées directrices qui triompheront dans la loi de nivôse se rencontrent là. L'effet rétroactif est prononcé. Les générations nouvelles ont plus de droits que les ascendants. Les frères et sœurs comptent chacun pour une tête, les ascendants n'en font qu'une conjointement. L'organe juridique

que l'on appelle représentation sert au morcellement des propriétés.

L'organisation du droit successoral des conjoints, et surtout de celui du fisc, semble plus personnelle à l'auteur. On remarquera qu'il quitte, pour en parler, le style législatif, et formule seulement des vœux, au conditionnel : « je voudrais »... Nous verrons plus loin que les Révolutionnaires, d'une manière très générale, étaient hostiles à la succession de la collectivité.

Ce texte n'est forcément pas isolé : il prouve qu'il y avait dès lors un mouvement d'opinion beaucoup plus radical dans le public que dans les Assemblées. Lorsque la Convention sera dominée par les représentants de ces idées radicales, lesquels seront eux-mêmes inspirés — ou menés — par les législateurs du dehors, ces innovations tumultueuses envahiront l'organisation législative ; et c'est encore avec le même optimisme tranquille au milieu des bouleversements, que l'on donnera aux lois un effet rétroactif, « pour le plus grand bonheur de la société ».

Projet du 8 septembre 1792.

De la Législative, une seule séance est à retenir, pour ce qui nous importe : celle du 8 septembre 1792 (1).

1. *Arch. Par.*, XLIX, p. 480 s. Deuxième lecture, p. 531. Le député J.-B. Noël fit, à cette époque vraisemblablement (ou peu après), un

Lesueur au nom du Comité de législation présenta un projet sur l'abolition des substitutions, le mode de succéder, les donations et les testaments. Ce texte est très en retard sur le mémoire que nous venons d'analyser, mais il prépare une nouvelle réforme : la suppression des exceptions en faveur des gens mariés. On avait dû permettre en fait plusieurs dérogations au principe d'égalité, car le procès-verbal de la séance s'exprime ainsi : « L'Assemblée considérant que l'égalité était blessée par les droits d'aînesse et de masculinité, qu'ils ont été abrogés par la loi du 15 avril 1791 ; que néanmoins, d'après cette loi, les ordonnances, les coutumes, les usages et la jurisprudence il existe des abus trop longtemps tolérés, relativement aux successions, testaments, legs, donations et substitutions, décrète qu'il y a urgence. »

Dans le projet de décret, les ascendants excluent encore les collatéraux. Article 4 : Les ascendants excluront les collatéraux, ceux-ci, le conjoint survivant sauf ses droits particuliers, et ce dernier la nation. Article 5 : Dans toute succession, chacun exclura ses descendants.

Rien de pareil, par conséquent, à ce que nous trouvons dans certains projets privés, ni surtout à ce que nous rencontrerons dans la loi du 17 nivôse.

Projet de loi sur les succ. (Arch. nat. A. D. XVIIIc. 326, 4^e p.) Le titre III, *Des succ collat.*, ne contient aucune innovation originale ; on peut le passer sous silence.

La représentation n'a pas davantage le même caractère ; elle ne joue ici que son rôle juridique : on l'accorde aux neveux et nièces, comme dans le système de Merlin. Au cas de représentation, le partage avait lieu par souches (art. 9, 10).

Toutes distinctions de personnes ou de biens étant abolies, les parents paternels et maternels avaient identiquement les mêmes droits dans les successions collatérales ; la règle était l'exclusion des plus éloignés par les plus proches (art. 9). En parité de degré, les collatéraux partageaient par têtes (art. 10).

L'article 11 seul innovait : il supprimait les exceptions admises par la Constituante en faveur des personnes mariées ou veuves avec enfants. La suppression n'était pas rétroactive, mais fonctionnait seulement pour les successions qui écherraient après la publication du décret.

Cette publication ne put être faite par la Législative qui fut remplacée, bien peu de temps plus tard, par la Convention. L'abolition des exceptions sera l'œuvre du décret de janvier 1793.

En résumé, le projet du 8 septembre 1792 est bien représentatif de l'assemblée qui l'élabora : il ne consacre presque aucune innovation ; il admet seulement une timide réforme de détail ; c'est le dernier texte modéré de la dernière assemblée modérée.

Sur la question des *exceptions à l'article 11 des décrets du 15 mars 1790*, il nous faut encore signaler

pour être complet la motion (1) d'un membre de la Législative : F. Lucas, député de la Seine-Inférieure. Il dut écrire son étude, peu avant la séance du 8 septembre (2). Contrairement à ce qu'il décide pour les successions directes, Lucas admet les « filles mariées par leur père » avant la publication des lois du 15-28 mars 1790 et du 15 avril 1791, à hériter de leurs parents collatéraux, avec leurs frères, et sans distinction aucune. Lucas bâtit ainsi son raisonnement : les exclusions et inégalités coutumières, prosrites en général par les nouvelles lois, ont été conservées en ce qui concerne les contrats de mariage. Or, en ligne droite, l'exclusion des filles par les mâles résulte bien des conventions matrimoniales. Cette exclusion subsiste donc pour la ligne directe.

Tout au contraire en collatérale : les successions des parents collatéraux sont nécessairement étrangères au contrat de mariage des filles dotées par leur père. Elles sont exclues, non point à cause de leur mariage, « mais seulement par cette disposition générale de certaines coutumes, qui veut que les filles ne soient héritières avec les mâles ». Comme ces dispo-

1. *Motion et Projet de Décret pour l'interprétation de quelques dispositions des lois relatives au partage des successions ab int.* annexé aux *Arch. Parl.*, vol. L, p. 683 sq. (Le vol. L comprend du 15 au 21 septembre 1792).

2. Mais il l'élabora pourtant avant le 15 avril 1792, car il écrit, en parlant du 15 avril 1791 : « le 15 avril dernier ».

sitions générales se sont évanouies devant les principes nouveaux, leur conséquence disparaît aussi : les filles partagent donc également avec leurs frères les successions collatérales (1).

D'ailleurs Lucas attaque cette extension aux collatéraux, des exceptions en faveur des gens mariés ou veufs avec enfants. Quel sera la limite de ce privilège en collatérale ? L'admettra-t-on à l'infini, dans les coutumes qui reçoivent la représentation infinie ? Que décidera-t-on dans celles où la représentation n'existe pas ? Il n'y avait aucune bonne raison d'étendre à la ligne collatérale les avantages coutumiers concédés à la ligne directe. « C'est leur donner une extension au delà de ce que pouvaient exiger les maximes du droit et d'équité, puisque les successions collatérales ne sont point dues par le droit de nature, comme le sont véritablement les successions directes. » C'est toujours la même doctrine : les successions collatérales ne sont favorisées que pour des raisons politiques ou économiques, mais, *de nature*, on ne doit rien aux collatéraux.

Si on doit garder le privilège, qu'on le limite au moins aux degrés de neveux et nièces, « sans néanmoins rien innover dans les coutumes qui n'admettent aucunement la représentation en ligne collatérale ». (Art. 4 du projet de Lucas.)

1. Cf. p. 80, loi du 8 avril 1791, art. 1.

Les conclusions de l'auteur sont, pour résumer, peu favorables à ces exceptions qui entraînent des complications. Il importe de remarquer que ses observations sont pleines de modération, et qu'il raisonne juridiquement. Les restrictions de la Constituante à l'égalité étaient forcément destinées à disparaître et, pas seulement pour des raisons juridiques. La Législative déjà proposait l'abolition ; un des premiers décrets de la Convention en cette matière la réalisera, ne faisant par là que consacrer la tendance générale.

Ce n'est pas seulement sur ce mince détail, que la Convention se relie à la Législative et à la Constituante. Il n'y a opposition qu'en apparence. L'œuvre législative, et plus précisément, l'œuvre successorale de la Convention est le développement logique des principes qu'a posés la Constituante ; la plupart des idées de nivôse existent déjà, mais on ne les a pas consacrées législativement. Les lois de la Convention seront la consécration du radicalisme le plus avancé, comme la Montagne sera le triomphe de la gauche extrême. Mais, entre la législation de la Convention et celle de ses devancières, il y a plutôt une différence de degré que de nature.

IV

**La Convention. Décrets des 4-5 janvier 1793.
Abolition des exceptions du 15 mars 1790 et
du 8 avril 1791.**

La suppression des exceptions en faveur des gens mariés, ne souffrit pas de longs débats, nous avons vu qu'il ne restait pour ainsi dire qu'à sanctionner l'opinion courante. Cette nouvelle étape vers l'égalité fut la première qu'accomplit la Convention, elle eut lieu à la séance du 4 janvier 1793.

Le rapport (1) fut présenté par Lepeletier-Saint-Fargeau, au nom du Comité de législation. Les pétitions n'avaient cessé de dénoncer ces exceptions comme « altérant la pureté des principes ». Cet obstacle gênait les révolutionnaires, et leur paraissait être un illogisme.

On commence d'ailleurs à penser que l'intérêt particulier est négligeable en face de l'intérêt général. Ce dernier seul doit être pris en considération ; voilà

1. *Arch. Parl.*, LVI, p. 196 sq. et *Bibl. Nation.*, in-8. Le ⁸³, 85.

le principe que développera bientôt Cambacérès dans son premier projet de Code. Le 4 janvier 1793, Lepeletier-Saint-Fargeau, pressentant ce qu'il y a d'anti-juridique à supprimer des droits acquis, s'exprime ainsi : « Il faut faire céder toutes ces convenances, toutes ces utilités particulières, à un intérêt plus général, et au grand principe de l'égalité (1). »

Voilà une théorie qui, par delà Rousseau, rejoint Bossuet, malgré les apparences contraires. Nous la retrouverons pour l'étudier de plus près, lorsqu'on lui donnera son complet épanouissement, en l'an II.

Pour l'instant, le décret de Lepeletier-Saint-Fargeau concerne les successions *ab intestat* seulement. Il ne veut point brusquer les changements. « Les coutumes particulières et les lois anciennes sont conservées dans leur entier » mais, on fait apercevoir déjà l'aurore de temps meilleurs : elles dureront « jusqu'au moment où vous porterez dans cette partie importante de notre législation, les lumières bienfaisantes de la raison et de la philosophie ». Et Lepeletier lit son texte.

Le projet n'a qu'un article : l'abolition des exceptions apportées par la Constituante au principe d'égalité, en faveur des « personnes mariées ou veufs ayant

1. Le 19 octobre 1792, Laplaigne disait déjà : « La loi peut bien dans tous les cas, sans injustice, commander le sacrifice de quelque expectation éloignée, lorsque des raisons de politique et d'utilité générale supérieure l'exigent. » *Archives nat.* AD. XVIIIc, 326, 1^{re} partie.

enfant », cette abolition gaiée depuis longtemps déjà, est prononcée (1). Plusieurs députés protestent ; édicter ce texte, déclare Carpentier, c'est décréter un effet rétroactif. D'autres, Ducos, Châles, proposent des amendements, pour empêcher la rétroactivité. Mais l'époque n'est plus celle des ménagements : on est pressé. La Convention repousse les amendements et le décret est adopté.

Désormais, les circonstances particulièrement troublées, la hâte fiévreuse, la pression des éléments perturbateurs, rendent mauvaises les conditions du travail législatif. Les juriconsultes eux-mêmes sont débordés ; le côté juridique est englouti sous la politique et les préoccupations sociales. Le Comité de législation, bien loin d'étudier à loisir les projets de lois qu'on lui demande, est obligé d'en construire instantanément, selon les idées du jour, parce que l'Assemblée veut un code entier des successions en quelques jours (2) et qu'il est dangereux de paraître

1. « La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son Comité de législation, sur l'abolition du droit d'aînesse réservé par les précédans décrets dans les successions *ab intestat* en faveur des personnes mariées, ou veufs ayant enfant, décrète que les exceptions portées dans la seconde partie de l'art. IX du décret du 15 mars 1790 et aux art. V, VI, VII, VIII et IX de la loi du 8 avril 1791 en faveur des personnes mariées ou veufs ayant enfant, sont abrogées. Le surplus des dites lois sera exécuté selon sa forme et teneur. »

2. *Arch. Parl.*, LVI-198 et 5 mars 1793 (LIX-613) : « Un membre fait la proposition que le Comité soit chargé de présenter, sous trois jours,

suspect. D'ailleurs, le Comité de législation est surchargé de besogne. Le 3 juin 1793 (1) Cambacérés déclare qu'il y a 6.000 pétitions, sur lesquelles le Comité doit présenter des projets de décrets. La Convention décrète la division du Comité en deux sections : l'une (12 membres), s'occupera « de la révision du Code civil et du Code criminel, et d'en approprier les dispositions aux bases du gouvernement républicain ». L'autre sera chargée des rapports sur les affaires particulières.

Les pétitions, en effet, continuent d'affluer et ne cesseront plus. Des monceaux de papiers encombrant les salles de réunion du Comité, — et ses journées de travail. Il suffit d'avoir parcouru quelques cartons, aux Archives, pour constater que toutes les pétitions sont lues et transmises aux bureaux compétents. Dès le début de 1793, celles qui demandent l'égalité rigoureuse de partage abondent (2), et l'on ne sait ce qui l'emporte, de l'étonnement ou de l'admiration, devant le travail colossal qu'accomplissaient obscurément les Berlier, les Lanjuinais, leurs collègues, dépouilleurs de paperasses.

un projet de loi sur l'égalité des partages. » La Convention « désirant établir entre tous les hommes et principalement entre les enfants d'une même famille, les principes de la sainte égalité, décrète la proposition et charge son comité de faire un rapport dans les trois jours. »

1. *Arch. Parl.*, LXVI, p. 4.

2. Notamment : *Arch. Nation.*, D. III, 337.

V

Restriction de la liberté testamentaire (7-11 mars 1793 ; 5 brumaire an II). Premier projet de Cambacérès.

Beaucoup de pétitions concernaient la liberté de tester et réclamaient sa presque suppression (1). Le mouvement d'opinion contre le testament, qui s'était manifesté dans les mémorables débats d'avril 1791, descendit dans la masse du public, en perdant bien entendu son caractère spéculatif, pour revêtir d'autres particularités. D'une façon générale, ce mouvement est en faveur des cadets, qui ayant tout à gagner dans la tourmente révolutionnaire sont beaucoup plus enclins aux idées nouvelles que les aînés. Toute la législation successorale dès lors, va être dirigée contre les générations plus anciennes, qui sont plus conservatrices. Et d'abord, on enlève aux parents l'arme de l'exhérédation, pour les empêcher de punir ceux, parmi leurs héritiers, qui se sont donnés à la doctrine nouvelle. « Dans un siècle de lumière et

1. M. Aron en a cité un certain nombre (*op. cit.*, p. 53 sq.)

d'égalité, les Français ne doivent pas laisser subsister des lois arbitraires qui enlèvent aux citoyens les droits imprescriptibles de la nature ; il est de la gloire de l'Assemblée d'anéantir toutes celles qui existent sur les successions tant en ligne directe qu'en ligne collatérale (1). » La raison juridique invoquée, nous la connaissons : c'est l'impossibilité d'assurer l'égalité dans les partages, si la volonté de l'homme suffit à l'en écarter. A cette époque, il est incontestable en effet, que le testament eût été un moyen de punir les adeptes du Nouveau Régime.

L'organisation de la liberté testamentaire se fit en deux temps : on la restreignit d'abord en ligne directe puis ensuite en ligne collatérale. Cette cinquième étape vers l'égalité se subdivise en deux.

∴

7 mars 1793. — Le décret contre les dispositions testamentaires fut mis en discussion à la séance du 7 mars 1793 (2). Les arguments avancés par les orateurs furent presque exclusivement politiques ; le ton de la discussion est beaucoup moins juridique, les paroles sont moins mesurées que sous la Constituante.

On présente, dans l'ensemble, la liberté testamen-

1. 4 juin 1791. Amis de la Constitution, de Toulon (*Arch. Nat.*, AD. XVIIb., t. 63), déjà cité par Aron (*op. cit.*, p. 53.)

2. *Arch. Parl.*, LIX, p. 682 sq.

taire comme un des moyens employés par l'aristocratie, à « détacher de la Révolution ses plus ardents apôtres » « surtout dans les départements méridionaux, dit Guichard, une foule de pères aristocrates profitent de ce moyen pour se venger de leurs enfants qui se sont montrés amis de la Révolution (1) ». A la séance même, Pénier, parle non seulement des pères, mais des oncles et tantes qui ont assouvi leur vengeance et leur haine de la liberté ». En supprimant pareils forfaits, la Convention « rendra hommage à la nature, elle atteindra l'aristocratie jusque dans ses tombeaux ».

Le conventionnel Mailhe ajoute sans détours : « Il faut que le droit de tester soit aboli. » (Applaudissements.) Les idées que Robespierre était seul à soutenir deux ans plus tôt, ont fructifié depuis ; peut-être y a-t-il aidé...

Il faut un projet de décret, dit Mailhe, dans le plus bref délai possible. Gensonné, « appuie de toutes ses forces » cette motion et demande un rapport en deux jours ! La hâte devient inconcevable ; on dirait que les conventionnels sentent leur tête se détacher, et qu'ils ne soient pas sûrs de pouvoir légiférer longtemps. Gensonné n'ajoute-t-il pas : « Il est très important de ne pas laisser en suspens, un quart d'heure, une telle décision » ? Les cadets n'attendent que la certitude de n'être plus réduits à la misère, pour voler aux frontières (Philippeaux).

1. *Code des successions*, 3^e édition. Paris, Germinal an VII.

On proposa donc l'abolition du droit de tester, et l'égalité absolue de partage ; le comité de Législation devait « incessamment » fournir un nouveau projet sur les successions collatérales.

Le débats'engagea alors sur ce dernier point. Comme en avril 1791, certains jugèrent qu'il était excessif de lier complètement les mains à ceux qui avaient, comme héritiers, des collatéraux seulement. Un collatéral au cinquième degré ne pourrait même plus adopter un enfant. « Si vous restreignez, disait le conventionnel Lamarque, l'abolition de la faculté de tester en ligne directe, vous établissez un principe très sage et très utile ; mais à l'égard des parents en ligne collatérale, j'en demande le renvoi au comité de législation. »

Buzot au contraire, reprenant les idées de Mirabeau et celles de Robespierre, demande de supprimer du décret les mots « en ligne directe », afin d'étendre la prohibition même à la ligne collatérale. Il donne deux raisons pour justifier cette extension (1).

Théoriquement, la loi peut fort bien ne pas se préoccuper de la volonté d'un défunt. La liberté testamentaire n'est nullement de droit naturel. Pratique-

1. On voit que les théories des Girondins étaient aussi radicales que celles des Montagnards. La science historique n'admet plus les prétendues différences de principes entre les deux partis. (Cf. Edmond Biré. *La légende des Girondins* ; Aulard. *Hist. polit.* (p. 395 sq). Le point spécial que nous traitons en ce moment, fournit une nouvelle preuve à son appui.

ment, la loi deviendrait illusoire si on n'interdisait pas également de tester en collatérale, « car si l'on opposait dans le moment qu'il fût permis aux collatéraux de donner à des héritiers, vous verriez bientôt renaître tous les inconvénients que vous vouliez éviter. Les pères feraient des ventes simulées en faveur des collatéraux et les collatéraux donneraient aux aînés ce qui leur avait été donné par leur père ». Ceci provoqua des murmures ; on trouvait choquant de consolider à ce point le droit des collatéraux. Remarquons même que Buzot fait de la suppression en collatérale, un corollaire de la prohibition en ligne directe. On n'attaque pas directement la liberté testamentaire en collatérale ; on la supprime seulement pour empêcher de tourner la prohibition en ligne directe.

Il est probable qu'à cette séance Héroult de Séchelles parla aussi contre la liberté de tester ; Guichard (1) dit qu'il prononça un fort beau discours, et proposa de faire déclarer nuls tous les testaments faits en haine de la Révolution ; peut-être « parce qu'il se trouvait dans le cas d'une exhérédation semblable ». C'est une accusation que nous retrouverons à propos de la loi de Nivôse.

La Convention décréta l'abolition de la faculté de disposer en ligne directe, et renvoya les autres propositions à son Comité de Législation, pour en faire

1. *Loc. cit.*

un rapport. Cambon, Prieur, Cadron avaient demandé la rétroactivité jusqu'au 14 juillet 1789 (1) mais on ne l'accorda pas. Elle était pourtant en question depuis quelque temps déjà, puisqu'il parvint dès lors à la Convention des pétitions protestant contre la « rétroaction » et montrant les injustices qu'elle entraînerait (2). On sait que peu de mois après, la rétroactivité fit son apparition dans la législation ; les pétitions modérées étaient d'infime minorité, la plupart demandaient toujours un nouveau pas vers l'égalité ; comme Buzot à la tribune, le public réclame l'extension à la collatérale de la prohibition de tester.

*
* *

Voici par exemple, une pétition caractéristique (3), qui fut reçue au Comité de Législation, le 6 avril 1793.

1. Sagnac. *Légis. civ. de la Rév.*, p. 225.

2. *Arch. Nat.*, D. III, 337. La pétition est du 23 mars 1793. L'abolition de la faculté de tester donna lieu à quelques doléances. Par ex. : pétition de la Soc. patriotique et républ. de Carros, 12 juin 1793, demande le rapport de l'abolition (*Arch. Nat.*, D. III, 336). Et : Adresse (anonyme) à la Convention nat. du 7 mai 1793 (*Arch. Nat.*, D. III, même carton) : « La prohibition aux ascendants et descendants de disposer de leurs biens fait tout le monde mécontent et causera la ruine totale du pays de Droit Ecrit au moins des ci-devant provinces du Limousin, Quercy, Périgou et autres. » Les pétitions se croisent, créant des courants contradictoires, ce qui est facilement explicable, puisque chacun décrivait son cas particulier et admettait ou repoussait la législation suivant qu'elle lui était ou non favorable.

3. *Arch. Nat.*, D. III, 336.

Elle émane de la citoyenne Dulac, et débute ainsi :

« Si tous les bons citoyens ont vu avec plaisir le décret qui abolit la faculté de tester en ligne directe, ce n'a pas été sans regret qu'ils ont vu qu'il ne s'étendait pas à la ligne collatérale, au moins aux oncles, qui en conséquence pourront encore faire les dispositions les plus funestes pour leurs plus proches parents. »

L'auteur (comme font toujours les pétitionnaires) ne ménage pas les détails au Comité. Elle expose ses droits successoraux, et comment un testament l'en a injustement dépouillée. Il en est résulté, confie-t-elle à l'Assemblée : « Que différents partis tous très convenables, qui s'étaient présentés dans l'intention d'épouser l'exposante, se sont retirés, lorsqu'ils ont vu que toute sa fortune consistait dans un modique usufruit. » La citoyenne Dulac est habile à invoquer les idées qui peuvent toucher les législateurs ; elle sait combien les mariages sont en faveur : « Il n'est que trop vrai, que de telles dispositions vouent à un triste célibat des individus qui auraient été des époux vertueux, et qui auraient donné des sujets utiles à la République. La citoyenne Dulac et plusieurs autres se trouvent dans le même cas. » Mais voici qui est plus sérieux : la célibataire malgré elle, n'hésite pas à demander l'effet rétroactif. « Vous voudrez bien, en interdisant la faculté de tester aux oncles, décréter que les testaments faits depuis quinze ans, par les-

quels le testateur aurait réduit ses plus proches parents au seul usufruit de ses biens, seront nuls à cet égard et sans effet. Une pareille loi, citoyens législateurs, serait le complément de celles qui abolissent les testaments en ligne directe ; elle est digne de votre sagesse. » Quinze ans de rétroactivité ! Probablement ce qu'il fallait à la signataire pour arriver à ses fins.

De tels documents ont leur valeur ; les hommes de 1793 ne les trouvaient point ridicules, mais seulement touchants. Remarquons qu'ils étaient plus que d'inoffensives rêveries ; ils montraient la voie au législateur, et n'hésitaient pas à indiquer les moyens qu'il fallait.

*
* *

Premier projet de Cambacérès. — La loi qui étendait aux successions collatérales la prohibition de tester (5 brumaire an II) fut extraite du Premier projet de Cambacérès, et nous devons étudier celui-ci d'abord. Aussi ce Code est-il de première importance, car il est l'ébauche de toute la législation successorale qui suivra ; en particulier de la loi de nivôse. Il produisit une extrême impression sur les contemporains, au point que Guichard lui reconnaissait une « perfection dont les compilations de Justinien sont bien loin d'approcher » (1). Cambacérès le présenta

1. *Op. cit.*

à la Convention le 9 août 1793 (1). Il exposa sa conception générale du droit successoral dans le préambule ; la réglementation spéciale faisait l'objet du titre III (livre II).

Les idées du premier Code de Cambacérès sont à peu près l'expression de l'opinion courante en 1793 (2). La législation successorale ressortit essentiellement au Droit public, et doit être mise en harmonie avec la Constitution : « L'ordre des successions est déterminé par les lois de la manière la plus convenable, à l'autorité publique : il ne dépend pas des particuliers d'y déroger par des institutions d'héritiers, des substitutions ou des exhérédations (3). » La succession légitime est donc éminemment prépondérante, et cela, explique l'auteur, parce que l'ordre de la nature, et la raison commandent impérieusement l'égalité dans le partage. Est-ce à dire qu'on supprime toute liberté testamentaire ? Le comité ne l'a point pensé devoir faire. « Il a cru qu'une telle obligation blesserait trop nos habitudes, sans aucun avantage pour la société, sans aucun profit pour la morale. » (L'examen des articles va nous montrer qu'on sup-

1. Fenet. *Trav. Prépar.* I, p. 1 sq.

2. Jusqu'à la loi de nivôse, « le premier projet est le véritable Code de la Convention, le seul où ses idées sur la législation civile apparaissent avec un développement suffisant » (Acollas. *Nécessité de refondre l'ensemble de nos Codes.* Paris 1866, p. 98).

3. Préambule.

primait cependant presque toute liberté de disposer.) D'ailleurs, la réserve doit être très faible, et ne peut jamais servir à favoriser un enfant plus que les autres.

En collatérale, Cambacérès et ses collègues adoptent la vraie solution juridique : les successions collatérales sont de pur droit civil ; « leur disposition doit être faite suivant la volonté de l'homme plutôt que selon l'ordre de la parenté. » Une latitude moins resserrée est donc accordée dans cette branche, à la liberté testamentaire.

L'article 46 semble adopter l'ordre traditionnel : descendants, ascendants, collatéraux ; mais l'article 57 le contredit : « Dans tous les cas, les ascendants sont toujours exclus par les héritiers collatéraux qui descendent d'eux, ou d'autres ascendants au même degré. » L'exclusion est encore répétée par l'article 61 et sera consacrée en l'an II.

La représentation était admise à l'infini en collatérale (art. 62) et la fente adoptée : « une moitié de la succession sera attribuée aux héritiers paternels, et l'autre aux héritiers maternels » (art. 68). Le privilège du double lien était supprimé par l'article 74 ; et la successibilité ne recevait aucune limitation.

C'était, en somme, la plupart des décisions qui seront codifiées par la loi du 17 nivôse, an II, et le but politique est déjà l'exclusion des générations plus âgées par les plus jeunes, lesquelles sont plus

favorables au régime nouveau ; le but économique est aussi identique : on veut diviser les fortunes, et, pour cela, la successibilité et la représentation sont admises à l'infini.

Cet esprit de nivellement inspire pareillement la réglementation de la faculté de disposer. « Il n'est permis de donner, soit entre vifs, soit à cause de mort, à aucun de ses héritiers. La loi veut qu'ils soient tous également apportionnés dans la même hérédité... » (Art. 24, titre III, § 3.) On ne doit pas donner, non plus, à celui dont le revenu excède la valeur de mille quintaux de blé, « il est dans l'état d'opulence » (même article). Ainsi, la guerre à la fortune est nettement déclarée.

Pourtant la faveur qu'on accorde aux mariages intervient ici : les avantages faits par l'un des ascendants, « même à un collatéral » sont soustraits à la prohibition ; mais non au rapport, d'ailleurs (art. 25). Le disponible est très étroitement limité aux chiffres que nous connaissons déjà, et qui resteront ceux de la convention : 10° en ligne directe, 6° en collatérale (art. 26). Le préambule du projet semblait accorder davantage.

Désormais l'œuvre législative prendra ce code pour base ; les lois successorales suivantes n'en seront que des parties détachées, revues et augmentées, parfois. Mais, dans l'ensemble le premier projet de code fut trouvé trop compliqué. « On voulait, dit Fenet, des

conceptions plus simples, plus philosophiques (1). » On continua d'en discuter différentes parties, et le 5 brumaire an II, un rapporteur, au nom du Comité de Législation, présenta à la Convention « plusieurs articles d'appendice au deuxième livre du Code civil ». C'est la loi du 5 brumaire, an II.

5 *Brumaire, an II.* — La loi du 5 brumaire, an II (26 octobre 1793) inaugure l'ère des décrets violents, radicaux et rétroactifs. Elle a déjà tous les caractères qui seront développés dans celle du 17 nivôse.

Consacrant le vœu de beaucoup de pétitionnaires, et aussi de Buzot, Cambon, Philippeaux, les Conventionnels, étendirent à la collatérale le décret du 7 mars, en des termes aussi rigoureux que possible. L'article capital est le neuvième : désormais, les successions de tous genres, ouvertes depuis le 14 juillet 1789 ou qui écherront à l'avenir, seront partagées entre les héritiers, avec la plus exacte égalité ; on ne doit tenir compte, ni des opérations déjà effectuées, ni de la volonté des défunts, ni des lois, coutumes, règles antérieures. Le rapport est obligatoire, même pour les renonçants (2).

1. Préface, p. XLVII.

2. « Les successions des pères, mères ou autres ascendants, et des parents collatéraux, ouvertes depuis le 14 juillet 1789 et qui s'ouvriront à l'avenir, seront partagées également entre les enfants, descendants, ou héritiers en ligne collatérale, nonobstant toutes lois, coutumes, usages, donations, testaments et partages déjà faits. En

Les répercussions de ce texte devaient être infinies : même en renonçant aux successions, les héritiers, même collatéraux devaient rapporter les donations reçues postérieurement au 14 juillet, si elles dépassaient leur quote-part. Pour les dispositions à titre gratuit antérieures au 14 juillet, les renonçants pouvaient les garder : l'article 10 établissait une différence en faveur des collatéraux ; les donations et dispositions faites par contrat de mariage en ligne collatérale, étaient dispensées de rapport.

Pourtant on adopte les idées de Mirabeau et de Cambacérès ; si le principe est la prohibition de tester, on tolère toutefois une légère brèche à la théorie : à l'avenir, le *de cujus* aura la faculté de disposer pour le 6^e en collatérale (le 10^e en ligne directe) mais, comme dans le projet de Code, ce disponible ne peut être attribué qu'à des étrangers (art. 11).

L'article 12, protégeait les enfants à l'encontre des collatéraux ou des étrangers, contre les dispositions entre vifs ou à cause de mort faites par des pères ou mères encore vivants ; ces dispositions étaient déclarées « nulles et de nul effet ». De même, pour celles « faites par des parents collatéraux au préjudice de

conséquence, les enfants, descendants et héritiers en collatérale ne pourront, même en renonçant à ces successions, se dispenser de rapporter ce qu'ils auront reçu à titre gratuit, par l'effet de donations que leur auront faites leurs ascendants ou leurs parents collatéraux postérieurement au 14 juillet 1789 » (Décret, 5 brum. II, art. IX.

leurs héritiers présomptifs, en faveur d'autres collatéraux ou d'étrangers, depuis le 14 juillet 1789 » (art. 13). L'abolition des exceptions en faveur des gens mariés était encore rappelée (art. 14).

L'article 15 fixait les limites de la représentation au degré de neveux et nièces en collatérale. En ligne directe, elle avait lieu à tous les degrés. Les coutumes qui en décidaient autrement, étaient déclarées de nul effet dans les successions, à partir du 14 juillet. Bien entendu, ce décret hâtif, n'organisait nullement l'application pratique des principes qu'il posait, les conditions techniques de la représentation sont oubliées.

De telles règles étaient incontestablement abusives « puisqu'elles permettaient d'annuler des donations remontant à vingt ou trente ans, et des donations qui ne dépassaient pas la nouvelle quotité disponible (1) ».

Le mécontentement créé par de pareils excès ne fera qu'augmenter, et éclatera impérieusement après la chute de Robespierre.

Quels débats précédèrent l'adoption de ce décret ? Un coup d'œil sur la séance du 5 brumaire an II (2) va nous faire voir en quel sens les conventionnels ont avancé.

Mirabeau, comme on sait, avait posé le principe

1. Aron, *op. cit.* (p. 57).

2. *Arch. Parl.*, LXXVII, p. 568 sq ; *Moniteur*, lundi 28 oct. 1793, p. 151, col. 3^e

suivant : « Aucune puissance humaine ni surhumaine ne peut légitimer un effet rétroactif (1). » Reniait-on à ce point ses idées ? Nous allons voir que les révolutionnaires voulurent, ou tout au moins crurent, laisser ce principe debout.

A la séance du 5 brumaire, comme dans les séances ultérieures, les orateurs flétrissent avec indignation la rétroactivité : « On vous a dit que l'effet rétroactif est un crime , j'en conviens (Philippeaux). » « Loin de nous la pensée de rétrogradation de la loi, dont l'effet pourrait nuire à l'harmonie sociale (Combacérés). » Il n'y a pas ici de rétroactivité : « Le premier article de la déclaration des droits de l'homme, décrétée en 1789, porte que tous les hommes sont égaux en droits... A partir du 14 juillet 1789, tous les hommes ont dû être parfaitement égaux dans l'exercice des droits politiques, comment pouvoir admettre qu'ils n'ont pas dû l'être dans la jouissance des droits civils ? » Ces paroles de Philippeaux (2) sont-elles si loin des idées de Merlin ? Le rapprochement entre l'orateur de la Convention et le juriste de la Constituante, semble paradoxal ; mais poursuivons. Merlin, le 21 novembre 1790 déclarait que l'égalité, l'unité des intérêts politiques n'est rien sans l'unité

1. Constituante, 21 nov. 1790. *Arch. Parl.*, *loc. cit.*

2. L'opinion de Philippeaux fut imprimée par ordre de la Convention (Bib. Nat., 6 pp. in-8°. Le 38, 53).

des intérêts civils (1). Naturellement, Merlin ne pensait nullement à déduire de cela, la nécessité d'un effet rétroactif. Mais, peu à peu, l'esprit jacobin conduisit tous les principes de 1789 à leurs dernières conséquences et, aux idées juridiques même des techniciens, ils donnèrent les aboutissements les plus anti-juridiques qui soient.

On objecta les droits acquis, les perturbations de toutes sortes, les procès qui allaient résulter. « Argument de barreau ! répond Philippeaux. La loi de nature est antérieure à toutes les dispositions ; ... elle exige que le principe éternel de l'égalité des partages remonte au 14 juillet, en annulant toutes les dispositions faites depuis cette époque contre le vœu de la nature ou par esprit de haine et de malveillance contre les apôtres de notre sublime révolution (2). » Comme « homme de loi, comme révolutionnaire, et comme législateur », Barrère appuie cette opinion. Les protestations ne durent guère, ceux qui les formulèrent perdent leur temps, et peut-être plus. « Leurs misérables arguties, écrit Guichard peu après, dispa-

1. Cf. *supra*, p. 66.

2. « En reportant plusieurs articles, à la date du 14 juillet, vous avez pensé avec raison, qu'ils n'étaient qu'une juste conséquence de cette époque mémorable où le peuple français proclama les principes éternels de la liberté et de l'égalité. » *Observ. sur l'exécution de la loi du 5 brum.*, par Marin, député du Mont-Blanc. (*Arch. Nat.*, AD. XVIIIc, 326 — 13^e p.).

rurent bientôt devant les considérations politiques que leur opposèrent d'autres membres, et notamment Cambon et Barrère (1). » Ces raisons politiques les voici : tous les hommes sont égaux ; c'est un principe désormais universel que le peuple français a fait triompher le 14 juillet. Il faut donc qu'à partir de cette date, les partages ne consacrent aucune inégalité et que l'extrême disproportion des fortunes disparaisse, car les fortunes colossales sont « le polype rongeur de la République » (Philippeaux, Cambon, Barrère).

Cambacérès résuma tout cela le 9 brumaire (2) : « L'égalité civile et politique étant devenue le bien commun de tous les Français, n'est-il pas plus naturel de penser que les législateurs ont cru qu'il était inutile de faire un décret particulier là où il existait un droit primitif consacré par une loi générale. » Donc, tous les « décrets particuliers » promulgués depuis, ont la date de la loi générale dont ils ne sont que des fragments, c'est-à-dire celle du 14 juillet 1789. L'opération est juridique, équitable, excellente au point de vue économique comme au point de vue consti-

1. *Dissertation sur le régime actuel des succ.* (Paris, 2^e édit. an VII, p. 6). Ce qui n'empêcha pas, d'ailleurs, le même Guichard de déplorer la rétroactivité dans un ouvrage postérieur (Code des succ.) et de changer complètement d'idées parce que le vent avait tourné et était à la réaction.

2. *Arch. Parl.*, LXXVIII, p. 67.

tutionnel. Juridique car il n'y a pas d'effet rétroactif, le raisonnement de Cambacérès, Philippeaux et des autres, est d'une logique merveilleuse, simplificatrice, irrésistible ; il séduit d'autant plus les hommes à ce moment, qu'il est purement abstrait, idéologique et extérieur aux réalités, aux contrats, conventions de tous genres opérées depuis 1789 et qui vont être bouleversées, ou plutôt épurées.

La réforme est équitable, parce que désormais l'égalité est assurée ; la rétroactivité, dit Barrère, « voilà le seul moyen de faire disparaître la trop grande disproportion des fortunes ». Le nivellement, le morcellement des richesses, c'est, de plus, l'idéal économique à atteindre, idéal aussi en harmonie que possible avec la Constitution ; il favorise les jeunes, en ruinant les idées des vieillards, lesquelles sont inconstitutionnelles car les vieillards « tiennent à leurs anciennes habitudes, et ont regardé le nouvel état de choses comme une grande rébellion aux idoles de leur temps ».

VI

La loi du 12 brumaire an II. Les rapports entre les enfants naturels et les collatéraux.

L'extension toujours plus ample du principe d'égalité, en même temps que les idées philosophiques et les vues politiques, devaient conduire à favoriser les enfants naturels. Nous n'avons pas à étudier en détail la réglementation des nouveaux droits qu'on leur accordait, mais seulement à voir les rapports qu'instituait cette réglementation, entre les enfants naturels et les héritiers collatéraux.

La Révolution française devait nécessairement trancher en faveur des enfants naturels le conflit de leurs droits avec ceux des parents indirects. Lorsqu'une législation base son droit successoral uniquement sur la parenté du sang, et ne considère absolument que la proximité du degré, sans attacher de supériorité à la qualité de parenté légitime, le seul amoindrissement que peuvent craindre les enfants naturels, naît des droits de leurs frères ou sœurs légitimes ; ils ne sont jamais évincés par les collatéraux. Or, la Révo-

lution, par toutes ses idées morales et sociales était amenée à nier toute infériorité aux parents extra-familiaux. C'était une réaction extrême, à l'extrême intransigeance du droit ancien.

C'est bien ainsi que les Conventionnels entendirent les choses. Cambacérès disait, le 9 août 1793 (1) : « La bâtardise doit son origine aux erreurs religieuses, et aux invasions féodales ; il faut la bannir d'une législation conforme à la nature. Tous les hommes sont égaux devant elle. Pourquoi laisseriez-vous subsister une différence entre ceux dont la condition devrait être la même ? » Voilà vraiment l'expression des idées jacobines sur cette question. Cambacérès de par soi-même, ne fût pas allé si loin. La Convention depuis le 7 mars 1793 demandait un projet de décret. Le 4 juin suivant, Cambacérès en fournit un (2) beaucoup moins avancé. Il concluait sans hésitation, à n'accorder de droits aux bâtards qu'en ligne directe. Ceci toujours pour la raison que nous avons souvent rencontrée et qui est dans le caractère purement civil de la succession, collatérale. Ce n'est pas contrevenir aux règles de la Nature, que d'écarter certains individus de cette succession « la Justice et la Sagesse » décident ainsi, déclarait Cambacérès.

Mais, les pétitions étaient pressantes : nous ver-

1. Rapport sur le Premier Projet du Code civil (Fenet, I, p. 6).

2. *Arch. Parl.*, LXVI, p. 34 sq.

rons plus loin que cette matière en suscitait beaucoup. Des motifs politiques envahissaient donc — et débordaient — comme à l'ordinaire, les raisonnements juridiques ; la Révolution avait tout à gagner, à s'attacher de nouvelles recrues. Beaucoup de représentants le pensaient. Cambacérès changea d'opinion, ou plutôt céda à ses collègues. Son second rapport (1) est tout différent du premier. On vivait double à cette époque ; les lois, les idées et les hommes étaient remplacés de mois en mois. Dans son nouveau projet, notre auteur s'exprimait ainsi : « Peut-il y avoir deux sortes de paternité ? L'intérêt des collatéraux doit-il prévaloir sur les droits du sang ? Cet intérêt peut-il être de quelque considération, là où l'égalité est devenue une des bases du gouvernement ? Présenter cette question à des législateurs philanthropes, c'est préjuger leur solution. » Le Code du 9 août admettait donc les enfants naturels au partage des successions même collatérales (2). Quelques jours plus tard (le 23), Chabot demandait la suppression de toute distinction entre la famille légitime et les parents naturels (3). Naturellement, pour tout raisonnement, il alléguait les considérations politi-

1. *Arch. Parl.*, LXXVIII, p. 66 sq.

2. Art. 2, du titre III. « Les enfants reconnus par la loi et leurs descendants, jouissent des mêmes droits pour les successions directes et collatérales que les enfants nés dans le mariage. »

3. *Arch. Parl.*, LXXII, p. 740.

tiques : « En général, les enfants naturels sont patriotes. Que répondriez-vous à un vieillard qui viendrait au nom des droits de l'homme, réclamer ses biens passés avant la Révolution à des collatéraux aristocrates... Je demande que les enfants légitimes ne soient pas troublés, mais que les possessions passées à des collatéraux soient restituées aux enfants naturels, en conservant les droits des créanciers. »

On attaque la famille légitime par son point le plus faible : la ligne collatérale, qui n'est plus la famille proprement dite. Et, pour faire triompher les bâtards, des collatéraux, on fait ceux-ci aristocrates et ceux-là sans-culottes.

Le décret demandé le 4 juin 1793 parut cinq mois après, le 12 brumaire, an II (2 novembre 1793). Il établissait des droits successoraux réciproques, entre les enfants naturels et les collatéraux légitimes. Mais, les bâtards ne sont appelés aux successions de ces derniers, qu'à partir du 12 brumaire, an II. « Ils ne pourront prétendre aucun droit dans les successions de leurs parents collatéraux, ouvertes depuis le 14 juillet 1789 » dit l'article 2. (Pour les successions de leurs père et mère, leur droit s'ouvrait au contraire dès le 14 juillet.)

Les descendants, même nés hors mariage, priment désormais les collatéraux : si par disposition, ou *ab intestat*, le père ou la mère a transmis ses biens en tout ou en partie à des parents collatéraux ou à des

étrangers, ceux-ci, devront rendre aux enfants naturels ce qu'ils ont reçu, et ne pourront retenir que le sixième (on sait que c'est le disponible) de ce qui leur est échu ou leur a été donné (art. 4). Si les collatéraux ne peuvent représenter les biens en nature ils devront « faire état du prix qu'ils en ont tiré ou de la valeur au temps de la mort des pères ou mères ». Les impenses nécessaires ou utiles seront déduites (art. 6).

A compter du 12 brumaire, les collatéraux succédaient par réciprocité, aux enfants naturels, s'il n'y avait pas d'héritiers directs (art. 9).

Les bâtards dont les père et mère étaient encore existants en 1793 n'étaient pas régis par ce décret. L'article 10 décrétait que leur état et leurs droits seraient en tous points réglés par les dispositions du Code civil. On espérait, en effet, que son achèvement était proche et qu'on pourrait incessamment le promulguer. Mais comme il n'en fût rien, et que les idées redevinrent beaucoup moins favorables aux enfants naturels(1), ceux dont les parents vivaient en 1793, eurent le sort bizarre d'être beaucoup plus durement traités que ceux dont les père et mère étaient décédés auparavant. Le Code de 1804, — c'est un trait souvent noté(2) — restreignit beaucoup les droits des

1. La loi du 12 brumaire fut rapportée lors de la réaction qui suivit thermidor, an II, par un décret du 15 thermidor, an IV.

2. Jeanneau. Thèse citée, p. 181; Sagnac, *op. cit.*, p. 322; Aron, *op. cit.*, p. 62 sq.

enfants nés hors mariage ; en présence des collatéraux, ils étaient le plus grands possible, mais n'arrivaient toutefois qu'aux trois-quarts d'une part d'enfant légitime (1).

Mais revenons à l'an II. Le décret du 12 Brumaire est une nouvelle conquête de l'égalité ; dans peu de temps, elle triomphera complètement, le long mouvement dont nous suivons le cours depuis l'aurore de la Révolution atteindra son point culminant. Seulement, remarquons qu'en ce qui touche la collatérale, le décret égalitaire du 12 Brumaire, arrête quelque peu l'élargissement de ses droits. C'est un barrage qui en détourne une partie, pour la donner à d'autres. Les orateurs, à la tribune, les membres des comités, en leurs rapports, opposaient déjà les enfants naturels aux collatéraux, et parlaient des derniers sans bienveillance. Nous allons constater le même esprit dans le public, mais comme toujours, plus accusé.

Les témoignages en abondent aux Archives. Avec leur pensée simpliste, les pétitionnaires, qui tous plaident *pro domo*, n'ont compris qu'une chose : l'Assemblée a rendu aux enfants naturels les droits de la nature. Ils estiment donc toujours que leurs intérêts doivent triompher, quels qu'ils soient : les jacobins du dessous sont incapables de percevoir les nuances.

1, Civ., art. 757.

Le citoyen Tellot, « fils naturel de Charles Bonnaventure », s'exprime en ces termes, l'orthographe en moins (1) : « L'esprit de la loi du (12 Brumaire) sur les enfants nés hors du mariage, ne tend-il pas à les rétablir dans tous les droits de la nature ? Pourquoi des héritiers collatéraux emporteraient-ils la succession de mon père et de mon frère naturel à mon préjudice ? ne sont-ils pas étrangers à mon père, tandis que j'existe et que je représente dans l'ordre de la nature, mon père et mon frère ? Sans doute si le cas dans lequel je me trouve eût été prévu par les législateurs, ils l'auraient décidé textuellement en ma faveur. La Nature parle pour moi, et elle doit être la base de nos lois républicaines. Je demande donc que la Convention Nationale interprétant la loi du (12 Brumaire) rende un décret qui m'autorise, ainsi que les citoyens qui peuvent se trouver dans le même cas, à recueillir la succession du dit Charles Bonnaventure, mon père naturel, au préjudice de tous les autres parents collatéraux issus de branches plus éloignées. »

Cette lettre valait d'être citée presque entièrement ; elle résume l'esprit et l'expression des pétitions sur ce sujet. On voit le raisonnement : puisque la succession est fondée sur la Nature, et que l'ordre de la nature me fait passer avant les collatéraux, leur légi-

1. Pétition du citoyen Tellot, enfant naturel. *Arch. Nation.*, D. III, 336, n° 12485.

limité ne confère aucune supériorité et je dois les exclure. Et, comme toujours, avec la même façon candide de concevoir la législation sous un angle purement personnel, le pétitionnaire demande un décret rien que pour rentrer dans ses droits, et succéder à « Charles Bonnaventure ». D'autres protestent d'ailleurs violemment : ils savent que pour obtenir, il n'est que de crier fort. « Les enfants naturels éprouvent des obstacles insurmontables. De tous ceux qu'accumulent la cupidité des collatéraux, la plus grave comme la plus funeste est la contestation de leur état (1). » Ils ont soudoyé les arbitres (2) car ils sont riches des dépouilles d'autrui. Pourtant, aux yeux de la nature, n'est-ce point « une injustice criante de voir un collatéral expulser de son bien le fruit d'un amour quelquefois plus pur et plus légitime que celui reconnu par le mariage... Citoyens législateurs, considérez et pesez cela dans votre sagesse ! (3) ». Cette fois-ci, toutes les raisons sont données ; mais ces raisons ne conduisent-elles pas en bonne logique à étendre davantage le décret ? Les bâtards adultérins ne verront-ils pas leur sort adouci ? « Des héritiers éloignés seront-ils considérés du même œil que des descendants (4) ? » La sagesse de la Convention doit

1. Pétition du sieur Teulet. *Arch. Nation.*, D. III, 336, n° 13117.

2. *Ibid.*

3. Pétition de Louis Lauréat. *Arch. Nation.*, D. III, 336, 7485.

4. Pétition de la citoyenne Brisset, *ibid.*, 13706.

exiger que les droits des collatéraux soient amoindris, en présence d'enfants adultérins (1). Certains demandent même la totalité des biens pour les bâtards (2). Selon d'autres, la loi doit rétroagir au 14 juillet (3). Leur manie aveugle de déduction ne connaît pas de bornes ; ils ne voient qu'une chose : la Convention suit désormais l'ordre de la nature et l'intérêt général. Il ne se peut pas que l'ordre de la nature ne leur soit favorable, et que l'intérêt général ne coïncide avec leur intérêt particulier. Qu'importe le renversement de toutes les situations, le bouleversement de toutes les notions juridiques ! « Le fils naturel ne doit-il pas succéder même depuis 30 ans ? les collatéraux avides ne sont que de vrais étrangers... (et si les raisons pseudo-juridiques ne suffisent pas, en voici de plus sûres et que pétitionnaire n'alléguera jamais en vain :) Ce décret rendra à leur fortune plus de 30.000 bons sans-culottes, qui gémissent dans la misère, tandis que d'ambitieux collatéraux, presque étrangers au père décédé insultent par leur luxe et leur dûreté, à ces malheureux enfants de la nature (4) ! »

1. *Id. Ibid.*

2. *Ibid.*, pétition Crédol.

3. *Ibid.*, pétition David, 13704.

4. *Ibid.*, pétition anonyme, 12650. Cf. encore Marie Delrieu (11802).
On ne finirait pas de citer...

Les collatéraux et les droits de l'État.

Si les droits des collatéraux subirent une atteinte causée par ceux des enfants naturels, du moins ne furent-ils pas restreints par les droits de l'État. La Révolution ne limita pas la successibilité, d'abord pour des raisons sociales et économiques que nous examinerons bientôt, ensuite parce qu'à cette époque, on répugnait à la succession du fisc. Or, la Révolution ne conçut jamais le droit de l'État que sous la forme fiscale.

La succession était alors uniquement basée sur l'ordre naturel. Nous avons vu le développement toujours plus ample donné à ce principe. Il eût fallu par conséquent un motif d'intérêt général pour écarter l'ordre naturel au profit de la nation. La Convention n'en vit aucun. Mirabeau proclamait déjà que « pour transférer les biens d'un défunt hors de la famille, il faudrait dépouiller cette famille pour des étrangers, et qu'il n'y aurait à cela ni raison, ni justice, ni convenance (1). » Il est clair, disait aussi Dupont de Nemours, que les membres de la société n'ont aucun droit particulier sur les biens du *de cuius* (2). Ce, resta l'opinion courante ; on pensait fort directe-

1. Discours posthume, 2 avril 1791. Cf. *supra*, p 76.

2. Même séance.

ment que la succession collatérale est beaucoup plus discutable que la directe, mais on n'estimait pas préférable au point de vue social, le droit de la collectivité, à celui des parents si éloignés fussent-ils. Les Révolutionnaires y mirent une sorte de scrupule religieux. On sait que Robespierre déclarait inciviques ceux qui voulaient faire retourner au groupe le patrimoine du défunt. Pour lui, c'était discréditer la Révolution en lui attribuant des désirs impurs : et Robespierre était l'Incorruptible.

Les Révolutionnaires concevaient autrement l'idéal politique et l'ordre social que les successions devaient établir ; nous le verrons bientôt avec la loi du 17 nivôse. S'ils eussent considéré la nécessité pour le bonheur de la nation d'écarter à son profit l'ordre régulier des successibles, ils n'auraient pas hésité : ils exclurent bien les ascendants au profit des collatéraux.

Ce n'est pas non plus que les propositions socialistes leur manquèrent, ou, tout au moins les projets, limitant très vite la successibilité des parents. Le mémoire anonyme sur les successions, que nous avons étudié plus haut (1), bornait le droit des parents au 4^e degré ; une fois celui-ci franchi, le mari ou la femme succédait, et à son défaut, le fisc. Les systèmes les plus connus sont ceux de Durand-Maillane et de Saint-Just.

1. Cf. p. 81 sq.

Durand-Maillane. — Durand de Maillane était un juriste ; il avait particulièrement étudié le droit canonique. Son *Plan de Code, civil et uniforme, pour toute la République française* (1), est un ouvrage très personnel, très nuancé, et, en ce qui intéresse les successions, d'une audacieuse nouveauté. Il le lut au Comité de législation dont il était membre, le 8 juillet 1793.

Dans la ligne collatérale, Durand-Maillane établissait un système curieux et assez complexe de division : au premier degré, la dévolution était ordinaire ; les frères et sœurs succédaient par portions égales (2) ; il y avait représentation pour leurs descendants (art. 1 et 2). Mais, après ce degré, les parents au second et au troisième degré succédaient ensemble : ceux du second avaient les deux tiers, les autres le dernier tiers ; le tout également et par tête, quel que fût le nombre des cohéritiers (art. 3).

Passé le deuxième degré, le jurisconsulte reconnaissait un véritable droit successoral à l'État. C'est là qu'est l'originalité du plan ; Durand-Maillane s'y montre vraiment précurseur, en écartant la notion de fiscalité pour appeler la nation comme successorale, et en attribuant aux biens à elle dévolus un but social déterminé. Lorsqu'en effet, le défunt n'avait

1. *Arch. Nation.* AD. XVIII, t. 324 ; 1 (titre VII, section 2).

2. Le double lien était aboli (a. 7). Durand-Maillane avait conservé la computation canonique. Les degrés doivent donc être doublés.

plus de parents qu'au 3° degré collatéral, la nation prenait $1/12$, destiné aux fonds des secours publics ; le gros de la masse héréditaire était partagé par moitié, entre les parents du 3° degré d'une part, et ceux des 4° et 5° d'autre part (art. 4).

Au 4° degré, la nation prenait $1/10$, affecté comme précédemment à la Caisse des secours publics ; pour le reste, division des biens en deux groupes égaux. L'un allait aux parents du 4° degré, l'autre à ceux du 5° et 6° degré, qu'ils partageaient également entre eux (art. 5).

Ensuite, c'est-à-dire au 6° degré et au delà, partage entre la femme du défunt et la Nation. Si le *de cujus* était célibataire ou veuf, la nation succédait à la totalité, cette dernière étant toujours, d'ailleurs, versée aux secours publics (art. 6.).

La liberté de disposer par testament était graduée de façon semblable.

Le citoyen sans descendant, ayant des frères ou sœurs (ou neveux et nièces), pouvait disposer de la moitié du patrimoine ; l'autre moitié était séparée en deux groupes. L'un formé des $4/5$ allait nécessairement aux frères et sœurs, neveux et nièces, dans l'ordre des successions *ab intestat*, l'autre, montant à $1/5$, appartenant à la Nation pour les secours publics (1)

1. La nation succédait donc ici au 10 de l'hérédité ($1/5$ de la moitié). Son droit était donc plus fort qu'en succession légitime, où, au 3° degré seulement, elle ne prenait qu'un douzième.

(art. 3 chap. des dispos. testam.). De même si les parents étaient des oncles ou tantes (art. 4). Quand les plus proches parents se trouvaient être des cousins germains, le disponible s'élevait aux $\frac{2}{3}$, attribuables *ad libitum* ; le dernier tiers venait aux secours publics pour une part tierce ($\frac{1}{9}$ de l'hérédité), les deux autres parts de ce dernier tiers étant réparties entre les parents les plus proches en même rang.

Avec les cousins issus de germains (3^e degré collatéral), le disponible monte aux $\frac{5}{7}$, deux autres huitièmes étaient aux parents, le dernier à la Nation (art. 6). Au 4^e degré : disponible $\frac{5}{7}$, $\frac{1}{7}$ aux parents ; un aux secours publics (art. 7). De même au delà, mais (comme pour les successions légitimes) après le 6^e degré, la nation était seule successible.

La nation succédait réellement et avait un droit indépendant (différent) de l'impôt, puisque les parents en concurrence avec elle n'en restaient pas moins soumis au droit d'enregistrement (art. 9). Son droit successoral se trouvait justifié par ceci qu'elle assumait l'entretien des pauvres, y compris des parents du *de cujus* s'ils étaient indigents. Aussi, lorsque le défunt en laissait de cette catégorie, mais leur abandonnait jusqu'à un tiers de son héritage, la nation ne retirait rien pour les secours publics (art. 8). Le législateur estimait ici que l'individu avait suppléé la collectivité.

Telle est cette organisation très intéressante, très

moderne, à laquelle on reprocha probablement d'être trop compliquée ; elle ne pouvait être simple puisqu'elle assurait l'accomplissement de devoirs divers, et la réalisation de buts multiples. La Convention, en tous cas, ne l'adopta point.

*
* *

Saint-Just. — Saint-Just n'exprima jamais ses idées d'une façon précise et aussi détaillé. Durand-Maillane non seulement réglait minutieusement chaque cas particulier, mais encore exposait sa conception générale de l'hérédité (1). Saint-Just, au contraire, indique son système sans nul commentaire, en quelques phrases brèves et absolues, de ces fragments politiques où la passion révolutionnaire la plus intense a pour expression une forme glaciale et coupante, fragments que l'on nomme *Institutions républicaines*.

Dans son 8^e fragment, « De quelques institutions civiles », il étudie l'hérédité (2). On peut citer facilement tout ce qu'il en écrit : « L'hérédité est exclusive entre les parents directs. Les parents directs sont les aïeuls, le père et la mère, les enfants, le frère et la sœur.

« Les parents indirects ne succèdent point.

1. Cf. *Plan de Code*, etc., p. 59.

2. Buchez-Roux. *Histoire Parlementaire*, XXXV, p. 305 sq.

« La République succède à ceux qui meurent sans parents directs. Nul ne peut déshériter ni tester. »

Ainsi, les collatéraux ne succèdent point ; seuls le frère et la sœur sont appelés, que la Révolution (c'était l'opinion de Durand-Maillasse, en particulier) considéra toujours comme assimilables aux ascendants.

Mais les textes législatifs ne bornaient pas la successibilité, parce qu'il paraissait à la fois plus *naturel* et de meilleure politique d'appeler indéfiniment les parents. Nous savons que la succession au profit de la République, fut toujours vue avec défaveur (1).

Pourtant, Saint-Just était l'inspirateur et la volonté de Robespierre, et nul ne fut jacobin avec autant de logique extrême, de radicalisme poussé jusqu'au bout, que lui. Les simples lignes qui constituent tout son code successoral le montrent admirablement.

1. Même à la question fiscale, les députés n'accordaient guère d'attention. A la séance du 19 avril 1792 (Législative. *Arch. Parl.*, XLII, p. 156) lecture fut donnée d'une lettre de Clavière, ministre des Contributions publiques, sur les successions en déshérences et les legs aits à la nature. La lettre fut renvoyée aux comités, sans aucun débat sans aucun commentaire.

Les droits de succession étaient ainsi fixés (loi du 9 pluviôse an IV), 1/2 % en ligne directe, 4 pour les frères, oncles, neveux ; 6 pour les autres collatéraux jusques et y compris les cousins issus de germains ; 10 pour les suivants, et les étrangers. (Dans la loi du 14 thermidor, Ces chiffres étaient ramenées à : 1/2, 2, 4, 5 %.)

VII

La loi du 17 nivôse an II (6 janvier 1794).

Préliminaires. — La loi du 5 brumaire an II était la manifestation hâtive et irréfléchie des idées successorales de la Convention. La grande Assemblée voulut les préciser et les développer tout à la fois, dans un véritable « Code des successions ». C'est la loi du 17 nivôse suivant.

Guichard nous la donne pour une édition « revue, corrigée et augmentée, publiée de nouveau sous le titre de loi du 17 nivôse » (1). Son en-tête officiel porte de même : « seconde rédaction du décret précédent sur les nouveaux partages à faire des successions ouvertes depuis le 14 juillet 1789 et sur l'ordre des successions à venir ».

C'est en effet, dans toute la force du terme, un aboutissement. La Révolution y consacra les conquêtes égalitaires, faites jusqu'alors, en les développant encore : le flot devait ensuite retomber après avoir atteint ce niveau culminant. Mais, la vraie loi

1. *Dissertation sur... les succ.* (Paris an VII, 2^e éd., p. 6).

successorale de toute l'époque, c'est celle-là ; tous les auteurs le reconnaîtront, au point quelquefois de ne considérer presque plus les autres. Ses principes directeurs furent esquissés, par un membre du comité de législation, à la séance du 22 ventôse (1), dans les termes suivants, qui nous montreront dès l'abord la conception générale du système : « Plus de biens anciens, partage de toute succession en deux lignes, savoir : moitié aux héritiers paternels et moitié aux héritiers maternels, sans que le degré plus proche des uns fit obstacle aux droits des autres hors de la même ligne. Représentation à l'infini dans l'une et l'autre ligne ; attribution aux frères utérins et consanguins d'une part dans la ligne à laquelle ils appartiennent ; *moyens simples et nombreux de diviser les fortunes sans blesser les droits de la nature*, la première de toutes les règles en matière de successions. »

Voilà bien, en effet, le double but poursuivi par la Révolution, et qu'elle fit tout pour réaliser dans la loi de nivôse : but juridique, baser le droit successoral sur la famille naturelle, la parenté par le sang ; but social, niveler les fortunes, user à la longue les grandspatrimoines, afin que chacun ait suffisamment, et que personne n'ait excessivement.

Ces idées ne sont pas nouvelles en janvier 1794 ; nous avons pu les constater depuis longtemps déjà.

1. *Code des succ.*, de Guichard. Introd., p. 62 sq.

Ce qui est nouveau dans notre loi, c'est la force poussée à l'exaspération qui anime ces idées, et les « nombreux moyens » techniques qu'on emploie à les réaliser. On voit que ce texte, d'une part est le développement extrême de toute la législation successorale égalitaire, d'autre part est de la période où le régime robespierriste jette ses dernières flammes et se hâte d'accomplir son œuvre avant d'être étouffé par la réaction thermidorienne.

Les précédents décrets sur notre matière avaient assuré l'égalité entre cohéritiers, et, dès l'abord, avec l'intention bien déterminée, issue de la philosophie du XVIII^e siècle, d'amoindrir les richesses, de les répartir moins inégalement, d'attacher ainsi les citoyens à la Constitution. Entraînés par les précédentes conquêtes et par des influences que nous allons étudier, les conventionnels voulurent élargir ce système pour établir dans tout le territoire une sorte d'égalité de fait, par le morcellement des héritages. Ce morcellement est produit par plusieurs organes juridiques ; nous les étudierons en examinant la technique de la loi.

Mais, ce décret n'est pas seulement la conclusion des grandes étapes que vient de parcourir vers l'égalité, la législation successorale. On y sent deux sortes d'influences : théoriques et pratiques.

Dans les influences théoriques, celle de Rousseau domine essentiellement nous semble-t-il. On l'exa-

gérât beaucoup, autrefois ; ce qui amena, comme on sait, une réaction excessive chez les auteurs allemands, M. Jellinek en particulier (1). La science politique est revenue, depuis, à un juste milieu. Il est certain que d'Holbach et d'Helvétius « assignent à l'État le même rôle providentiel, l'utilité et le bonheur communs que Rousseau » (2). Mais, comme les commentaires des législateurs de nivôse, et les expressions de Rousseau sont les mêmes, comme d'autre part ces législateurs avaient pour Jean Jacques un culte dont on trouve mille témoignages (3), il serait excessif d'attribuer à une simple coïncidence, l'exacte similitude des raisonnements. Voilà pourquoi, si l'on étudie la loi de nivôse même « en légiste » (4), il faut donner à Rousseau l'influence prépondérante. Pour lui comme pour Bossuet, l'État est le souverain omnipotent, maître de tout et de tous. Il n'y a pas de droits individuels propres ; il n'y en a qu'autant que se fondant dans l'intérêt général. « Le souverain par cela seul qu'il est, est toujours ce qu'il doit être. » (*Cont. soc.*, L. I, ch. VII.) Mais ce souverain a le devoir de

1. Cf. Boutmy (*Annales des Sciences politiques*, 1902, p. 421).

2. Léon Cahen. Art. cité.

3. Voir surtout, discours pour la translation des cendres de R. au Panthéon (15 sept. 1794. Lakanal, Ginguené, etc. C'est l'apothéose du culte Jean-Jacques).

4. M. Léon Cahen (art. cité) en attribuant à R. une influence considérable sur la Révolution accorde « qu'un légiste pourrait peut-être la nier ».

réformer la société corrompue, de rétablir l'égalité détruite par les richesses, de ramener les fortunes à un juste niveau, élevant les unes, abaissant les autres.

Voilà la thèse de Rousseau, et voilà celle qui triomphe en l'an II. Remarquons d'ailleurs que le philosophe ne réclame pas la mise en partage des terres, la loi agraire, ce qui explique l'anti-communisme des grands révolutionnaires ; il veut seulement une meilleure répartition.

A la Convention, nous retrouvons la même conception. Dans son *Exposé des motifs qui ont déterminé les bases adoptées sur les donations entre vifs et à cause de mort*, Nicolas Hentz, membre du comité de Législation (1), envisage la propriété sous le rapport de la société, pour l'utilité de laquelle elle a été instituée. On propose de résoudre le problème suivant, dit-il : trouver le moyen de faire disparaître l'excessive inégalité des fortunes, sans ôter à personne rien de ce qu'il a légitimement.

Le plus grand ennemi de la République, c'est l'égoïste ; le plus grand égoïste, c'est le riche... La richesse est tout à la fois la force de la corruption et l'instrument de la domination, par conséquent les lois doivent empêcher la richesse, tandis que l'opinion doit la flétrir... L'ordre des successions à deux

1. *Arch. Nat.*, AD. XVIII c, 326, 6^e pièce.

objets : 1° maintenir la paix dans les familles ; 2° niveler les fortunes autant qu'il est possible. »

Ces déclamations contre la richesse élèvent de plus en plus leurs menaces jusqu'à la réaction. « L'opulence est une infamie », s'écrie Saint-Just (1). Il ne faut pas, déclare Robespierre, « que le plus riche des Français ait plus de 3.000 livres de rente... Quels sont nos ennemis ? Les hommes vicieux et les riches » (2). « Les biens des conspirateurs sont là pour tous les malheureux » (Marat) (3). Un arrêté de la Commune de Paris, du 3 frimaire an II pose ce précepte : « La richesse et la pauvreté doivent également disparaître du régime de l'égalité (4). » D'ailleurs, c'est le seul moyen d'assurer l'œuvre jacobine : « La Convention a senti que l'égalité mise en pratique, était le seul fondement qui put maintenir l'édifice de la liberté, qu'il ne saurait y avoir ni l'un ni l'autre entre la richesse et la pauvreté, l'opulence et la médiocrité (5). »

Résumons. Le peuple est souverain : il recueille les biens des défunts pour les répartir également, les

1, Buchez-Roux : XXXV, 296, plus loin : « Dans une société bien ordonnée, il ne faut ni riches ni pauvres. » (C'est la phrase même de Rousseau.)

2. En juin 1793. Cf. Buchez-Roux, XXX, 26.

3. *Moniteur*, XIX, 568.

4. *Moniteur*, XVIII, 505.

5. Laboissière, dép. du Lot. (*Arch. Nat.*, *loc. cit.*, 7^e pièce).

éparpiller de façon que chacun en ait une part, pour assurer le plus grand bonheur de tous.

Mais, comme le disait Hentz, ce plan devait être exécuté « sans ôter à personne rien de ce qu'on a légitimement ». Cet anticommunisme est la doctrine des chefs de partis, comme on sait. Nous avons déjà cité le mot significatif, de Robespierre « L'Égalité est une chimère. » Vergniaud disait de même : « Un tyran de l'antiquité avait fait construire un lit de fer sur lequel il étendait ses victimes, mutilant celles qui étaient plus grandes que le lit, disloquant doulousement celles qui l'étaient moins. Ce tyran comprenait l'égalité à sa manière (1). »

Certains la comprirent ainsi, sous la Terreur et même ensuite. Les rêveurs, les agitateurs idéologues, ceux que Taine appelait « les enfants perdus du parti philosophique », menèrent avec une logique aveugle et utopique, les prémisses de la Révolution aux conséquences les plus reculées. Ces prémisses étaient individualistes ; on a dit, répété que la Révolution était individualiste ; ce n'est pas très sûr. Elle était, au moins dans la matière qui nous occupe, à tendances socialistes. Les législateurs s'arrêtèrent sur la pente et furent anticommunistes, mais, au fond je crois bien que les autres étaient plus logiques, parce que plus absurdes.

1. Cf. Joseph Fabre, *op. cit.*, p. 611 sq.

Quoi qu'il en soit, Babœuf et ses disciples allèrent jusqu'au bout, en parlant souvent un langage qui ne différait pas *essentiellement* de celui de la Convention. « Il faut l'honnête aisance et la suffisance légalement garantie de tous les besoins physiques » (Babœuf) (1). Sylvain Maréchal et la secte des Égaux, réclamèrent la plus complète, la plus absurde égalité. « L'Égalité ou la mort » disait le manifeste des Égaux. C'était déshonorer la Révolution, la Convention le comprit : « Périssent tous les arts, clamait S. Maréchal, pourvu qu'il nous reste l'Égalité réelle. » Et Babœuf : « La supériorité du talent n'est autre chose qu'une chimère. La valeur de l'intelligence est chose d'opinion. » C'était condamner la plus belle conquête de la Révolution : l'affranchissement de l'intelligence, la proclamation que la seule aristocratie véritable est celle de l'esprit. Les gouvernants rejetèrent pareille doctrine.

En pratique, il est possible que la loi du 17 nivôse, la moins individualiste de toute la Révolution, ait été aussi une sorte de concession au mouvement avancé qui, depuis longtemps, réclamait un bouleversement radical et rétro-agissant au 14 juillet 1789. Elle présente des caractères divers et mêlés entre eux ; c'est un ensemble prodigieusement complexe ;

1. *Le Tribun du peuple*, n° 23 (14 vendémiaire an II). Le 15 brumaire an IV : « La Révolution est une guerre déclarée entre les patriens et les plébéiens, les riches et les pauvres. »

il n'est pas invraisemblable que les agitateurs aient contribué à l'établissement de la plus égalitaire réforme du droit intermédiaire.

Les influences pratiques qui agirent en ce sens furent surtout les circonstances : la Convention se trouvait dans une situation critique ; il fallait vraiment vaincre ou mourir ; refaire la société sur des bases renouvelées. « A cette époque, dira plus tard Laboissière (1), nos ennemis de l'extérieur qui étaient d'intelligence avec ceux de l'intérieur s'étaient emparés de nos frontières ; ces frontières n'étaient véritablement défendues que par des soldats dont la plupart étaient des cadets de famille. Qu'on veuille bien réfléchir sur ce moment de détresse et combien la patrie était en péril. » On rejeta ensuite également toute la responsabilité du décret sur Robespierre abattu, maître suprême en nivôse. On parla encore de l'avidité d'Hérault, anecdote que nous retrouverons, et qui est négligeable d'ailleurs. Comme toujours, cette œuvre révolutionnaire résulta à la fois d'idées déterminées, et de circonstances pressantes.

Ainsi, à l'origine de cette loi qui est un événement historique considérable, nous retrouvons des raisons, des motifs, des influences, des entraînements, prodigieusement variés, infiniment divers ; si l'influence de Rousseau et du XVIII^e siècle philosophique imprè-

1. En Floréal, an III. *Arch. Nat.*, A.D. XVIIIc, 326, 17^e pièce:

gne l'ensemble, il ne serait pas impossible de retrouver celle de Lamoignon dans tel détail, et à coup sûr, la partie technique est dans l'ensemble l'œuvre de Merlin. Mais la direction générale de tout le système, c'est l'esprit de morcellement, d'hostilité contre la concentration des biens, c'est-à-dire l'inverse même de la tendance ancienne. Or, de même qu'en l'Ancien droit, l'organisme juridique qui était le plus affecté à l'accomplissement de ce but, était la succession collatérale, ici encore, comme toujours et infiniment plus, cette forme de l'hérédité est celle dont les rouages sont disposés pour arriver aux fins qu'on se propose, et à l'idéal que l'on rêve.

§ 1. — SUCCESSIONS ÉCHUES JUSQU'AU 17 NIVÔSE AN II

La première partie de la loi concernait les successions échues jusqu'alors. On en écartait toutes dispositions des coutumes ou de dernière volonté, pour faire table rase, et appliquer à ces masses de biens, les nouveaux principes.

Ces nouveaux principes (lesquels venaient seuls régir par conséquent les successions à venir) étaient formulés dans la seconde partie.

En théorie, les libéralités, même entre vifs, faites depuis le 14 juillet 1889 sont nulles (art. 1^{er}). Aussi, comme ne l'article 8 de la loi du 5 brumaire, l'article 8 répète-t-il l'obligation pour les enfants, descendants

et collatéraux, de rapporter les donations faites antérieurement au 14 juillet (1). L'égalité complète des héritiers entre eux, dans la ligne collatérale comme dans la directe, est proclamée aussi en termes identiques (art. 9 de nivôse : art. 9 de brumaire). Mais l'application de cette idée d'égalité, est plus absolue, cette fois : la loi de brumaire réservait (art. 10) les donations et dispositions faites par contrats de mariage, en ligne collatérale. Cette réserve n'est plus indiquée dans la nouvelle rédaction ; la même rigueur se retrouve dans l'article 11 (art. 14 de brumaire) et surtout dans la seconde prescription de l'article 1^{er}.

La loi de brumaire, en effet, annulait (art. 13) les dispositions faites par des parents collatéraux au préjudice de leurs héritiers présomptifs, en faveur d'autres collatéraux ou d'étrangers, mais depuis le 14 juillet seulement (2).

Désormais, les dispositions antérieures au 14 juillet continueront d'avoir effet ; mais les institutions contractuelles et les dispositions à cause de mort,

1. Le texte de nivôse contient une phrase de plus, à la fin de l'article 8 : « Le présent article sera observé nonobstant toutes dispenses de rapport stipulées dans les lieux où elles seraient autorisées. »

2. Une pétition du « ci-devant procureur Clairville » avait demandé l'extension de l'article 13 (Cf. *Arch. Nat.*, D. III, 336, n° 8132) « pour rendre nulles depuis le 14 juillet 1789, toutes ces dispositions frauduleuses, arrachées par surprise et obsession à des moribonds ou à des gens faibles, par des étrangers ou collatéraux, au préjudice de leurs héritiers... et pour anéantir toutes ces procédures scandaleuses ».

dont l'auteur est encore vivant ou décédé le 14 juillet ou depuis, sont nulles, quand même elles auraient été faites antérieurement (art. 1^{er}).

L'idée de limitation des fortunes aboutit à fixer un taux au-dessous duquel elles seront vues avec faveur et protégées : les dons et legs à titre particulier faits depuis et compris le 14 juillet, sont maintenus en deux cas ; si le donataire particulier, ou le légataire, ne possédait pas plus de dix mille livres, en capital, lorsque le don ou legs lui échut ; en second lieu, si le don ou legs ne s'élevait pas lui-même au delà de cette somme (art. 34). Quand le bénéficiaire a des enfants, le maximum est porté à dix mille livres, plus autant de fois cinq mille livres qu'il y avait d'enfants à l'époque où le don a été conféré (art. 35)(1).

La sanction de cette fixation n'était pas la nullité, mais seulement la réduction (art. 39).

Il semble que les héritiers collatéraux n'aient pas la possibilité de prélever leur réserve sur les legs, car l'article 43 ne parle pas d'eux : « Si dans aucun des cas ci-dessous, la portion dont les lois anciennes ne permettaient pas de priver l'héritier *en ligne directe* ne lui reste pas entière, celui-ci est autorisé à

1. Pour vérifier le maximum de richesse, des arbitres examinaient les impositions du donataire, et, dit l'article 36, « s'environnaient de tous autres renseignements à ce sujet ». La limitation atteignait aussi les avantages accordés aux exécuteurs testamentaires ; mais le maximum était plus bas (6,000 livres) (art. 44).

la prélever avant les legs, qui diminueront en proportion. »

Pour éviter une fraude qui eut rompu l'égalité de partage, on interdisait les donations à charge de rentes viagères, ou les ventes à fond perdus, faites en ligne collatérale comme en ligne directe, à l'un des héritiers présomptifs ; à moins pourtant que les parents du degré de l'acquéreur et des degrés plus proches ne soient intervenus et n'aient donné leur consentement (art. 26.) En pareil cas le Code civil n'imposera que le rapport, et en ligne directe seulement (art. 918).

Limitation du disponible. — L'article 16 réduisait le disponible aux bornes que nous connaissons déjà : au 6^e en notre ligne, au 10^e en ligne directe. Nous savons aussi quel raisonnement juridique et quels motifs politiques étaient à l'origine de cette restriction, tout à fait extraordinaire, pour la collatérale surtout.

Sur un point, ce système recevait une exception : comme la Révolution favorise les mariages et pousse à la repopulation, les dons entre époux ne subissent aucune contrainte. Si l'un des deux conjoints est décédé avant le 14 juillet, les avantages légalement stipulés à l'égard du survivant, seront maintenus à son profit. Dans tous les autres cas et à l'avenir, les avantages entre époux, résultant de dispositions matrimoniales, d'institutions, dons ou legs (la formule est le

plus générale possible), obtiendront également effet, « sauf néanmoins leur conversion ou réduction en usufruit de moitié dans les cas où il y aurait des enfants, conformément à l'article 13 (1). »

Ainsi, par rapport aux dons entre époux, les ascendants et collatéraux n'ont aucune réserve. Ce n'est pas le seul endroit où l'ordre juridique fléchira sous le poids des considérations sociales.

Quelle était la sanction à cette fixation du disponible ? La libéralité y contrevenant était-elle nulle ou seulement réductible ?

En nivôse on ne se prononça pas sur ce point. Il devenait donc question d'interprétation. Or, l'esprit du temps a plus de goût pour l'absolu que pour la nuance : l'opération est nulle pour la totalité, car on ne peut admettre comme valide même en une partie la disposition d'un contre-révolutionnaire, l'incivisme corrompt tout ; on l'égale à la fraude. Le 22 ventôse an II, la Convention répond « à diverses questions sur la loi du 17 nivôse, et, sur la 47^e question considère comme nulle pour le tout la disposition contraire à la nouvelle organisation ; comme l'auteur a connu cette dernière, il lui était interdit de stipuler dans les termes de l'ancienne, sans cela... on ferait concourir deux sortes de législation qui ne doivent plus rien avoir de commun par la suite ».

1. Art. 14.

§ 2. — ORGANISATION NOUVELLE DES SUCCESSIONS.

Ordre de dévolution. — Consacrant tout le mouvement que nous avons étudié depuis l'origine de la Révolution, la loi de nivôse supprimait radicalement toute distinction entre les biens comme entre les personnes.

Ainsi, la nature des biens, ou la source dont ils émanent, n'ont aucune influence sur leur transmission (art. 62). L'hérédité était une masse unique, une universalité de biens.

Entre les personnes, plus de privilèges, mais seulement l'ordre naturel de dévolution : descendants, ascendants, collatéraux.

Mais, en réalité, ce n'est pas cette hiérarchie traditionnelle que l'on suit. Nous avons remarqué, dès 1792 (1) une tendance à faire passer les collatéraux avant les ascendants, ou tout au moins à favoriser les premiers aux dépens des seconds. La dernière rédaction du premier projet de Cambacérès prononçait franchement l'exclusion des ascendants par les collatéraux. Et maintenant, au 17 nivôse, voici que l'article 72 pose ce principe : Dans tous les cas, les ascendants sont toujours exclus par les héritiers collatéraux qui descendent d'eux ou d'autres ascendants du même degré.

1. Cf. plus haut. *Mémoire anonyme sur les succ.*, p. 81 sq.

Pourquoi ? On peut expliquer pareil texte en donnant bien des raisons. Les conventionnels, même ici, invoquèrent encore et toujours la nature : l'affection ne peut remonter, disaient-ils ; un père ne doit pas s'attendre à survivre à ses enfants. La nature n'a qu'un but : perpétuer la race, aller en avant, assurer l'avenir, transmettre le flambeau de la vie. C'est la conception âpre et fataliste qui inspire le chef-d'œuvre d'Hervieu : *La Course du Flambeau*.

En ce sens, les révolutionnaires pouvaient, même sur ce point, alléguer qu'ils suivaient l'ordre naturel. Ce n'était pas, en tous cas, une notion individualiste. Comment parler sérieusement ici d'affections du défunt ? Les contemporains ne s'y sont pas trompés. Guichard s'indigne « d'une telle interversion du vœu de la nature et de la morale. Aujourd'hui, en perdant l'appui de leur vieillesse, les ascendants voient passer dans les mains des collatéraux, les biens dont ils ne s'étaient dépouillés qu'en faveur d'un enfant. Et encore, l'inhumaine loi ne veut-elle pas que cet enfant ait la faculté de pourvoir en mourant aux besoins de ses père et mère, puisqu'elle ne lui permet pas de disposer par testament de plus du sixième de ses biens au préjudice de ses collatéraux... » (1). C'est une des innovations très critiquables du droit révolutionnaire : en admettant que la loi de nature ait cette ru-

1. *Disserta. sur les succ.*, p. 86, sq.

desse aveugle, c'est le devoir, pour la loi de l'homme, que de la corriger.

Le véritable motif de l'exclusion, est dans cette tendance, qui, depuis longtemps déjà, favorisait les jeunes à l'encontre des plus âgés, estimant cette inégalité comme préférable au point de vue constitutionnel et économique, estimant surtout qu'il faut punir les générations anciennes, attachées au précédent état de choses (1).

Une seule restriction était apportée au principe d'exclusion des ascendants par les collatéraux : le droit de retour était conservé par l'article 74. La tradition était bien établie en sa faveur (2); il ne fut jamais attaqué, et l'on jugea superflu de le supprimer.

La dévolution en collatérale. — Le nouveau texte

1. C'est une ressemblance inattendue avec l'Ancien Régime. Nous savons en effet, qu'avec le système des propres, un collatéral éloigné excluait un ascendant. Sous les raisonnements juridiques, ce sont les considérations politiques qui percent et triomphent, dans l'ancienne et la nouvelle organisation.

2. Le retour légal était la règle, avant 1789. Dans les pays de droit écrit, il était admis partout, en vertu de la loi 6 au Code, *De jure dotium*, et de la loi 4, *soluto matr.* Dans les pays coutumiers, c'était aussi le droit commun. Mais deux exceptions : 1° Maine (288) décidait que les immeubles donnés par un père ou une mère à ses enfants, ne retournaient au donateur que pour l'usufruit si le donataire mourait sans enfant ; les plus proches collatéraux en avaient la propriété en sa ligne ; 2° Normandie, n'avait point de disposition expresse, mais l'usage constant y était d'exclure les père et mère, pas les frères et sœurs.

consacrait une section particulière à chaque ordre : celui des collatéraux était réglé en 16 articles (a. 75-90).

« Les parents collatéraux succèdent, lorsque le défunt n'a pas laissé de parents en ligne directe (art. 75). » Mais l'article suivant (76°) répète l'exclusion des ascendants, énoncée déjà par l'article 72.

Pour la dévolution en ligne collatérale, la loi imaginait un système curieux, dont on a, depuis longtemps signalé la ressemblance avec celui des parentèles germaniques (1). D'après ce système, ce n'est pas le plus proche collatéral qui est appelé, mais celui dont l'ascendant est le plus rapproché du *de cujus*. On remonte à l'auteur commun au *de cujus* et à l'héritier. La proximité est considérée chez cet auteur, non chez l'héritier.

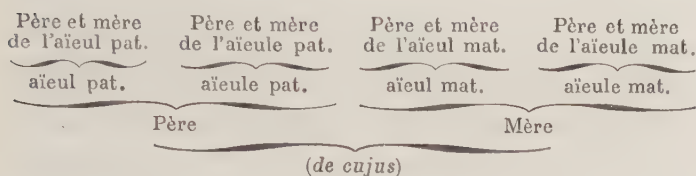
Ainsi, les collatéraux forment plusieurs groupes ou ordres, avec ce système ; ordres qui rappellent les parentèles consacrées encore dans le Code civil allemand de 1900. Le « commentaire » définit ces dernières, des « groupes de personnes reliées entre elles par leur descendance d'un auteur commun, origine de la souche : Stammvater » (2).

De même, avec la loi de nivôse, chaque ascendant formait par sa descendance un groupe de successi-

1. M. Esmein (*Hist. du Droit fr. de 1789 à 1814*, 1908) attribue surtout l'organisation tout entière au génie inventif de Merlin.

2. *Commentaire du Code civil allemand*, [Paris, Imp. Nat., 1908, t. III, p. 607-609].

bles collatéraux. Le tableau suivant (1) montre la gradation de ces ascendants :



Chacun de ces ascendants a pu avoir plusieurs enfants, lesquels sont collatéraux. Or, on voit, par ce simple tableau, que la complication se double à mesure qu'on remonte ; elle se multipliera si l'on envisage non plus chaque ascendant, mais tous les enfants qu'il a pu avoir, et qui forment les groupes collatéraux. Le premier ordre (descendants du père) est facile à connaître, ce sont les frères et sœurs. Si le défunt n'en a pas, on passe au 2^e ordre, formés par les descendants de l'aïeul. Mais, comme le montre le tableau (ou la simple réflexion), il y a deux aïeuls et deux aïeules. Chacune de ces ascendances a pu avoir plusieurs descendants. On aperçoit dès le second degré quelle complication entraîne ce procédé de dévolution. Inutile de parler du 3^e ordre ; le cas devait être rare, heureusement, car on arrive ici à quatre sources de descendants, formant autant d'*estocs*, de branches collatérales.

Les collatéraux du premier ordre sont appelés à

1. Emprunté à la *Dissertation sur les succ.* de Guichard.

défaut de descendants (art. 75). Ils excluent, comme on sait, les ascendants dont ils viennent, c'est-à-dire les père et mère, puisque les collatéraux du premier degré sont les frères et sœurs. Ils excluent aussi les parents du second degré, c'est-à-dire les descendants des aïeul et aïeule. Les descendants du père — dit l'article 78 — excluent tous les descendants des aïeul et aïeule paternels; les descendants de la mère tous les descendants des aïeul et aïeule maternels.

Par « descendants du père », il faut entendre, non seulement les frères et sœurs du *de cujus*, mais aussi tous leurs enfants ou descendants, puisque la représentation est admise à l'infini en collatérale, ainsi que nous l'étudierons plus loin.

Voilà pour les collatéraux du premier ordre. Ceux du second, c'est-à-dire issus des aïeuls du défunt (oncles et cousins) viennent à la succession s'il n'y a ni frères ou sœurs, ni descendants d'eux. A leur défaut, on considère le 3^e ordre, issu des bisaïeuls du défunt (grands oncles et grands cousins) — et ainsi de suite, théoriquement (art. 79-81).

C'était, vraiment, la réalisation complète du principe : « place aux jeunes ». Car de cette organisation, il résulte (ainsi que le fait remarquer M. Demolombe) (1) : d'une part, que non seulement les frères et sœurs excluent les père et mère, mais que les on-

1. *Droit civil*, XIII, 461.

cles et tantes excluent les aïeuls et les aïeules, etc... ; d'autre part, que non seulement les neveux et nièces, petits-neveux et petites-nièces... venant par représentation, excluent les ascendants, mais encore les cousins et arrière-cousins, de degré plus ou moins éloigné, venant par représentation des oncles ou tantes, des grands-oncles ou grand'tantes...

Le concours entre l'ascendant d'une ligne et les collatéraux d'une autre, n'était possible qu'en un seul cas (1) : lorsque les collatéraux d'une ligne, qui devraient être exclus, dans cette ligne par un ascendant plus proche que celui dont ils descendaient eussent bénéficié, sans ce concours, de l'exclusion de cet ascendant par les collatéraux de l'autre ligne. Le public avait demandé deux fois, à la Convention, des éclaircissements sur ce point (2), lorsque la situation se présenta plus tard, devant la Cour de cassation (Arrêt du 3 janvier 1821) (3).

On pouvait penser que les collatéraux d'une ligne devant exclure un ascendant de l'autre ligne, la succession devait revenir en entier à ces collatéraux. La Cour de Paris en avait ainsi décidé, sur ce que, « suivant l'esprit et la lettre de la loi du 17 nivôse, an II », une succession ne peut pas s'ouvrir à la fois

1. Cf. Jeanneau, *op. cit.*, 154 sq.

2. Loi du 22 ventôse, an II, ques. 51^e ; loi du 9 fructidor, an II ques. 11^e.

3. Sirey 1821.1.181.

en ligne directe ascendante et en ligne collatérale : de deux choses l'une, ou la succession est dévolue pour le tout aux ascendants (ou au survivant d'eux) ou elle est donnée par la totalité aux collatéraux (et divisée alors selon les règles spéciales à notre branche). D'ailleurs, la loi, « en effaçant de la succession, le père au cas de présence d'enfants ou descendants d'eux, en retire encore mieux et *a fortiori*, les ascendants supérieurs ».

La Cour de cassation se prononça très justement en sens contraire. Le sommaire de l'arrêt (dans *Sirey*) résume la solution : « Sous l'empire de la loi du 17 nivôse, an II, l'aïeule maternelle du défunt succède, par préférence aux collatéraux de la même ligne, d'un degré plus éloigné, bien qu'une moitié de la succession soit déférée dans la ligne paternelle à des frères ou sœurs consanguins à l'exclusion de leur père. Cette préférence accordée dans une ligne, à des collatéraux sur les ascendants, n'est pas un motif d'exclusion dans l'autre ligne, des ascendants supérieurs, au profit de collatéraux d'un degré plus éloigné. (Loi 17 nivôse, an II, articles 70, 72, 75, 76. Loi 22 ventôse, an II, ques. 51^e ; loi 9 fruct., an II, ques. 11^e.) »

Ayant ainsi exposé les cas où succèdent les collatéraux, passons à l'étude des particularités techniques spéciales à leur branche.

Fente. — L'article 83 introduisait la fente dans notre Droit : « Si les héritiers du défunt descendent

les uns de son père, les autres de sa mère, une moitié de la succession sera attribuée aux héritiers paternels, et l'autre moitié aux héritiers maternels. »

Le vrai motif de cette solution, doit être cherché dans le but économique poursuivi en l'an II. Diviser en deux parts égales les successions, pour attribuer l'une à la ligne paternelle, l'autre à la maternelle ; c'était morceller le patrimoine du défunt, égaliser les fortunes de ses parents, en ne tenant aucun compte de l'origine des biens. On basa juridiquement ce système, sur l'idée du devoir égal dont est tenu le défunt envers les deux branches de sa famille (1). Et la solution révolutionnaire a pu être présentée (comme celle du Code) pour une transaction entre le principe coutumier et celui du Droit écrit. Le Droit coutumier, (sauf les très rares coutumes admettant la fente) appliquait aux meubles et acquêts le principe de la proximité du degré, aux propres celui de conservation des biens dans les familles. Le Droit écrit attribuait l'hérédité entière au collatéral le plus proche, sans partager jamais entre les lignes. De la sorte, les biens originaires d'une famille pouvaient grossir le patrimoine d'une autre. En Droit coutumier, cette conséquence était évitée mais un parent très proche du *de cujus*, était écarté dans la succession d'un propre par un collatéral éloigné, lignager du côté d'où

1. Cf. Guichard, *Disserta. sur les succ.*, p. 124 sq.

venait le bien. Chaque législation avait donc ses inconvénients.

On a pu croire que les Révolutionnaires cherchèrent à les éviter en conciliant les deux systèmes. La succession est divisée en deux parties égales, a-t-on dit, parce que les deux familles sont présumées l'avoir formée chacune pour moitié. Il semble qu'en l'an II le raisonnement dût être plutôt celui-ci : « Si les deux familles étaient également riches, elles rentrent chacune dans ses droits. Mais si l'une l'était plus que l'autre, la Justice, l'Égalité et la Nature commandent au législateur de niveler les deux, en déversant sur celle qui n'a pas assez, l'excès de celle qui a trop. »

Les commentateurs qui ont cru voir une transaction juridique dans l'article 83 de nivôse, l'ont naturellement combattu. On lui a reproché d'unir les inconvénients des deux législations, sous prétexte de concilier celles-ci. « Il n'arrivera presque jamais, dit Laurent (1), que les deux familles aient contribué également à former le patrimoine du défunt. » Les Révolutionnaires le savaient bien ! Ils ne considéraient pas le cas déterminé d'une famille pauvre alliée à une famille riche, et qui, à la mort d'un *de cujus* s'enrichit des biens de celle-ci. C'est un point de vue de droit privé qui leur échappait. Ils subordonnaient au contraire « l'ordre des successions à l'utilité pu-

1. *Droit civil*, VIII, p. 694-705.

blique » ; ils voulaient arriver, par les successions, à ce que la nation ne fût plus composée que de fortunes moyennes.

Il nous semble donc qu'il y a une erreur d'optique à considérer autrement que sous cet angle, la solution de l'an II. Mais, même en restant strictement dans le droit privé, cette solution qui est celle du droit moderne peut être et a été défendue. « La transaction entre les deux éléments rivaux du passé, disait déjà M. Laferrière (2), a produit en matière de succession la théorie légale qui a pris possession de la société moderne. Voilà ce que la loi de nivôse a fait, voilà ce qui est resté d'elle au profit de l'avenir : le résultat est grand, et il y aurait injustice historique à donner à tout autre Code le mérite de cette innovation. » Elle a vraiment créé les mœurs sur ce point, comme c'était le grand désir des législateurs d'alors, qui voulaient refondre la société tout entière. De nos jours, l'habitude s'est généralement introduite dans les mariages, de composer le patrimoine commun d'apports à peu près équivalents.

Refente. — La loi de nivôse admettait-elle la refente, c'est-à-dire la division de la moitié dévolue à chaque ligne, entre tous les groupes de collatéraux dans cette ligne ? L'affirmative, plus logique, entraînait un nouveau morcellement, un éparpillement

2. *Hist. des principes, institutions et lois de la Rév.*, p. 329.

extrême, infini. Un jugement du Tribunal de Cassation, en date du 18 germinal an VII, confirmatif d'un jugement rendu au tribunal civil de l'Oise (le 8 floreal an V), s'était prononcé en ce sens, et fut mal accueilli par ceux qui réagissaient de plus en plus contre l'esprit de la loi du 17 nivôse. « Ce jugement, contre l'opinion généralement reçue et professée par les jurisconsultes les plus estimés, notamment les anciens membres du Comité de législation, a décidé en principe que les articles 77, 78 et suivants de la loi de nivôse... établissaient la refente dans chaque ligne, entre les parents paternels et maternels, quoique représentant des ascendants inégaux en degré » (Guichard.) (1) Merlin, qui traite amplement la question (2), dit qu'elle avait été soumise au Conseil des Cinq-Cents ; la commission formée par cette assemblée avait conclu contre la refente. Mais le tribunal décida en sens opposé et admit la refente. Ensuite, la solution fut différente, et conforme à celle des Cinq-Cents.

Pour cela, on dit généralement que la loi de nivôse écartait la refente. En réalité, nous semble-t-il, c'est présenter les choses trop en raccourcis, et inexactement. Le texte ne disait rien : donc, c'était affaire d'interprétation. L'interprétation se fait d'après l'es-

1. *Dissertation*, p. 160.

2. *Question de droit*, XV, v^o *Successions*, § VIII (p. 131 sq.).

prit de la loi et l'esprit du temps qui interprète. Or, en l'an II et un peu après, surtout, pour les fidèles de la Révolution, la tendance est au morcellement égalitaire, que l'on pose comme principe à tout le droit successoral. De là, la première solution (1). Cet esprit passa avec le reste, à mesure que triompha la réaction, d'où les arrêts du tribunal de Cassation en date du 12 brumaire, du 5 frimaire, du 1^{er} et 11 nivôse, an IX, du 4 ventôse, an XI, lesquels n'admirent plus la refente. Naturellement, il ne leur fut pas difficile d'expliquer juridiquement la nouvelle solution : « La fente (résume l'un deux) formait exception à la règle générale par laquelle la loi appelle les collatéraux les plus proches du chef de ceux qu'ils représentent ; elle confirme par conséquent cette règle hors le cas précisément excepté ; « *exceptio firmat regulam in casibus non exceptio*. »

C'est par erreur, et en songeant probablement à l'esprit général de la loi, que dans ses observations sur le Projet de l'an VIII, le Tribunal d'Appel de Paris parle de refente dans la loi de nivôse (2).

Un seul cas restait indiscuté : lorsque les collaté-

1. « Il paraît que l'intention du législateur est de diviser les fortunes ; qu'en conséquence les successions soient toujours partagées par moitié, l'une pour les parents paternels, l'autre pour les parents maternels. » (Alençon aîné, de Montélimart, au Comité de Législation, 14 messidor, an II, *Arch. Nat.* D, III, 335.)

2. Fenet. V. 216.

raux se rattachaient à des ascendants du même degré. La fente ordinaire, au contraire, pouvait faire concourir des collatéraux, descendants d'ascendants de degrés divers.

Représentation. — La loi de nivôse, article 77, étendait à l'infini la représentation en ligne collatérale.

L'évolution des idées sur ce point particulier, à travers la Révolution, montre comment une même institution juridique peut être différemment comprise suivant les époques et les hommes, ou changer de sens avec les mœurs.

A la séance du 21 novembre 1790, avons-nous vu, Merlin n'avait admis la représentation collatérale qu'aux termes de droit (neveux et nièces), parce que la représentation à l'infini en ligne collatérale « tient au même esprit que la règle *paterna paternis*, et n'est propre, comme elle, qu'à fomentier et nourrir l'orgueil des familles, et que, sous ce rapport politique, elle ne peut pas plus que cette règle échapper à la réforme. » Ces idées ne gagnèrent point l'opinion générale. Nous avons constaté, au contraire, qu'en 1792 déjà (en août) la représentation à l'infini en collatérale était considérée comme un moyen de diviser les fortunes, en multipliant le nombre des successibles (1). Dans son premier projet de Code, Camba-

1. *Mémoire sur les successions*, cf. p. 81 sq.

cérés (art. 62) la consacrait pour la même raison (1). Sa disposition était reproduite dans le décret de nivôse.

Le législateur voulait en effet, arriver au morcellement le plus grand, et le plus rapide, tout ensemble. De la sorte, les biens étaient mieux exploités, la richesse commune devenait plus grande, la pauvreté disparaissait en même temps que la richesse individuelle et l'aristocratie. Tous les articles de la loi concouraient à ce but ; et surtout pour la ligne collatérale, car, étant donné le grand nombre de membres qu'elle contient, c'était surtout par elle qu'on pouvait atteindre la fin cherchée. On établit l'hérédité de façon que le plus possible de ces membres soient appelés à la fois ; d'où le système des parentèles, la fente, la représentation infinie, etc.

C'est bien ainsi que les révolutionnaires l'entendaient ; et ils ont voulu répondre à l'objection de Merlin : « On pourrait croire au premier coup d'œil, disait J.-Ph. Garran, député du Loiret (2), que la représentation à l'infini n'est pas le système le plus propre à assurer l'égalité et la division des fortunes, puisque suivant ce mode, un oncle par exemple, réu-

1. L'article 62 du projet est identique à l'article 77 du 17 nivôse : « La représentation a lieu jusqu'à l'infini en ligne collatérale. Ceux qui descendent des ascendants les plus proches du défunt excluent ceux qui descendent des ascendants plus éloignés de la même ligne. »

2. *Exposé des motifs*, Arch. Nat., AD. XVIIIc, 326, 5^e pièce.

nit sur sa tête une portion aussi considérable que celle qui est commune à plusieurs neveux ; mais si l'on considère que dans l'ordre de la nature, l'oncle survivant peut avoir, au temps de la succession, autant ou plus d'enfants que son frère en a laissé, on trouvera que les probabilités de la division des fortunes sont beaucoup plus grandes dans ce système que dans celui de l'égalité numéraire. »

Berlier, dans son rapport présenté au nom du Comité de Législation sur l'exécution de la loi du 5 brumaire (1), disait exactement le contraire de Merlin, tout en étant animé du même esprit, cependant. « Autrefois un grand nombre de coutumes barbares excluèrent la représentation en ligne collatérale... Les nuances que les coutumes à cet égard offraient entre elles n'en pouvaient excuser aucune, toutes insultaient plus ou moins à la nature et à l'humanité. Cet abus, faiblement corrigé par l'article 16 de la loi du 5 brumaire, l'est bien mieux par le projet de Code civil qui admet la représentation à l'infini. »

Avec cette organisation, la société devait être régénérée, puisque la loi allait produire une poussière de propriétés et une égale médiocrité des situations. Nous verrons si ce rêve fut réalisé.

La représentation collatérale infinie, dont nous avons vu des exemples en l'Ancien Droit fut-elle

1. Imprim. Nat. an II., *Arch. Nat.*, AD. XVIIIc, 326, 9^e pièce, (p. 20).

empruntée par la Révolution à ces coutumes d'autrefois ? On l'a soutenu : « Ce fut, dit Acollas (1), la conviction républicaine et démocratique de Merlin, qui emprunta aux coutumes de Tours, du Maine, de l'Anjou, à toutes celles dont l'esprit, dit Pothier, était de conserver l'égalité entre les lignes, la règle de la représentation à l'infini en ligne collatérale. » Il est certain que ces coutumes contenaient, comme nous l'avons montré, plusieurs des dispositions qu'introduisit la Révolution dans le droit général. Pour savoir s'il y eut rapport de cause à effet, il faudrait une étude spéciale et très approfondie. Mais, il semble que ces anciens textes seraient plus souvent cités, s'ils avaient été directement imités. Merlin est à peu près le seul qui en parle, non pas comme l'écrit Acollas, parce que ces coutumes sont en harmonie avec ses convictions républicaines et démocratiques, mais précisément pour les condamner comme incompatibles avec le nouvel ordre social. Il est possible, après tout (tout est possible, alors) que l'opinion des Révolutionnaires, y compris Merlin, se soit radicalement transformée en quelque temps, à propos des coutumes de Maine, Anjou, en général, comme elle avait fait pour la représentation infinie, dans la collatérale, en particulier.

En tous cas, les commentateurs attaquèrent violem-

1. *Manuel de Droit civil*, II (1874), p. 88, note .

ment cette innovation de nivôse. M. Demolombe (1) a vu dans la représentation collatérale infinie, « le triomphe de cet esprit de démocratie radicale sans discernement et sans frein, qui veut pousser, toujours et quand même, au morcellement de la propriété et au nivellement des fortunes » !

Cette complication multiple, ou plutôt, infinie, devrait sembler monstrueuse à un jurisconsulte. Il y avait là une source inépuisable de procès, qui viciait profondément tout le système. Et pourtant, un de ceux qui justifiaient la loi de nivôse, de cette attaque, Acollas, dressa contre elle, en sens contraire, des objections passionnées (2). Selon lui, la loi a manqué son but ; elle ne fut nullement démocratique. « En vérité, la démocratie a d'autres doctrines, et le pire reproche que mérite le système de Merlin, sur la succession *ab intestat*, c'est qu'il est fort loin d'y correspondre. »

Ceci prouve seulement que les doctrines démocratiques évoluent comme les autres, plus vite peut-être. C'est devenu une banalité aujourd'hui de dire que les successeurs des hommes de la Révolution ont les idées souvent les plus opposées à celles de 1789. En réalité la Convention mit dans la loi de nivôse tout ce qu'elle put d'égalité démocratique radicale, et son

1. *Droit civil*, XIII, p. 463.

2. *Op. cit.*

œuvre a toujours passé pour la somme des idées successorales de la Révolution.

La représentation à l'infini en collatérale, introduite en un pareil cadre était l'institution la plus audacieuse de toutes ; celles qui nous restent à voir nous sont déjà connues par les textes précédents.

Double lien. — La loi de nivôse n'accorde aucun privilège au double lien, mais les parents germains prennent dans les deux lignes (1). C'est la consécration définitive des idées de Lamoignon, que la Révolution avait dès l'abord adoptées, avec Merlin. Ici, d'ailleurs, la question juridique et la question politique ne se contredisaient pas, mais concouraient à la même solution. Au point de vue constitutionnel en effet, perpétuer le double lien, eût été conserver un privilège ; or les bases même du régime, repoussaient cette inégalité, et déniaient toute prééminence, à certains membres de la famille, sur les autres (2).

1. Loi du 17 niv., art. 89 : « La loi n'accorde aucun privilège au double lien ; mais si les parents collatéraux descendent tout à la fois des auteurs de plusieurs branches appelées à la succession, ils recueilleront annulativement la portion à laquelle ils sont appelés dans chaque branche. »

2. Cf. le *Rapport* de Berlier, présenté au nom du Com. de législation sur l'exécution de la loi du 5 brumaire. (Imprim. Nation., an II, p. 19. *Arch. Nat.*, AD, XVIIIc. 326, 9^e p.) « Le privilège du double lien, qui excluait le frère consanguin ou utérin. S'il y avait des germains, cette institution civile qui, en rendant étrangers les uns aux autres ceux que la nature avait unis, semblait n'avoir d'autre sol-

Illimitation de la successibilité. — L'article 90 et dernier du décret, couronnait l'édifice. A défaut de parents dans une ligne, les parents de l'autre succèdent pour le tout, mais aucune borne n'est apposée au droit de succéder. Toujours la même double tendance : prendre pour seul guide l'ordre de la nature, la parenté par le sang à quelque degré qu'elle soit, pour, d'autre part, étendre à l'infini les répercussions du système successoral, et créer un monde nouveau basé sur l'égalité.

L'effet rétroactif — est-il besoin de le dire — était prononcé ; la loi remontait au 14 juillet 1789.

*
* *

Dans l'esprit de ses auteurs, la réglementation décrétée le 17 nivôse, n'était pas définitive. Elle devait seulement affirmer les principes qui formeraient désormais l'assise du droit successoral français ; les conséquences en seraient déduites par l'œuvre prochaine de codification générale. La loi actuelle n'était que transitoire ; Berlier — comme on sait — déclarait « qu'elle méritait provision » et ajoutait ces mots significatifs : « Adoptons sans rien préjuger sur le travail de la commission les articles que vous avez décrétés

licitude que de reporter aux mains d'un seul, un patrimoine dont la nature avait bien différemment marqué la distribution : le privilège du double lien est effacé. »

lors de la discussion du Code civil ; ils offrent déjà un grand pas de fait vers la vérité des principes, la nature et la raison (1). »

La loi devait donc former une société nouvelle, dans laquelle pourrait fonctionner le Code civil nouveau. Il est certain qu'elle créait les mœurs plutôt qu'elle n'était produite par celles-ci. Mais les Conventionnels en bouleversant ainsi le milieu juridique entendaient le ramener à un meilleur état de choses, où toute empreinte de l'Ancien Régime serait effacée. Ils prétendaient agir par réaction plus que par révolution, et (comme l'exprimait le décret du 22 ventôse an II) ils voulaient restituer aux hommes les droits naturels, que la société corrompue d'avant 1789, leur avait enlevés.

C'est donc, par rapport à la précédente organisation successorale, un véritable renversement, auquel on peut appliquer le mot de Robespierre dans son rapport du 28 floréal an II : « Le monde a changé ; il doit changer encore ; qu'y a-t-il de commun entre ce qui est et ce qui fut ? » La loi du 17 nivôse, après de multiples essais, était celle qui devait le plus accentuer la séparation de ces deux phases historiques. Après la réaction thermidorienne, à la séance du 9 floréal an III, Merlin rabaissa étrangement l'importance de notre loi, et lui attribua des origines anec-

1. Cf. Jeanneau, *op. cit.*, p. 100.

dotiques (1). L'effet rétroactif, aurait été demandé par Fabre d'Églantine, soutenu par Cambon et Barrère. « Cambacérès et moi, proteste Merlin, combatîmes cette proposition... je témoignai à Ramel l'étonnement que m'avait causé cette discussion, il me répondit que cette proposition était soufflée par Hérault de Séchelles, et que... il avait su qu'Hérault se proposait de faire remonter la loi sur l'égalité des partages jusqu'au 14 juillet 1789, parce qu'il y devait gagner 80.000 livres de rente. » Le comité de législation fit donc une rédaction, contre les vœux de plusieurs de ses membres (loi du 5 brumaire, rédigée par Thuriot). Comme on la trouva mauvaise, on en demanda une seconde. Personne, dit Merlin, ne voulait la faire : on en chargea Berlier, qui, revenant de mission, ignorait ces péripéties. « Plus de vingt fois, Berlier remit les pièces sur le bureau, en disant qu'il ne voulait pas être le rédacteur d'une loi aussi infâme. »

Ainsi, ce monument législatif devrait son existence à la cupidité d'un homme, et celui qui le prépara hésita « vingt fois » devant pareille monstruosité ! Il semble bien qu'il y ait là une explication passionnée, inventée ou signalée après coup, pour faire sortir un effet immense d'une très petite cause. Que l'aristocrate ironiste et dilettante, qui passa du

1. *Moniteur*, 9 floréal, an III (28 avril 1795), (p. 889 du t. XII, de la collection).

Voyage à Montbard aux fêtes de la Raison, connu la douceur de vivre, et finit par la guillotine, ait ou non voulu grossir ses revenus dans l'aventure, cela n'importe le moins du monde, et d'ailleurs on a démenti l'anecdote (1). Que Berlier ait reculé devant des moyens antijuridiques, c'est beaucoup plus vraisemblable, mais le caractère de la loi n'en est pas modifié. Il est probable certes, que tout le monde eût peur : on était au plus fort de la Terreur, Robespierre et Saint Just pesaient sur les destinées ; personne n'osa élever la voix. On l'a répété tant et plus le 9 floréal, an III, et ce doit être vrai. « Un bras de fer pesait sur la France lorsqu'on discuta cette loi (2). » « Ce fut une loi véritablement déterminée par la nécessité des circonstances (3). » Sans doute, mais il n'en reste pas moins qu'elle soit la conclusion logique de toute la législation successorale depuis 1789 : nous l'avons montré, et dans l'histoire elle apparaît bien telle. « Je regarde la loi du 17 nivôse, disait Laboissière (4), comme l'arche de la nouvelle alliance contractée entre toutes les familles de la République

1. Sur Hérault, voir l'ouvrage de M. Emile Dard (in-8°, Perrin 1907. *Œuvres*, publiées par le même. M. Aulard avait publié le *Voyage à Montbard*).

2. Thibaut à la Convention, 9 floréal, an III. *Moniteur*, loc. cit.

3. Laboissière. *Réflexions sur la demande en rapport de la loi de nivôse* (Floréal, an III) *Arch. Nat.* AD. XVIIIc, 326, 17° p.

4. *Ibid.*

comme le préservatif contre l'inégalité, *comme le témoin le plus authentique des bases de la Constitution de 1793.* » En des termes différents, on lui reconnaît les mêmes caractères depuis lors. « C'est la loi sociale la plus importante de la Convention. » (Esmein)(1).

§ 3. — APPLICATION DE LA LOI DE NIVÔSE. LES DÉCRETS INTERPRÉTATIFS.

La loi de nivôse, avons-nous vu, établissait des principes nouveaux, en abandonnant à la codification future le soin de les organiser dans tous leurs détails techniques. On conçoit dès lors à quelles inextricables difficultés son fonctionnement se heurta. Non seulement toutes les habitudes étaient modifiées radicalement, les mœurs uniformisées du Nord au Midi, mais encore tous les partages effectués depuis la Révolution étaient-ils remis en question. L'effet rétroactif produisit un immense renom, qui finit par paralyser tous les rouages de l'œuvre législative.

Bornons-nous à la ligne collatérale : les innovations audacieuses l'atteignaient pleinement, puisqu'elle devait jouer, par excellence, le rôle économique et social. Le système des parentèles qui n'était pas dans la tradition française, la fente que l'ancien droit igno-

1. Cours sur l'Hist. parlementaire et législative de la France, depuis 1789 (inédit. Ecole des Scien. Pol. 1909-1910).

rait aussi, la prééminence des collatéraux sur les ascendants, tout cela opérant à l'infini par suite de la parenté et de la représentation illimitées, amena une sorte de division vertigineuse des héritages, un concours entre des membres si nombreux d'une même famille, qu'ils devaient souvent ne point se connaître du tout les uns les autres, et s'étonner d'autant plus chacun de ne pas recevoir la totalité. Ajoutez-y que les situations acquises étaient menacées, puisque personne n'était sûr de posséder vraiment les biens échus depuis le 14 juillet.

Les pétitions, naturellement, arrivent en masse au Comité de législation. Les unes montraient aux conventionnels, que leur œuvre allait à l'encontre du but cherché. La limitation du disponible au 6^e en collatérale, — par exemple — enrayait aveuglement toute générosité ou même toute action équitable. Une célibataire (1) : n'ayant que des « arrière petits-neveux, à peine connus d'elle et puissamment riches » avait laissé par testament « son petit avoir » à des domestiques fidèles. La rétroactivité forçait ceux-ci à rendre les 5/10 des biens aux petits-neveux.

Les intéressés ne comprennent rien à tous ces changements : ils s'adressent aux hommes de loi pour se

1. Pétition du cit. Barre. *Arch. Nat. D. III*, 336, 7647. Cf. aussi : *Adresse des citoyens du Jura. (Ar. Nat. AD. XVIII^e 326)* « on a frappé tout à coup le pauvre comme le riche, et morcelé jusqu'au patrimoine le plus modique... ».

faire éclairer, mais l'obscurité du texte déteint sur ceux-ci comme sur ceux-là, et personne ne trouve la solution. Les difficultés réelles ne suffisant pas, on en suscite. Des mécontents se plaignent, ceux que la loi favorise ne sont pas plus satisfaits. Alléguant les principes sans s'arrêter aux restrictions, ils veulent davantage encore avec une facilité de déduction toujours plus aveugle. La loi du 17 nivôse suscita plus d'espairs encore, qu'elle n'accordait de droits. Les protestations s'entre-croisent. Ici (1), le père de la défunte et les cousins germains du côté maternel se disputent l'héritage. Le père veut tout et n'arrive à comprendre que les cousins aient plus de droits que lui ; ces derniers invoquent la fente, et réclament la moitié comme représentant la ligne maternelle. On va devant les arbitres qui n'y voient goutte, et écrivent à la Convention. Ailleurs, « Jobelin réclame pour son épouse sa part dans la succession d'Al. Guillaume le Pas, dont voudrait l'exclure une cousine se prétendant seule héritière (2) ». La représentation infinie complique tout, et fait surgir au dernier moment, des successibles inattendus, plus ou moins sérieux (3). « Eh ! s'écrie Guichard (4), comment retrouver la trace de ces collatéraux éloignés, au milieu de la con-

1. *Arch. Nat.*, D. III. 336, 13053. Success. d'Hélène Dufour.

2. *Arch. Nat.*, 1987.

3. *Arch. Nat.*, 14056, pétition du cit. André.

4. *Disserta. sur les Succ.*, p. 150.

fusion de tant d'alliances, de tant de générations, de tant de mutations que leurs diverses lignes auront éprouvées?... En remontant toujours, un défunt finira par être le cousin de tout le monde... » On n'avait même pas fixé de délai, passé lequel les prétendants eussent été forelos ! Il fallait donc attendre la prescription, et, en supposant l'existence de collatéraux mineurs, on voit pendant combien d'années la propriété était incertaine !

Le morcellement devenait extrême, par tous ces moyens combinés. Une pétitionnaire de 68 ans (1), qui avait recueilli, en février 1891, la succession d'un cousin germain, écrit à la Convention : « Des individus plus enhardis par leur avidité que par les lois de brumaire et de nivôse... s'apprêtent à engloutir (mon) patrimoine, dont il (me) restera à peine le 28^e. » Ces divisions font penser aux successions du Droit musulman, où les fractions ont souvent plusieurs chiffres au dénominateur.

Il semble, vraiment, que sur tous les cas particuliers, les intéressés se soient heurtés à des obstacles insurmontable et se soient adressés à la Convention. Et ceci, dès le début : le 26 ventôse, an II, une pétition signale le conflit entre collatéraux et légataires (2). Le 14 pluviôse déjà, le « citoyen Prôt » demande au

1. Veuve Vannerven. *Arch. Nat.*, D. III, 336.

2. Citoyen Hédon. *A. N.*, *ibid.*, n° 11932.

législateur de résoudre une question spéciale de représentation collatérale (1). Le 14 messidor, « Alençon aîné, citoyen de Montélimart » réclame au « citoyen président du Comité de législation près la Convention nationale », la solution du problème suivant : le défunt ne laisse que des collatéraux ; les uns issus des « bis-ayeux paternels », les autres des « ayeux maternels ». La succession se divise-t-elle entre les collatéraux des deux branches (2) ?

C'était donc, presque partout, le désordre et l'incertitude, à cause surtout de l'effet rétroactif ; les réclamations arrivaient de plus en plus nombreuses, et encore n'avons-nous considéré que les successions

1. *Arch. Nat., ibid.*, 11012 : « Des petits-neveux enfants en nombre inégal de plusieurs pères, doivent-ils, lorsque leurs pères respectifs sont tous décédés avant un grand-oncle, prendre part dans la succession de celui-ci à raison de leur degré et par tête, ou ne doivent-ils y prendre que la part qu'ils auraient eue chacun de leurs pères respectifs en étendant la représentation au cas même de prédécès de tous ? »

2. *Arch. Nat. D. III*, 335. Ici, nous avons la réponse (imprimée). *Consultation* sur le concours des collatéraux paternels issus des bis-ayeux, avec des collatéraux maternels issus des ayeux du défunt. (Les collatéraux maternels, issus des ayeux, excluent les paternels issus des bis-ayeux. Parce que « les exclusions littéralement prononcées par les art. 77 et suiv. sont réduites et circonscrites aux collatéraux d'un ascendant plus éloigné de la même ligne, quelques hommes de loi ont cru que la ligne opposée n'était pas exclue, qu'elle se trouvait appelée, quoiqu'elle remontât à une souche d'un ou plusieurs degrés plus éloignée que celle expressément admise par la loi, et c'est là que gît le siège de l'erreur ».)

collatérales. Il fallait absolument un décret interprétatif ; la phrase suivante d'un pétitionnaire résume le désir général (1) : « Ces diverses manières de voir, et la multiplicité des contestations, peines, fatigues et dépenses qu'elles occasionnent... sollicitent avec instance la justice pour que, le plus tôt possible, une loi explicative déchire jusques au germe de cette difficulté. »



Ces textes additionnels ou interprétatifs furent rendus le 22 ventôse et le 9 fructidor, an II, sous forme de réponses aux nombreuses questions qui avaient été posées. Bien entendu, on ne tenait compte que des plus importantes, et pourtant, le décret du 22 ventôse résout 60 questions, celui du 9 fructidor, 36 ! Très peu concernent les collatéraux ; on paraît au plus pressé. Le 22 ventôse, deux questions leurs sont consacrées. La 50^e demande « à ce qu'il soit déclaré si, dans les partages en collatérale, en cas de décès de tous les héritiers du premier degré, ceux du second succéderaient toujours par représentation de leurs auteurs ». A quoi l'on répondit que les mêmes règles régissant les deux lignes, directe et collatérale, « il a semblé plus simple et plus moral qu'en

1. Alençon aîné au «citoyen président du Comité de législation près la Convention Nat. (déjà cité) ».

tout genre de succession et sans égard à des précédés, l'on suivit toujours la condition de son auteur en venant par représentation (1). » La 51^e question avait trait à la façon dont se doit entendre l'abolition du double bien. Il faut la comprendre « sainement ». Il en résulte bien que le frère germain n'exclut plus comme auparavant les unilatéraux, mais, « en restituant à ceux-ci leurs droits naturels, la loi n'a pu ni dû les étendre ».

Le décret du 9 fructidor, portant sur les contestations et arbitrages en matière de partages, n'a qu'un article relatif aux collatéraux. Il s'agissait de savoir si, lorsqu'un frère utérin excluait sa mère d'une succession (que, sans lui, elle est seule recueillie), la totalité ne devait pas appartenir à ce frère « comme cause de l'exclusion ». La réponse était négative, à cause de la démarcation entre la ligne ascendante et la ligne collatérale (2).

1. Le texte du décret est dû à Berlier, puisqu'il est identiquement celui de la *Proposition sur diverses pétitions*, qui figure sous son nom, aux Archives. (A D. XVIII c, 326 15^e p.) la question 50 est à la p 7).

2. Voici le texte de la réponse : « Que si dans l'espèce proposée, il paraît, en adoptant la négative, y avoir quelque contrariété entre la cause et l'effet, c'est néanmoins le résultat simple de la démarcation entre la ligne ascendante et la ligne collatérale, et que ce point, indiqué pour principe de la division, entre l'utérin et les parents de l'autre ligne, doit être observé sans toucher aux principes d'après lesquels la mère excluait, soit les ascendants éloignés, soit les collatéraux

En somme, aucune idée générale ne domine ces décrets, et l'on ne voit pas pourquoi, par exemple, il était répondu sur ces espèces plutôt que sur d'autres. Remarquons, en passant, à propos d'un de ces articles, combien l'avidité était déchaînée. Nous le disions plus haut : (2) du moment qu'on recevait quelque chose, on voulait tout avoir. La réponse à la 51^e question (décret du 22 ventôse) sur le double lien, montre que les frères consanguins ou utérins ne s'étaient pas contentés de ce qui leur était offert, et que — comme beaucoup d'autres d'ailleurs — ils n'avaient pas « sainement entendu » la loi.

Mais, les lois interprétatives ne suffisaient pas : l'opinion publique devenait de plus en plus hostile à la loi de nivôse à cause de son effet rétroactif (3) ; l'enthousiasme révolutionnaire allait décroître et la réaction l'emporter.

de l'autre ligne, si elle n'eût pas eu d'autres enfants qui, placés par rapport à leur frère défunt, dans la ligne collatérale, donnent ouverture au concours avec ses parents paternels ; et que la même décision s'applique au cas où le frère consanguin exclut son père. » Voilà un éclaircissement bien obscur !

2. Cf. p. 137.

3. Par ex. : pétition contre la rétroactivité : « Vous avez abattu la guillotine des têtes, abattez aussi la guillotine des fortunes. » (*Bibl. Nat.*, 4 pp. Lb ⁴¹ 1740,) (*Id.* 4282 ; 1577 ; 1825.)

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉACTION (Thermidor, an II — 1804)

I

**L'attaque de la rétroactivité (5 floréal ;
8, 9, 14 fructidor an III), 3 vendémiaire, an IV**

La réaction contre la loi de nivôse, ou plus généralement contre les idées successorales de la Convention, coïncide avec la réaction antirobespierriste, qui a son point de départ au 9 thermidor an II. A partir de cette date en effet, les protestations s'élèvent toujours davantage contre le régime de la Terreur, jusqu'à l'apaisement dont profitera Bonaparte, et qui en législation, aboutira à l'œuvre de transaction du Code civil.

Deuxième projet de Cambacérès. — Le second projet de Cambacérès, présenté le 23 fructidor an II (9 sept. 1794) consacre encore presque tous les changements opérés par la loi. Nous avons vu que dans le public déjà,

on la trouvait très obscure, sinon encore détestable. Mais cet état d'esprit n'avait gagné les législateurs, ni réduit leur enthousiasme. « Il ne s'agit plus, dit Cambacérès (1), que de placer dans le Code de nos lois civiles, ces monuments de votre sagesse... Notre ordre successif est concordant avec nos lois politiques ; il est fondé sur les bases prises dans le vœu de la nature : le lien du sang en est le principe : il maintient, en outre, la balance et la division des propriétés ; sous ce rapport il doit être considéré comme une source de prospérité publique. »

Le Code, on le sait, était très court (297 art.) Les successions formaient le titre VII (106-131). Cinq articles étaient consacrés aux collatéraux. Il n'y a qu'une différence avec les principes de nivôse, importante il est vrai : les articles 108 et 109 donnent la préférence aux ascendants sur les collatéraux (2). L'auteur n'explique pas cette modification : elle prouve un commencement de tendance à revenir au *véritable* ordre naturel.

Mais, les effets de la rétroactivité provoquèrent une sorte de rage, contre la disposition de nivôse qui l'in-

1. Rapport fait à la Conv. sur le 2^e projet de Code civ., au nom du Com. de lég. (Fenet, I, 99).

2. Article 108 : « A défaut de descendants, la succession appartient aux père et mère, et, à leur défaut, aux autres ascendants. » Art. 109 : « Les parents collatéraux succèdent lorsque le défunt n'a point laissé de parents en ligne directe. »

troduisait. Ceux même qui proclamaient l'excellence de la loi en l'ensemble (et ils étaient encore nombreux) avouaient son grave défaut sur ce point. Pendant de longs mois, on va discuter autour de l'effet rétroactif.

5 floréal, an III.— La Convention repoussa d'abord par la question préalable, les pétitions demandant le retrait de la rétroactivité ; mais, à la séance du 5 floréal, an III, les débats prirent plus d'ampleur et l'attaque raisonnée commença. Ce jour-là, avons-nous vu, Merlin dévoila dans quelles circonstances et par suite de quelles influences occultes, le décret de nivôse avait passé. C'est un point que nous avons apprécié déjà (1). En tous cas, la plupart des représentants s'écrièrent que l'effet rétroactif était « l'outrage de la tyrannie » (Thibaut). « Cette loi a été rendue dans un temps où nous n'étions pas libres », dit un autre, le conventionnel Quirot. Elle a semé la « discorde dans les familles et le trouble dans toute la république ». La modération reparait par instant, on recommence de penser juridiquement : « Il n'importe pas à la République que tel ou tel soit plus ou moins riche, mais il lui importe que les propriétés soient certaines, et que la tranquillité soit assurée. »

D'ailleurs beaucoup jugent, qu'à présent, une ré-

1. *Moniteur*. 9 floréal, an III (28 avr. 1795), p. 889, t. XII (ou *Journal des Débats*, 942). Les citations du texte sont toutes extraites des discours prononcés à cette séance.

troactivité nouvelle abolissant la première serait un remède qui doublerait le mal. Puisque la loi est faite, il faut l'exécuter ; son rapport aggraverait les troubles. (Quirot, Laboissière, etc.). L'opinion reste même assez favorable au but de la loi, malgré les défauts. Ainsi Merlin : « Cette loi qui peut avoir des résultats très heureux, très satisfaisants pour l'avenir, parce qu'elle disséminera les propriétés, ne peut qu'entraîner des troubles continuels en lui donnant un effet rétroactif. » Lanjuinais résuma très bien l'idée dominante, en s'exprimant ainsi le 14 thermidor an III (1). « Cette loi, dès sa naissance, a excité les plus nombreuses et les plus vives réclamations non quant aux changements qu'elle a fait pour l'avenir, mais quant à la rétroactivité donnée à ces changements. »

Seuls défendent encore intégralement la loi de nivôse, ceux dont l'enthousiasme utopique n'a pas faibli, ou bien ceux qui y ont trouvé leur compte, les « révolutionnaires nantis » (2). Pour eux, l'effet rétro-

1. *Moniteur* du 20. L'opinion de Lanjuinais fut imprimée ; *Arch. Nat.*, AD. XVIIIc, 326, 19.

2. Ex : Brival, Carlier (*Moniteur*, 9 flor. III). Gleyzal, Villetar, Laboissière, etc. (*Arch. Nat.*, A D. XVIIIc, 326, pièces : 17, 18, 21...). Du 22 messidor an IV : Le citoyen Gavanon demande le maintien de la loi du 17 nivôse. « Sans sa garantie, je me verrai réduit moi et ma femme, deux enfants et un frère qui est sur les frontières, à la dernière misère, tandis que par cette loy si juste rapportée, la Convention peut nous faire faire une fosse et nous y ensevelir » (annoté de

actif n'a pas à être combattu ni défendu, parce qu'en réalité il n'y a pas rétroactivité. Nous connaissons déjà la thèse. Le 15 brumaire an III, un membre du Comité de législation, Pérès, exprimait cette doctrine, avec une foi dans l'erreur qui déconcerte : « Vous avez pensé que cette loi, toute juste et toute démocratique qu'elle est, devait avoir des bornes précises au delà desquelles elle aurait plus d'inconvénients que d'avantages, en bouleversant, en dérangeant la plupart des fortunes et des transactions sociales... » (Voilà la rétroactivité condamnée, pense-t-on ! Nullement ; l'orateur poursuit :) « ... et cette borne, c'est l'heureuse époque de la régénération française, c'est le 14 juillet 1789 qui l'a naturellement posée ». Il n'y a pas effet rétroactif, formule Villetar (2) car aucune loi ne pouvait régir les successions à partir du 14 juillet, toutes les lois précédentes ayant été abolies « pour n'avoir pas été avouées par la nation ».

Cette théorie — qui n'était qu'un dogme révolutionnaire, — apparaissait comme radicalement fausse à ceux qui n'avaient plus la foi. A la fin de la séance du 5 floréal an III, malgré d'assez nombreux dissidents, la Convention suspendit par décret provisoire « toute action intentée à l'occasion de l'effet rétroactif, résultant de la loi du 17 nivôse ». Quatre mois

la main de Lánjuinais, *Arch. Nat.*, D. III, 335). Pétition des Cadets (A D. XVIIIc, 325).

plus tard, Lanjuinais (1) condamnait complètement la rétroactivité, « fruit odieux d'un complot dirigé par le sordide intérêt de quelques-uns de nos tyrans et d'une illusion révolutionnaire qui, au milieu de la plus affreuse anarchie a ébranlé ou détruit la propriété de 500.000 familles ». Il y a certainement effet rétro-actif, car une loi seule pouvait organiser le mode de succession ; l'ordre naturel ne peut être pris en considération que s'il est consacré par l'ordre civil ; ses conséquences ne pouvaient donc se produire au 14 juillet, mais seulement lorsque la loi les sanctionna, le 17 nivôse.

9 fructidor. — A la séance du lendemain, 9 fructidor, on se préoccupa des perturbations nouvelles, qu'allait causer le retrait de la rétroactivité. Mais, les conventionnels objectèrent, pour la plupart, que l'intérêt général l'exigeait ; c'était toujours le même principe, qui avait conduit à toutes les outrances, mais qu'on appliquait en sens inverse désormais. Un de ceux qui réclamaient si ardemment l'abolition, Saladin, parlait en des termes que n'eût pas désapprouvés Robespierre ou Saint-Just : « Eh ! que m'importe à moi pourvu que je sois juste ; pourvu qu'attaché aux principes sur lesquels je ne transigerai jamais, je fasse disparaître le mal qu'a fait un acte reconnu injuste ! L'intérêt général, voilà mon guide : l'intérêt

1. Séance du 8 fructidor an III. *Moniteur* des 11 et 12.

individuel doit s'y fondre ; il est en révolte contre la loi, il s'en détache. » A la fin, la Convention rendit un décret (1) suivant lequel des lois de brumaire et nivôse n'auraient plus effet qu'à compter des époques de leur promulgation.

3 vendémiaire, an IV. — Le principe était désormais bien établi ; l'application en fut réglée par un second texte du 3 vendémiaire an IV, œuvre de Lanjuinais. Des ménagements étaient pris, afin de ne point aggraver le mal. Nous n'avons pas à étudier ces articles en détail (2) ; ils n'ont point trait à la ligne collatérale spécialement : ils rétablissaient les partages annulés rétroactivement par la loi de nivôse (loi 3 vend., an IV, art. 11), tout en réservant les droits acquis de bonne foi (art. 1, 2, 3, 6, 8).

La Convention reconnaissait donc son erreur, et la réparait, ou plutôt, effaçait l'erreur qu'on lui avait imposée, prétendait-elle. On conservait les cadres instaurés par les articles de nivôse, mais, sur la question de la rétroactivité, la thèse du retour à l'ordre naturel datant du 14 juillet était complètement abandonnée. Nous allons voir aussi, à propos particulièrement des successions collatérales, que les idées évoluaient, et les discussions reprenaient.

1. Décret du 9 fruct., an III (*Moniteur* du 13).

2. Voir l'étude plus détaillée de M. Aron, *op. cit.*, p. 106 s.

II

Révision de la législation sur la collatérale

A) *L'opinion publique.*

Les dernières lois révolutionnaires plaçaient — on l'a pu constater — la succession collatérale au même plan que la succession directe. A peine le disponible était-il un peu moins réduit en la première qu'en la seconde.

Cette organisation ne pouvait subsister longtemps sans être attaquée; elle le fut. En l'an III, les protestations surgirent de tous côtés. Les influences politiques ayant disparu, on reconnaît la différence de degré qui sépare les deux genres de successions, et que la succession collatérale est de pur droit civil. « La loi confond tout, gâte tout, dit le député de Haute-Garonne Pérès (1), lorsqu'elle établit dans la ligne collatérale le même ordre de succéder que dans la ligne directe. » Les parents indirects ne se doivent rien entre eux; la nature ne les rattache point par

1. 8 Fruct., an III, *Moniteur* du 11.

le lien étroit qui joint ensemble les ascendants et descendants. Par conséquent, non seulement la société peut réduire les droits des collatéraux, mais il est même anormal et ridicule de les étendre autant qu'on le fit en nivôse. Les deux lignes (va-t-on jusqu'à dire) « sont essentiellement séparées par la raison et la nature ».

Dès l'origine, cette opinion dut exercer son influence, puisque le second projet de Cambacérés ne faisait plus prévaloir les droits des collatéraux sur ceux des ascendants. Le mouvement ne fera que grandir jusqu'au Code civil. Ce dernier restreint notablement les droits des collatéraux ; la loi de nivôse les exagérait ; entre ces deux textes, une théorie restrictive se dégagait peu à peu, dont certains représentants allèrent même plus loin dans la réduction, que ne fit le Code de 1804.

Le public pensait dans le même sens : les publicistes qui défendaient — comme Merlin — la nouvelle base successorale consacrée par la loi de nivôse, repoussaient l'assimilation des deux lignes. Voici par exemple ce qu'en écrivait un juré au tribunal criminel de Paris, Bertin d'Antilly (1) : « Si quelque chose justifie cet adage que le mieux est l'ennemi du bien, c'est la disposition de la loi de nivôse qui en fait

1. *Arch. Nat.* AD. XVIIIc, 326, reproduite aussi dans la 43^e pièce, mais signée seulement Aug. B. D. et intitulée : *Agonie de la loi de nivôse*, au lieu de *Plaidoyer en faveur de...*

refluer les effets sur les branches les plus éloignées de la souche... » L'auteur divisait son opuscule en deux parties : Avantages, inconvénients de la loi. Ces derniers peuvent se résumer dans la phrase que nous venons de citer. Les procès qu'a suscités la loi sont pour la plupart entre collatéraux ; la loi est bonne dans son principe, mais elle ne doit pas étendre ses effets au delà d'un certain degré de parenté.

Les *Réflexions* (anonymes) sur la loi de nivôse (1), qui sont de l'an III, trouvent également exorbitantes les dispositions concernant les collatéraux. « Il n'y eut jamais de parité entre ces deux espèces (entre les deux lignes) et il faut maintenir les nuances tracées par la nature. » L'auteur rappelle le mot de Cambacérès : la loi civile et la volonté de l'homme règlent seules les successions collatérales. Il faut donc accorder toute latitude à l'individu à l'égard de ces dernières.

C'est en effet l'élargissement du disponible que tous réclament. Oudot, député de Côte-d'Or, approuve la loi (2), mais déclare « injuste et absurde » la disposition qui « prive un citoyen de la faculté, de disposer de ce qu'il a acquis », quand il ne laisse pas de parents directs. Pour empêcher l'accumulation des richesses, il suffit de réduire le disponible à la moi-

1. P. 23. (*Arch. Nat.*, AD. XVIIIc, 326.) Paris, an III.

2. *Opinion* de C. F. Oudot (Imp. Nat. Therm., an III). *Arch. Nat.*, *ibid.*

tié ; l'autre moitié de la succession « pourra être donnée par le testateur à qui bon lui semblera ». C'est plus simple, et plus conforme aussi à l'idéal poursuivi, car avec un disponible du sixième, la succession s'amasse sur une seule tête, s'il n'y a qu'un seul collatéral. Que si, au contraire, le *de cujus* peut tester pour la moitié, les tiers sont répartis entre plusieurs. L'ancienne disposition « gêne le testateur sans avantage pour la société, et sans diviser la succession ». La même considération sentimentale est toujours rappelée : le vieillard qui n'a point de descendants doit avoir la possibilité de récompenser celui de ses proches ou de ses amis qui lui vient en aide, alors que les autres sont seulement préoccupés de l'héritage. Oudot, dans son projet de décret, aboutissait, pour toutes ces raisons, à fixer ainsi le disponible (1) : à la moitié des biens pour les donations entre vifs (art. 2) ; au tiers, pour celles à cause de mort (art. 3). C'était bien restreint encore, mais tout le mouvement législatif va désormais écarter les barrières de la liberté testamentaire, pour la collatérale.

Le 3 vendémiaire an IV (2), à la séance où fut réglementée l'abolition de l'effet rétroactif, Pérès demanda très nettement que les parents sans descendants pussent disposer de la totalité. « Le collatéral

1. En ce qui concerne la collatérale, évidemment.

2. *Moniteur* du 7.

ne doit rien à ses parents, il doit être maître de disposer de sa fortune à son gré. Voulez-vous bien mériter du peuple français ? Décrétez qu'à l'avenir, il n'y a point d'héritiers en ligne collatérale, ou bien ordonnez le renvoi au comité. » La Convention pencha vers cette dernière solution. Elle ne voulut point passer si brusquement du tout au rien à l'égard des successions collatérales : le radicalisme était moins en faveur, et surtout, l'opinion était lasse. Mais déjà les droits du *de cuius* reprenaient plus de force, la famille traditionnelle se reconstituait, sans préoccupations politiques, et la liberté de tester reparaissait progressivement. Surtout en collatérale, car c'est là qu'elle est le plus admissible.

B) *La Législation. Décret du Directoire.*

Le Directoire, en politique, est une transition hésitante entre la Révolution et la dictature bonapartiste ; à notre point de vue propre, il conserve les principes du Droit successoral de la Convention, mais en les atténuant considérablement, jusqu'au Code civil. Cette période n'a qu'une valeur secondaire pour notre étude, elle n'importe pas à l'examen d'ensemble du droit successoral intermédiaire, et beaucoup d'auteurs ont pu la négliger (1).

1. Demolombe passe directement de la loi de nivôse au Code civil (t. XIII, p. 463-465). M. Vallier également (p. 241 sq.)

18 *Pluviôse an V*. — L'esprit de modération qui avait inspiré déjà le décret du 3 vendémiaire an IV, continue de se faire sentir dans celui du 18 pluviôse an V (6 février 1797) complément du premier (1). Les avantages de toutes sortes légitimement stipulés, antérieurement aux lois du 7 janvier 1793 (pour la ligne directe) et du 5 brumaire an II (pour la collatérale) auront leur plein et entier effet conformément aux anciennes lois (art. 1). Les testaments qu'annulait la loi de nivôse par rétroactivité, recouvreront également leur validité (art. 4). On effaçait donc toute conséquence de l'effet rétroactif.

3° *Projet de Cambacérès*. — Le texte le plus intéressant de cette époque est le troisième projet de Code qu'avait élaboré Cambacérès. Il est un peu antérieur au décret que nous venons de signaler. Présenté d'abord en messidor an IV, il ne fut discuté que le 9 pluviôse, puis en ventôse, an V (2).

La théorie générale qu'explique Cambacérès dans son rapport est la suivante (3) : les innovations révolutionnaires ont été « sollicitées par l'intérêt social et par l'intérêt domestique », leurs défauts ne sont rien auprès de leurs qualités. Comme dit Montesquieu, les lois font souvent de grands biens cachés et de

1. Cf. *Moniteur*, 26-27 brumaire, 22 pluviôse an V.

2. Fenet, I, p. 140.

3. *Ibid.*, p. 166 sq.

petits maux très sensibles. C'est le cas pour celles de la Convention.

Il faut donc les conserver, sauf de légères modifications. Le système du droit nouveau présente de multiples avantages : unité de législation, consolidation des liens familiaux « puisque les parents des diverses lignes concourent ensemble », division des fortunes sans trouble social, par l'égalité à tous les degrés, et la représentation. Celui qui n'a point de postérité jouit d'une certaine liberté testamentaire, car « la loi seule doit régir les successions collatérales ». Aussi le disponible qui reste du 10^e seulement en ligne directe, devient-il en collatérale, de la moitié pour les donations entre-vifs et du tiers pour celles à cause de mort ou entre-vifs avec réserve d'usufruit. Ce sont exactement les chiffres qu'avait fixés Oudot, dans son projet de décret (1).

Le Code était plus développé que le précédent : les successions étaient traitées au titre VII (art. 584-641) ; les rapports et partages au titre VIII. L'article 587 conservait, dans l'ordre de dévolution, le système de nivôse : à défaut de descendants, la succession allait aux père et mère « à moins qu'ils ne fussent exclus par des descendants d'eux ». De même pour les autres ascendants. Et c'est d'autant plus étrange, que le second projet revenait à l'ordre tra-

1. Cf. *supra*, p. 147.

ditionnel : descendants, ascendants, collatéraux (1). L'article 588 semblait contredire d'ailleurs le précédent, puisqu'il ne faisait succéder les collatéraux qu'à défaut de parents en ligne directe.

La représentation avait toujours lieu à l'infini (594). Le paragraphe 4 consacré particulièrement aux successions collatérales (art. 614-628) s'appuie sur les mêmes principes que ceux de nivôse, lesquels sont souvent, même, exprimés en termes identiques.

En somme, ce projet décèle une opinion flottante, qui n'ose pas encore rompre avec les idées des Conventionnels. Son importance est minime ; il est moins révolutionnaire que la loi de nivôse, et d'autre part ne prépare nullement (sauf pourtant sur le disponible en collatérale) l'organisation qu'adoptera la législation de 1804. Au double point de vue, juridique et historique, le projet du Consulat, auquel nous arrivons, l'emporte beaucoup comme intérêt sur ce troisième et dernier essai de Cambacérès.

1. Cf. *supra*, p. 141 sq.

III

Le Projet Jacqueminot (30 frimaire an VIII)

Le projet de Code du Consulat, eut pour rapporteur Jacqueminot, au nom de la section de législation, et fut présenté à la Commission législative du Conseil des Cinq-Cents, le 30 frimaire an VIII (21 décembre 1799) (1). Le préambule est assez court, et n'examine pas, comme le faisaient ceux de Cambacérès, les idées directrices adoptées en chaque branche du droit civil.

Le chapitre III était consacré aux divers ordres de succession. Les principes essentiels de la Révolution demeuraient. Mais les collatéraux passaient après les ascendants, sauf si le défunt laissait des frères et sœurs. L'idée de collatéraux privilégiés apparaît ici, et il faut entendre par là, non seulement les frères et sœurs, mais aussi leurs descendants (art. 47). Lorsque les collatéraux privilégiés concourent ainsi avec les père et mère, la succession se divise en deux moitiés :

1. Fenet, I, p. 327.

l'une est déférée aux père et mère qui la partagent entre eux également, l'autre va aux frères et sœurs ou descendants d'eux. Quant aux ascendants autres que les père et mère, ils sont exclus par les collatéraux privilégiés (art. 47).

Sur la représentation, les idées ont changé : la politique se retire des questions juridiques (1), et l'on ne pense plus guère au morcellement indéfini. Aussi, la représentation en collatérale, n'est-elle plus admise qu'en faveur des descendants de frères et sœurs, et seulement dans les deux cas qui suivent : « lorsque le défunt a laissé des frères ou sœurs et des enfants ou descendants d'autres frères ou sœurs prédécédés, et alors la représentation a lieu à l'infini en faveur des enfants ou descendants du frère ou de la sœur prédécédé » ; 2° lorsque le défunt ne laissant ni frère ni sœur, laisse en même temps des neveux et nièces, et des descendants d'autres neveux ou nièces prédécédés ; en cette dernière hypothèse, la représentation n'a lieu que jusques et y compris les petits-enfants des neveux ou nièces prédécédés (art. 38).

Les représentants succèdent par souches ; s'il y a plusieurs branches dans une même souche, la subdivision a lieu également par souche à chaque branche, et les individus de la même branche partagent

1. « Nous avons eu beaucoup moins la prétention de paraître neufs que d'être utiles », disait Jacqueminot (Fenet, I, p. 330).

entre eux par têtes (art. 40). C'est le retour à l'opinion d'Accurse, par opposition à celle d'Azo qui avait triomphé jusque là, comme nous l'avons remarqué. Le Code civil devait décider sur ce point, comme le Projet Jacqueminot.

Pour le double lien (art. 51) la solution est celle de tout le droit moderne, c'est-à-dire que les germains prennent dans chaque branche, sans privilège exclusif.

A partir du degré de frère et sœur, la succession se fend en deux parties égales : l'une est déférée aux parents les plus proches en la ligne paternelle, l'autre, aux parents les plus proches de la ligne maternelle (art. 52). Au même degré, les parents collatéraux partagent par têtes (art. 53) et à défaut de membres d'une ligne, ceux de l'autre succèdent pour le tout. Il n'y a pas encore de fixation de la successibilité, plutôt probablement par des raisons juridiques que par survivance des considérations économiques antérieures.

La question du disponible se trouve réglée dans la section II des « dispositions à titre gratuit ». Celles-ci ne peuvent excéder : le quart, s'il y a des enfants ou descendants ; la moitié s'il se trouve des ascendants ou frères et sœurs, ou descendants de frères ou sœurs ; les trois quarts, s'il n'y a que des oncles, ou grands-oncles, ou cousins germains. Au delà, le disponible est de la totalité (art. 16). On peut

toujours l'attribuer à un ou plusieurs des successibles (art. 18).

Le projet de Jacqueminot, plus technique, plus étudié que les précédents, est déjà plus près du Code civil que de la loi de nivôse.

IV

Le Projet Boulay de la Meurthe (19 Ventôse an VIII) et la loi du 4 Germinal

Nous avons vu combien les entraves apportées par la Convention à la liberté testamentaire commençaient à paraître excessives. Le courant d'opinion hostile à cette restriction extrême aboutit en l'an VIII, à un projet de loi sur la faculté de disposer. Il fut présenté par Boulay de la Meurthe au Corps législatif le 19 ventôse an VIII (9 mars 1800) (1).

Les actes de dernière volonté deviennent valables, s'ils n'excèdent pas : la moitié des biens du disposant, lorsqu'il laisse des ascendants, des frères ou des sœurs, ou des enfants ou petits-enfants de ces derniers ; les trois quarts, lorsqu'il laisse soit des oncles ou des grands-oncles (tantes ou grand'tantes), soit des cousins germains (ou cousines), soit des enfants de ces derniers (art. 3).

A défaut de tels parents, les dispositions à titre

1. *Arch. Parlem.*, 2^e série, I, 335.

gratuit peuvent épuiser la totalité (art. 4) (1). La régle-
mentation devient plus nuancée, plus souple que
l'ancienne ; elle gradue le disponible selon l'éloigne-
ment. Elle admet, aussi la faculté de disposer en fa-
veur d'un accessible, sans qu'il soit sujet au rapport
(art. 5). La rigueur de nivôse s'éloigne de plus en
plus. Dans son discours Boulay déplore les outran-
ces révolutionnaires : « En abolissant les dispositions
de l'Ancien Régime, il ne fallait pas tomber dans un
autre excès, il ne fallait pas anéantir la liberté de dis-
poser de son bien, soit par acte entre-vifs, soit par
acte de dernière volonté ; liberté que tout homme
tient de la nature et qui fait une partie essentielle du
droit de propriété ; liberté que les lois civiles peu-
vent plus ou moins restreindre mais qu'elles ne
doivent pas détruire totalement... Jamais le citoyen
n'avait été moins libre que depuis qu'il était devenu
citoyen... La nation souffre très impatiemment le
joug que lui a imposé la loi du 17 nivôse... La liberté
devait être combinée avec un autre principe égale-
ment avoué par la nature et les besoins de la société,
celui d'assurer la permanence, l'accroissement et la
tranquillité des familles. » L'égalité absolue va sou-
vent à l'encontre du but moral qu'on veut atteindre ;
aussi faut-il rendre au père la libre disposition d'une

1. En ligne directe, le disponible ne doit pas dépasser le quart, s'il
y a moins de 4 enfants ; le 5^e s'il y a 4 enfants ; le 6^e s'il y en a 5, etc.
(art 1 et 2).

portion notable de ses biens. D'ailleurs, l'autorité paternelle « si légitime et si sacrée » doit être respectée car elle est « étroitement liée à l'intérêt des bonnes mœurs ».

Aussi, le langage redevient plus calme, l'ordre reprend, les idées traditionnelles reparaissent, mêlées désormais aux apports de la Révolution. Les notions juridiques sont remises à leur vraie place dans l'étude du droit privé, parce que les conditions du travail législatif sont redevenues normales : les jurisconsultes reprennent leurs habitudes et leurs conceptions propres, parce qu'ils ne subissent plus la poussée des événements du public envahissant, des troubles extérieurs. Ils peuvent désormais étudier à loisir les moyens techniques nécessaires pour allier aux institutions et aux procédés juridiques, les principes introduits victorieusement et tumultueusement par la Révolution.

Quelques jours après le discours de Boulay, à la séance du 26 ventôse (1), Duveyrier fit son rapport sur le projet ; c'est le même état d'esprit qu'il traduit. On consolide la faculté de disposer, si ébranlée dès la Constituante, en affirmant comme un axiome qu'elle est « une émanation directe de la propriété ». Mais, la société seule garantit ce droit, et peut par conséquent imposer telles contraintes et réserves qu'elle

1. *Arch. Parl.*, 2^e série, I, p. 429 sq.

juge utiles à l'intérêt général. Tout est dans la mesure : « la loi de nivôse dépassa le but qu'on se proposait, et atteignit la liberté civile, l'industrie, les mœurs. Aussi était-elle violée généralement, et avec impunité. » Il faut au contraire concilier la liberté testamentaire avec la liberté politique et l'égalité.

La Révolution commit un autre excès, en étendant infiniment le cercle de la famille. On commence, à cette époque, à le restreindre. Duveyrier poursuit, en expliquant le projet de loi : « Il place dans la famille à des distances inégales, tous les degrés de parenté, qui politiquement parlant, composent la même famille depuis les enfants jusqu'aux enfants des cousins germains... Les réserves disparaissent à mesure que les degrés de parenté s'éloignent, et que la famille s'étend, se divise, et se perd dans la formation de nouvelles familles. » Ainsi, à partir d'un certain degré, il n'y a plus une seule famille, mais plusieurs ; les collatéraux ne sont plus parents. C'est absolument la conception moderne.

La discussion reprit au Tribunal le 28 ventôse (1). C'est à cette séance surtout qu'exprimèrent leurs convictions ceux qui restaient attachés à la Révolution. On laissa de côté la justification théorique du droit de tester : elle était faite par la loi de nivôse (2). Mais

1. *Arch. Parl.*, t. I, 471 sq.

2. « Je le répète, le droit de tester est une question jugée irrévocablement par la loi du 17 niv. » (Favard-A. P., I, p. 477 *in fine*). Plus

on discuta l'extension qu'on donnerait à ce droit. Le tribun Andrieu reconnut les fautes des conventionnels : « On ne sait guère en France, s'arrêter à propos ; nous sommes tourmentés de la maladie des extrêmes. » Cette concession faite, il déclara que ce serait renier tous les nouveaux principes, que d'attribuer le disponible à un des successibles ; ce serait rétablir la primogéniture. Mais tout le monde fut d'accord sur l'obligation qu'il y avait d'étendre amplement le disponible en collatérale. La loi n'a pas à prendre le parti de parents éloignés, souvent inconnus (Challan). Grenier répète aussi : « La loi de nivôse avait excité des réclamations de toutes parts (en réduisant le disponible au 6^e en collatérale). Elle avait paru vexatoire ; elle privait du droit si précieux de faire du bien. » Le 29 ventôse (1), Gary voulut faire restreindre la réserve, l'arrêter aux cousins germains et non pas au degré suivant comme le faisait le projet. « Les cousins issus de germains ne sont presque plus parents. » Retenons cette appréciation. Gary trouvait que le projet étendait beaucoup trop l'idée de parenté ; il le repoussait pour cette raison. Benjamin Constant, tout en le défendant, avait les mêmes sentiments que Gary ; il appelait l'article relatif au disponible en collatérale, « le plus défec-

loin (p. 478) : « La faculté de disposer... ne peut être contestée, puisqu'elle existe par la loi du 17 nivôse. »

1. *Arch. Parl.*, t. 1, p. 484 sq.

tueux du projet », parce qu'il établit « entre des degrés éloignés de parenté, des relations qui ne sont pas très naturelles ».

Le 2 germinal, les différents orateurs précisèrent encore leurs points de vue, et lorsque le Tribunal alla aux voix, 53 membres votèrent l'adoption, 35 le rejet. Nous avons vu, d'ailleurs, que l'opinion à peu près générale tendait à enlever toute réserve aux collatéraux. On arrivait progressivement à cette solution qui sera l'œuvre du Code.

4 germinal an VIII. — Au corps législatif, les débats eurent lieu le 4. Boulay de la Meurthe résuma les discussions précédentes en disant : « La critique qu'on a faite contre la faculté de tester porte bien plus sur l'exercice de cette faculté dans la ligne directe, que sur l'usage qu'on en peut faire dans la ligne collatérale. » Après que Regnauld de Saint-Jean d'Angely, orateur du gouvernement eût indiqué les avantages du projet, dans les deux lignes, l'Assemblée le transforma en loi, par 243 suffrages (sur 266). C'est la loi du 4 germinal an VIII, transcrite textuellement du projet de Boulay ; loi provisoire, car l'opinion ne devait pas s'arrêter à ce point, sur la succession collatérale : cette dernière allait être considérée toujours avec moins de faveur, au cours des discussions ultérieures.

V

Les débats sur la succession collatérale, de floréal, an VIII. La motion Chazal.

La loi du 4 germinal an VIII est le dernier texte législatif en notre matière, avant le Code civil. Mais, passer directement de celle-là à celui-ci, serait étudier très incomplètement l'histoire de la question : on négligerait, en allant aussi vite, d'importantes analyses de l'hérédité collatérale, et des rapports où elle se trouve beaucoup plus étudiée que dans la plupart des précédents. C'est ainsi que le tribun Chazal (1) fit à la séance du 16 floréal an VIII (2) une communication très importante, et qu'il nous faut examiner en détail.

Dans une première partie, l'auteur exposait des vues très générales sur l'hérédité, et dans une seconde, il considérait spécialement la succession collatérale ; mais, la conception qu'il s'en faisait, apparaît dès le

1. Chazal avait été d'abord membre de la Commission de Législation des Cinq Cents (*Arch. Parl.*, 2^e série, I, p. 9).

2. *Arch. Parl.*, *id.*, I, p. 561 sq.

début. Pour lui, alors que la succession des descendants, et l'égalité de partage entre eux, sont de droit naturel, la succession des collatéraux et les dispositions testamentaires, ne le sont aucunement. Chazal admet comme évidente la première partie de cette proposition ; l'hérédité directe, descendante et de droit naturel. Pour démontrer que la collatérale ne l'est pas, il se place à l'origine : avant toute société, les collatéraux étaient forcément étrangers à la succession ; « ils ne sont pas du sang du mort, le mort ne vit pas en eux... le champ du défunt n'a plus de maître, sa mort le restitue au domaine commun dont il l'avait tiré. » Le testament, de même, implique l'idée de société ; il n'a pu venir à l'esprit de « l'homme de la nature ». Par conséquent, la succession collatérale (comme les dispositions testamentaires) doit être uniquement rattachée à l'état social et elle n'est que conventionnelle. Dans l'état social, le droit du premier occupant s'affaiblit et tend à disparaître ; « on put, on dut convenir d'y substituer la successibilité collatérale graduelle, dont la directe préexistante fournit sans doute le modèle précieux le plus parfait. » — Il y a doute, au contraire, et c'est un point que nous avons déjà discuté (1). — Chazal fonde donc la succession collatérale, sur « les présomptions de la plus forte affection du mort », sur l'équité « de

1. Cf. Introduction, p. 6.

rendre aux familles, des biens à l'origine desquels, elles ont toujours plus ou moins contribué » ; l'ordre adopté traditionnellement, se justifie en outre par « sa nécessité et le mérite de sa fixité ».

Voilà donc un essai de discussion approfondie, où l'analyse cherche à atteindre jusqu'au fondement de l'hérédité. Chazal, dans la seconde partie de son travail étudie les détails de la collatérale.

Il prend cette dernière telle qu'il la trouve dans les textes en vigueur, c'est-à-dire, dans la loi du 17 nivôse. Il lui reconnaît, tout d'abord, un vice essentiel : d'être admise à l'infini. Il est un degré où tout rapport physique, comme tout rapport « d'affection ou d'affliction » cessent. « A ce point, la successibilité doit cesser aussi. » Les cousins issus de germains, voilà le degré de parenté où elle doit se borner : « Nous leur sommes inconnus, ils sont bien peu nos parents. » Chazal accorde une concession : qu'à la rigueur, le droit successoral descende encore d'un degré ou de deux, mais enfin qu'il s'arrête ; tout a son terme, et n'en point marquer, c'est admettre des procès sans fin.

Tout ceci est assez ordinaire, en l'an VIII. Nous avons vu grandir la réaction contre la successibilité infinie des collatéraux, Chazal ne fait que continuer ce mouvement, mais son originalité est dans la partie affirmative, constructrice, si l'on peut dire, de son discours. Jusque-là, les orateurs se bornaient à des

négations, et tâchaient seulement à détruire le système de l'an II. Chazal ne s'en tient pas là et poursuit : « Mais, dit-on, qui succédera alors ? Qui, la nation. Pourquoi pas la nation ? Aimez-vous mieux les avoués ? Des héritages si litigieux passent toujours aux avoués. », Ceci, c'est le motif pratique, que l'auteur avance en première ligne, pour impressionner les hommes de loi, les jurisconsultes auxquels il s'adresse.

Le but est d'ordre économique : la nation « trouvera à votre décharge une ressource pour fournir à des dépenses nécessaires dont vous profitez. Cette contribution prise sur les morts vaut bien toutes celles qu'on lève sur les vivants. »

Comment justifier rationnellement ce droit successoral de la nation ? Par le caractère purement relatif et conventionnel de la succession collatérale. Les parents indirects n'ont droit à rien ; la société leur enlève ce qu'elle leur avait donné par pure concession. D'ailleurs, c'est encore respecter la volonté du défunt : « le mort aura voulu la loi », puisqu'il n'a pas testé en faveur du collatéral évincé par la nation, il est présumé avoir préféré la seconde au premier (1).

On croit à l'invraisemblable affection collatérale infinie, on peut bien croire « à la reconnaissance civique, si raisonnable, plus juste ».

1. C'est toujours l'explication par l'affection présumée, idée fausse qui gêne ici le raisonnement. L'idée de devoir conviendrait beaucoup mieux.

Second reproche adressé au système de nivôse : la représentation infinie. C'est une cause de désordre social, d'incertitude, d'iniquité, de procès. « Il n'est pas rare de voir partager la succession en cent portions ! » La Révolution, dit Chazal, organisa cette réglementation pour diviser les héritages. C'est un dogme bien ébranlé que celui du nivellement des fortunes. En admettant que le principe soit excellent (ce qu'on n'affirme plus, désormais) à cet excès, il engendre toujours un très grand mal. « Diviser à l'infini, c'est anéantir la chose divisible. »

Il n'y avait pas davantage de raison sérieuse à restreindre la liberté testamentaire dans la collatérale, autant qu'on le fit en l'an II. En ligne directe, il faut la contenir, mais en ligne collatérale ! On doit l'accorder « illimité à tous les degrés sans exception. » Une présomption d'affection fait venir le collatéral à la succession, il faut que le *de cujus* ait toute liberté d'écarter une présomption fausse, par sa volonté propre.

Chazal conclut donc à restreindre à tous points de vue, les droits des collatéraux. Il leur enlève la réserve même au premier degré, annonçant par là, l'article 913 du Code civil. Sa théorie très moderne, très hardie du droit successoral de la nation allait-elle passer dans la pratique ?

Elle était précisément trop neuve et trop audacieuse pour convenir à tous. En l'an VIII, après tant de

bouleversements politiques, de changements de régimes et de chefs, après tant de lois successives, se détruisant l'une l'autre, les législateurs eux-mêmes étaient lassés; on avait trop subi d'audaces et trop consacré d'innovations. La fatigue des esprits réclamait seul le Code civil tant attendu et jamais réalisé. La motion de Chazal ne trouva pas d'écho. On devine par quels arguments on put la combattre (1). L'intérêt général et la morale commandent de ne pas isoler l'individu; la politique enseigne que faire revenir les successions à la collectivité est la caractéristique des états despotiques. Autant adopter le régime turc ! (Favard, Grenier). « Tout cela choque également les idées saines, de la morale et de la politique. » (J.-C. Gillet.) Enfin, il vaut beaucoup mieux attendre le Code civil pour traiter une pareille question. La loi du 4 germinal doit demeurer; sans cela, c'est troubler encore le pays, lui montrer que l'ordre n'est pas revenu, que les fluctuations n'ont point cessé. Les questions de droit privé sont envisagées juridiquement désormais, et l'on pense à l'incidence des lois : « ... Tout se tient, dit encore le tribun Gillet, tout est lié par des rapports indirects ou secrets que le législateur doit saisir dans leur ensemble s'il veut que son œuvre soit solide et durable. »

1. Les discussions eurent lieu les 16 floréal, 16 prairial et 16 fructidor an VIII. (*Arch. Parl.*, 2^e série ; t. I, p. 561 sq., p. 586 sq. p. 632 sq.) On voit par là quel ampleur le Tribunat leur donna.

Sur les droits de l'État en matière d'hérédité, l'opinion ne changeait donc pas : on en restait (sauf des exceptions) à la conception des Révolutionnaires qui avaient horreur du fisc, et aussi de la grande propriété ; le 16 fructidor, Andrieux s'exprime ainsi, en repoussant le projet de Chazal : « Il n'est pas de l'intérêt public que l'État soit si grand propriétaire, les propriétés publiques sont toujours les plus mal cultivées, les moins bien administrées. » On ne songeait pas, bien entendu, à la fortune mobilière.

La motion de Chazal fut donc vivement combattue. Comprise à demi seulement, et, en tous cas, repoussée. Mais, comme le disait Andrieux, « elle a rendu ce service de fixer les idées sur la nécessité de supprimer la représentation infinie en collatérale ». Sur ce point, tout le monde abonda dans le même sens. On reconnut là une des plus grossières erreurs de l'an II, une source intarissable de procès et de troubles ; elle ne trouva plus aucun défenseur.

Mais sur ce point uniquement, Chazal fit prévaloir ses idées. Un de ses collègues, Desrenaudes, semble avoir été le seul à les partager. Il défendit lui aussi le droit successoral de la Nation. A une époque où tant d'hommes donnaient leur vie pour elle, il ne lui sembla pas exagéré de penser qu'ils aimeraient mieux laisser leurs biens à la patrie qu'à des parents inconnus. « Celui qui, durant sa vie, a dû si souvent préférer la patrie à soi et aux siens, peut, à sa mort,

sous le rapport assez indifférent des biens dont il ne va plus jouir, la préférer à des collatéraux très éloignés. »

*
* *

La notion de la succession collatérale est donc plus sérieusement étudiée à ce moment. On dégage peu à peu les idées qui seront celles du Code ; on en avance même qui le dépassent de beaucoup et recueilleront plus de faveur aujourd'hui qu'elles n'en eurent alors. Le Code devait arriver à une conception moyenne, à une transaction. Avant d'entrer en cette ère nouvelle, jetons un regard en arrière, sur l'époque formidable qui l'a précédée.

CONCLUSION

En 1789, le droit successoral français nécessitait une réforme juridique, pour revenir à plus de simplicité, plus de justice et plus d'unité.

La Révolution ne conçut pas son rôle rénovateur en tant que modification technique. Il parut à ses adeptes que l'esprit néfaste de l'Ancien Régime avait privé les hommes des bienfaits du droit naturel, et qu'il fallait les leur rendre. Leur dogme essentiel fut l'égalité, « la sainte égalité ».

Jamais encore, on n'avait donné à cette idée pareille ampleur. Sans doute, les critiques, même des juriconsultes, en dérivèrent ; celle, par exemple, que fit Dumoulin de la primogéniture. Mais les hommes de la Révolution — il faut le répéter — ne la conservèrent pas seulement comme idée juridique : elle devint la base fondamentale de tous leurs principes sociaux. Ils considérèrent l'hérédité comme un moyen de réaliser cette base, sans renverser pourtant la propriété, et disposèrent tous les organes juridiques, de manière à les faire concourir dans ce sens. Nous avons vu pourquoi et comment, ceux de la branche collatérale

y servirent surtout. Au début, on établit l'égalité seulement entre cohéritiers, mais la législation consacra vite l'opinion générale, qui demandait l'égalisation des fortunes et des conditions. On passa de l'action juridique, à l'action politique et économique.

Cette doctrine naissait de deux sources également fécondes : la théorie, les écrits des publicistes plus ou moins hardis ; les faits, les spectacles de misère et de famine, dont on voulait préserver la nation nouvelle.

Dans son *Tableau des progrès de l'esprit humain*, Condorcet résumait cet idéal : « l'égalité de fait, écrivait-il, est le dernier but de l'art social » (II, 59). On croyait tout pouvoir régénérer, et que « les hommes sont ce que le gouvernement les faits (1) ». Grâce à la loi successorale, il ne devait donc plus se trouver ni riches ni pauvres dans la nouvelle société.

On a raillé sans pitié, depuis, ces « illusions du progrès ». La loi du 17 nivôse en fut certainement une. La Convention y avait « lié les volontés individuelles, attenté à la propriété privée dans un intérêt social (2). » C'est peut-être la moins individualiste des lois révolutionnaires ; le *de cuius* n'y a plus aucun droit. On espérait assurer ainsi le bonheur du plus grand nombre. Mais la loi ne put presque pas s'appliquer ; on ne s'était nullement occupé de l'adapter au milieu

1. Raynal. *Hist. philosoph.* (t. X, supplém., p. 455).

2. J. Jaurès. *Etudes socialistes* (in-12. Cahiers de la Quinzaine, 1902 p. 191.

dans lequel elle allait opérer, et d'établir son fonctionnement pratique. Elle était encadrée, d'ailleurs, en un ensemble d'institutions individualistes, et ses auteurs auraient pu se rappeler l'observation de Montesquieu : « Si lorsque le législateur fait un pareil partage, il ne donne pas de lois pour le maintenir... l'inégalité rentrera par le côté que les lois n'auront pas défendu. Il faut donc que l'on règle... toutes les manières de contracter. » On vit qu'il ne suffisait pas de décréter des principes nouveaux, et de leur donner un effet rétroactif ; l'expérience démentit cette croyance révolutionnaire qu'avait formulée Volney (1) : « La loi naturelle consiste tout entière en faits dont la démonstration peut sans cesse se renouveler aux sens et composer une science aussi précise, aussi exacte que la géométrie et les mathématiques. »

Il ne faut, cependant, exagérer cet *a priorisme* : nous avons vu quelle part les circonstances eurent sur les changements de textes ou d'opinions ; combien les idées s'entrecroisent, se complètent ou se contredisent, dans ce chaos, que l'on a très bien appelé (2) « la Révolution innombrable, phénomène essentiellement multiple dans ses causes dans ses éléments, dans ses mouvements, dans ses conséquences ».

1. Dans *La loi naturelle ou catéchisme des citoyens français*.

2. Albert Vandal, cité par L. Madelin. *La Révolution* (Hach., 1911), préface p. VI.

Ce courant égalitaire tombe brusquement en l'an II, avec Robespierre, avons-nous vu ; la révolution successorale tient tout entière en la loi de nivôse. Avant, c'est un acheminement impossible, certes, à négliger dans une étude sérieuse, mais que les contemporains oubliaient presque déjà : « L'Assemblée Constituante, écrit Guichard (1), ne fit qu'effleurer cette matière. L'Assemblée législative n'y toucha point. Il était réservé à la Convention nationale d'entreprendre et de consommer en peu de jours ce grand ouvrage. » Après l'an II, c'est un effort de reconstruction juridique où l'on conserve les bases essentielles du régime nouveau, mais où l'on prépare d'autres matériaux pour élever l'édifice. La succession collatérale en particulier est dégagée de toute politique. La Révolution avait vraiment opposé sur ce point le droit privé et le droit public ; presque tout le monde assignait aux collatéraux des droits secondaires ; la législation juridique n'avait aucun devoir envers eux ; et pourtant, les considérations de droit public leur firent tout accorder. Dégagée de cette influence étrangère, l'hérédité collatérale commence d'être restreinte. On parle même de la remplacer à partir d'un certain degré par l'hérédité nationale, mais c'est une opinion tout isolée. La tendance dominante est pour la succession des parents uniquement, mais arrêtée à un

1. *Code des successions* (3^e édition, Paris, germinal, an VII) préface.

certain degré. Le mouvement qui aboutira au Code se développe peu à peu, depuis la Réaction thermidorienne.

Certains admirateurs de la Révolution ont voulu donner pour point de départ à l'hostilité contre les institutions de l'an II, la dictature bonapartiste. « Nous opposera-t-on, — dit M. Jaurès (2) — que ces dispositions si vigoureuses du droit révolutionnaire (l'auteur vient de parler de la rétroactivité) ont été affaiblies depuis et atténuées ? Oui ; elles l'ont été par le Consulat, sous l'influence de Bonaparte qui voulait rétablir le despotisme paternel comme contrefort du despotisme impérial. »

Les documents que nous avons examinés précédemment, montrent assez quelle sorte d'erreur l'on commet à juger ainsi : on extrait arbitrairement la loi de nivôse et le Code civil du mouvement d'idées qui les sépare, et l'on attribue au despotisme impérial toutes les différences qui existent entre l'une et l'autre. Les idées extrêmes de la convention tombèrent en discrédit bien avant le Consulat. Une de ces idées même, le morcellement des fortunes, ne trouva guère aucun défenseur lors de la préparation du Code civil, si ce n'est précisément... Bonaparte. Cambacérès toujours prêt à changer d'opinion, n'y pensait plus

2. *Op. cit.*, p. 211.

depuis longtemps et ne suivit pas son maître sur ce point (1).

La vérité, c'est que l'œuvre transactionnelle du Code, pour réalisée qu'elle fût en 1804 seulement, ne prend pas moins ses origines dès la réaction anti-terroriste.

*
* *

On a coutume de porter un jugement sur l'œuvre législative de la Révolution à la fin des études qu'on lui consacre. Sauf révision toujours possible, l'appréciation de l'œuvre successorale semble acquise aujourd'hui.

Au point de vue juridique, les principes introduits dans les successions à partir de 1789 forment la base du droit moderne ; la loi de nivôse a radicalement supprimé toute hiérarchie de biens comme de personnes, et fait prévaloir l'idée d'égalité dans les partages. Nous verrons plus loin, en étudiant le Code civil, quelles solutions sont restées, et quelles intentions politiques ont disparu. Ses intentions politiques, la Révolution les avait affirmées avec une force tumultueuse et brutale, qui montre une fois de plus combien l'action peut exclure la réflexion. Mais, la base nouvellement établie se trouvait être supérieure, et pouvait durer,

1. Cf. Albert Vandal. *L'Avènement de Bonaparte*, t. II (chap. sur le Code civil).

une fois libérée des outrances passagères (1). Sur cette base du partage égal, le législateur avait laissé souvent les réglementations antérieures, en ne les modifiant pas toujours essentiellement, et M. Valette a pu écrire une dissertation documentée, « de la durée persistante de l'ensemble du droit civil français, pendant et depuis la Révolution (2) ».

Tous les excès vinrent de l'esprit politique : le droit public, « la constitution », absorba le droit privé, principalement à notre sujet les rédacteurs du Code civil eurent la vision très nette de cette crise : « Toute révolution est une conquête..., disaient-ils ; par la seule force des choses, ces lois sont nécessairement hostiles, partiales, évasives. On est emporté par le besoin de rompre toutes les habitudes, d'affaiblir tous les liens, d'écarter tous les mécontents. On ne s'occupe plus des relations privées des hommes entre eux ; on ne voit que l'objet politique et général ; on cherche des confédérés plutôt que des concitoyens. Tout devient droit public (3). » Les grands conven-

1. Ce fut l'opinion des législateurs, après l'an II : Siméon disait, par exemple, le 16 avril 1803, en parlant de la loi de nivôse : «... loi sage et louable, à beaucoup d'égards, qu'on aurait beaucoup plus appréciée si l'injustice de son effet rétroactif n'eût soulevé contre elle de trop justes ressentiments. » (Fenet, XII, 223).

2. Mémoire lu à l'Institut en 1871. (*Mélanges*, t. I, p. 443-489).

3. Portalis, Tronchet, Bigot-Préameneu, Maleville (*Disc. prélim. de l'an VIII*. Fenet, I, 463).

tionnels, en effet, eurent le désir exalté de tout sacrifier, voire eux-mêmes, à un but social; et, si l'on ne doit tenir compte, en histoire, que des résultats, il faut les condamner pour les excès où aboutirent leurs idéologies réalisées. Et pourtant ce n'est qu'une face de la vérité : même en envisageant ces contrastes déconcertants, Kant pouvait s'écrier : « La Révolution d'un peuple aux riches facultés spirituelles, cette révolution que nous voyons s'accomplir sous nos yeux peut réussir ou échouer; elle peut avoir accumulé des misères et des forfaits à tel point qu'un homme raisonnable, même avec l'espoir de conduire à bien une seconde entreprise de ce genre, ne pourrait pourtant se résoudre à tenter l'expérience à pareil prix; et cependant, cette révolution, dis-je, éveille dans les âmes de tous les spectateurs, une sympathie dans les vœux qui confine à l'enthousiasme (1). »

La succession collatérale dans les travaux préparatoires

Les temps étaient proches où l'effort de codification allait aboutir. Le projet de la Commission du Gouvernement (2), beaucoup plus développé que les

1. Kant, Ed. Hartenstein, t. VII, p. 399 (Cf. Delbos. *Philo. de Kant*, p. 722).

2. Composée de Tronchet, Bigot-Préameneu, Portalis et Maleville.

précédents, fut présenté le 24 thermidor an VIII (1).

Les dispositions qui constituent dans ce projet la loi successorale, sont l'expression des idées courantes à cette époque. Les principes essentiels de la Révolution sont conservés (Livre III, titre I, ch. II). Mais les applications en redeviennent juridiques, l'étude technique passe au premier plan des préoccupations. La représentation n'est plus admise, dans la ligne collatérale, que si le défunt « laisse des frères ou sœurs et des neveux ou nièces, enfants du premier degré de frère ou sœur » (art. 36) (2). La représentation à l'infini, en collatérale n'avait jamais été qu'une exception ; les vues économiques auxquelles son existence avait été due sous la Révolution, ayant disparu, on ne lui assigne plus que son fondement juridique comme principe et comme fin : c'est-à-dire le devoir égal du défunt envers toutes les souches. Ce devoir s'arrête forcément à un certain degré dans la souche.

L'article 27 du projet conservait la fente, l'article 28 écartait la refente, continuant par là les solutions précédemment adoptées. L'ordre de dévolution était l'ordre traditionnel : descendants, ascendants, collatéraux (art. 26). En réalité, comme le faisait remarquer le tribunal d'appel de Paris (3), il y avait

1. Fenet, t. II, début.

2. Dans ce cas, le passage a lieu par souches (art. 37).

3. Fenet, t. V, p. 215.

cinq rangs : 1^o descendants ; 2^o frères et sœurs en concours avec les père et mère ; 3^o frères et sœurs seuls, à défaut de père et mère ; 4^o ascendants en général ; 5^o collatéraux plus éloignés. Le projet conservait en effet la notion de collatéraux privilégiés introduite par Jacqueminot. L'article 46, relatif aux frères et sœurs, reproduit même textuellement l'article 47, du projet Jacqueminot, qui disposait sur le même sujet (1).

La section V, spéciale aux successions collatérales (2), n'innovait sur aucun point. La parenté restait indéfiniment admise à l'hérédité ; la limitation ne devait prévaloir qu'à la fin des discussions qui précéderaient le Code civil.

Le disponible est exactement réglé de la même façon que par le projet Jacqueminot. Les articles correspondent (3). Rappelons l'article 16 : le disponible est du quart en présence des descendants, de la moitié par rapport aux ascendants ou frères et sœurs, des trois

1. Art. 46 du Projet de la Commission du Gouvernement (ou art. 47 du projet Jacqueminot) : « Lorsque le défunt a laissé des frères ou sœurs ou descendants d'eux, ils excluent tous les ascendants autre que les père et mère, encore que les dits frères ou sœurs ne soient que consanguins et utérins. La succession se divise en deux portions égales, dont une moitié est déférée aux père et mère qui la partagent entre eux également, et l'autre moitié est déférée aux frères ou sœurs ou descendants d'eux. »

2. Art. 49-53.

3. Livre II, titre IX, ch. II, section I, art. 16, sq.

quarts pour les neveux et nièces, de la totalité ensuite.

Ce sont ces articles que le tribunal de cassation et les tribunaux d'appel furent invités à apprécier. Nous allons brièvement indiquer dans quel sens ils le firent. Il est intéressant de connaître ces dernières manifestations d'opinions diverses, avant la codification définitive.

Le tribunal de cassation (1) pose en principe qu'un ascendant devrait exclure tous les collatéraux, même descendants d'un ascendant en degré égal au sien, et n'admet pas « qu'en considération des frères ou sœurs utérins on renonce pour eux au principe général qui partage toute succession en deux parts égales, l'une pour la ligne paternelle, l'autre pour la ligne maternelle ». Autrement dit, il repousse l'article 46 (note 1, page précédente).

Le projet n'admettrait la représentation en collatérale, que dans les cas où le défunt laisse des frères ou sœurs, et des neveux ou nièces, enfants au premier degré de ceux-ci (art. 36). Le tribunal de cassation, au contraire, fait venir par représentation, « les enfants au premier degré des frères et sœurs du défunt, soit que quelqu'un des frères et sœurs du défunt lui eut survécu, soit qu'il n'eût laissé ni frère ni sœur, et le partage se fait par souche. » Le tribunal expliquait cette modification : dans une succession où quatre

1. Fenet. t, II, p: 556, sq.

enfants par exemple, seraient appelés à concourir avec un oncle, ils ne prendraient que la moitié ; s'il n'y a pas d'oncle, leur part serait des $\frac{4}{5}$. Il n'existe aucune justification de cette différence. « Convient-il de placer des neveux et nièces dans une position à leur faire désirer la mort de leur oncle ? » Le tribunal voulait en somme l'extension à la ligne collatérale, de la règle admise en ligne directe : partage par souche comme effet de la représentation, indéfiniment en ligne directe, jusqu'aux degrés où l'on reçoit la représentation, en collatérale.

Ces idées ont triomphé : l'article 742 du Code civil a admis la représentation et le partage par souche aussi bien si les oncles sont prédécédés que s'ils **existent encore**. Mais le tribunal de cassation ne vit pas aboutir ses théories, sur un autre point : il demandait l'extention de la représentation non seulement aux arrière-petits-fils du frère, mais aux petits-fils de l'oncle, aux enfants du grand-oncle. C'est sur des raisons d'équité que le tribunal basait cette extension.

Au sujet du disponible, le tribunal semble être resté un peu en-deça de l'opinion générale à ce moment. Beaucoup de ses membres estimaient qu'on doit une réserve aux collatéraux ; « la commission ne s'arrêta qu'à un seul point : c'est qu'un oncle étant au même degré qu'un neveu ne puisse, pas plus que lui, être absolument dépouillé par les donations. » On ajoutait donc à la dernière phrase de l'article 16,

qui fixe un disponible des $\frac{3}{4}$ si le défunt laisse des neveux ou nièces, on ajoutait le mot *oncles*, pour qu'ils eussent aussi cette réserve. Un membre proposa de décider que la donation faite à un successible (renonçant ou acceptant) ne puisse excéder deux portions héréditaires, mais la majorité repoussa cette motion et maintint les dispositions du projet.

Telles sont les observations qui nous concernent parmi celles que présenta le tribunal de cassation. Elles sont toutes inspirées par les considérations juridiques, et non plus comme précédemment par des vues politiques. Les raisons émises pour justifier l'élargissement de la représentation ne sont aucunement empruntées au droit public ; elles s'appuient seulement sur le devoir égal du *de cujus* envers les diverses souches. L'extension de la réserve aux oncles n'est inspirée que par une pensée d'équité. Est-ce à dire qu'on sacrifie les conquêtes révolutionnaires ? Nullement, les principes restent les mêmes : « L'égalité, dit un membre du Tribunal (1), est ce qui paraît à tous les hommes le plus nécessaire et le plus juste dans le partage d'une succession ; l'inégalité est ce dont ils sont le plus choqués. On se révolte contre ce qui blesse cette égalité, nous calculons tous avec amertume, moins nos pertes que l'injustice des préférences accordées à ceux qui nous sont égaux en droit. »

1. Fenet, II, p. 700.

Ce compromis entre l'esprit juridique et les principes établis par l'esprit politique, cette *transaction* que nous avons déjà constatée se retrouve aussi dans les remarques des tribunaux d'appel, comme elle prendra définitivement place dans les dispositions du Code civil.

Les observations à tendances économiques ou, plus généralement, extra-juridiques, sont, en effet, très rares. Le tribunal de Liège (1) est le seul qui demande l'extension de la représentation collatérale, parce que cette dernière est propre à amener le morcellement des fortunes. Il estime que le projet lui a donné trop peu d'étendue, et il le regrette, parce que « la division des propriétés est toujours avantageuse dans une République ». Beaucoup d'autres tribunaux jugent aussi qu'on pourrait accorder plus largement le bénéfice de la représentation ; mais ils ne se placent qu'au point de vue juridique. « Ne serait-il pas juste, dit le tribunal d'Amiens, d'étendre la représentation jusqu'aux enfants des neveux et nièces » (2) ? Ceux de Bruxelles, de Douai, de Metz, réclamaient la même extension, pour des raisons identiques (3). Les tribunaux de Lyon et de Rennes demandaient qu'on accordât la représentation à tous les descen-

1. Fenet, III, p. 624.

2. Fenet, t. III, p. 135.

3. Fenet, t. III, p. 268 ; 515, t. IV, p. 376.

dants des frères (1). « Le projet de Cambacérès, article 594, allait trop loin ; celui-ci ne s'avance pas assez. Le juste milieu serait d'admettre en collatérale, la représentation, toutes les fois que les représentants se rallient au même tronc commun du défunt et de son plus proche parent (2). »

De tous ceux qui se prononcèrent sur la question, le tribunal de Rouen est le seul à vouloir restreindre la représentation collatérale au premier degré. Cette opinion isolée est à l'antipode d'une autre opinion isolée, celle du tribunal de Liège qui réclamait la représentation collatérale étendue (avons-nous vu) pour ses conséquences de nivellement social. Le tribunal de Rouen déclare au contraire que ce système a « l'inconvénient de morceler trop les propriétés et de n'être pas très approprié à la consistance d'un grand empire (3) ».

Sur l'ordre de dévolution, Paris et Toulouse présentèrent des observations où les droits accordés aux collatéraux sont critiqués. Le privilège accordé aux frères et sœurs, semble être « un reste du droit nouveau introduit par la loi du 17 nivôse an II. On l'a modérée. Mais encore ne faudrait-il pas aller trop loin. Aujourd'hui, l'on est revenu de ces idées exa-

1. Fenet, t. IV, p. 114 ; t. V, p. 357.

2. Tribunal d'appel de Rennes (Fenet, V, p. 357).

3. Fenet, V, p. 475.

gérées de division et d'égalité qui ont paru impraticables (1). »

Toulouse estimait excessif aussi d'adjuger la moitié de la succession à des collatéraux quelque éloignés qu'ils soient, au préjudice de l'ascendant, même au premier degré, de l'autre ligne (2). (La critique visait l'article 43 du projet.)

Le principe de la fente fut attaqué par quelques tribunaux. A Toulouse, la division illimitée en deux lignes parut « nécessiter des généalogies très compliquées » (3). A Montpellier, on lui opposa un argument de fond : la fente amène des résultats contraires à « la volonté présumée du défunt qui est la règle d'après laquelle les successions sont déferées » (4) ; ainsi pour le cas où l'une des lignes ne sera représentée que par un seul collatéral qui prendra la moitié affectée à sa ligne, alors que dans l'autre, un grand nombre de parents, de degré plus proche, se partageront l'autre moitié. Nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de telles critiques (5).

L'abolition de la refente n'en souleva aucune, en

1. Tribunal d'appel de Paris (*Observations* rédigées par Treilhard et Augier), Fenet, V, p. 216.

2. Toulouse. Fenet, V, p. 577.

3. Toulouse. *Ibid.*

4. Montpellier. Fenet, IV, p. 439.

5. Cf. p. 175.

dehors du tribunal de Rouen ; il fut le seul à vouloir demander le retour aux anciens errements (1).

La question de la limitation du droit de succéder ne fut examinée que par le tribunal de Montpellier ; peu favorable aux collatéraux éloignés, il faisait passer le droit de l'époux avant le leur, et demandait la fixation d'un degré au delà duquel les collatéraux ne seraient plus admis (2).

Le tribunal de Lyon réclamait un droit sur les biens en déshérence, au profit de « l'administration de l'hospice des enfants trouvés le plus voisin du domicile » (3), mais ils n'indiquait aucune limitation de successibilité.

Le point qui fut le plus étudié par les tribunaux d'appel est celui de la réserve en collatérale. Les uns désiraient son augmentation plus ou moins large, les autres sa restriction plus ou moins étroite, ou même sa suppression. Nous allons indiquer brièvement les observations des premiers et des seconds.

Le tribunal d'Angers remarque que « la faculté d'avantager un successible peut devenir une cause de discussion dans les familles ; et que d'ailleurs les dispositions du projet permettent des avantages excessifs (4). » Il se borne à cette appréciation générale

1. Fenet, V, p. 475.

2. Fenet, IV, p. 440.

3. Fenet, p. 113 et p. 123.

4. Fenet, III, p. 151.

où se retrouve un peu des idées de la Convention, mais ne décide pas quelle quotité de bien doit être réservée.

C'est l'ordinaire de ces observations : le tribunal de Bruxelles voudrait augmenter la légitime des frères et sœurs, « qui tiennent immédiatement leur patrimoine d'une source commune », et aussi celle des neveux (1). Rennes préférerait la réglementation de la loi du 4 germinal an VIII, à la nouvelle, qui accorde une réserve insuffisante (2). Orléans trouve mauvaise également la nouvelle disposition, et voudrait un disponible moins large : un tiers seulement en présence des neveux et nièces. Le disponible de la moitié ne devrait avoir lieu que si les seuls parents sont des cousins germains ; ensuite seulement il pourrait s'élever au delà (3). Rouen déclare plus vaguement : « L'article 16 nous paraît impolitique... Nous désirerions que même à l'égard d'un certain nombre de collatéraux et dans des degrés assez étendus, les droits de famille fussent protégés contre l'excès des donations (4). »

Mais, les tribunaux dont l'opinion se trouve à l'op-

1. Fenet, III, p. 276.

2. Fenet, t. V, p. 383.

3. Fenet, t. V, p. 74.

4. Fenet, t. V, p. 525. Le tribunal de Lyon voulait que l'oncle fut mis au même rang que le neveu, et bénéficiât de la même légitime (Fenet, IV, p. 156).

posé, sont les plus nombreux. On estime, en général, que la réduction du disponible « gêne le droit de propriété, et empêche les collatéraux de gratifier les proches, de qui ils ont reçu des satisfactions et des services », ainsi que le dit le tribunal de Montpellier (1). Toulouse espère au moins qu'on permettra de disposer en usufruit d'une quotité plus forte qu'en pleine propriété (2). Limoges réduit la légitime des frères et sœurs au tiers (3). Grenoble pense que celle du quart, attribuée aux neveux et nièces donnera souvent lieu à des difficultés, « eu égard au grand nombre de neveux, et à la modicité de la majorité des fortunes ». Il vaut mieux, à ce degré, permettre de disposer pour la totalité (4). Les membres du tribunal de Lyon ne purent se mettre d'accord là-dessus : l'un bornait toute réserve aux frères et sœurs ; un second « adoptait le projet tel que » ; un autre préférerait la loi de germinal. La rédaction penche plutôt vers la protection des parents que vers la libération du disponible (5).

Enfin, plusieurs tribunaux supprimaient toute entrave, en ligne collatérale, à la faculté de disposer. Le tribunal de Paris (Treilhard) ne voit aucun fonde-

1. Fenet, t. IV, p. 440 s.

2. Fenet, t. V, p. 606.

3. Fenet, t. IV, p. 21.

4. Fenet, t. III, p. 575.

5. Fenet, t. IV, p. 156.

ment à la légitime, même des frères et sœurs. Le défunt ne leur devait rien : « nul motif ne l'oblige à assurer leur subsistance, ni conséquemment à leur réserver une portion de ses biens. » On alléguait aussi que l'ancien droit ne leur en accordait aucune, mais seulement une action *ab irato* (1). Cette opinion, rejetant la légitime, de la ligne collatérale, était aussi celle des tribunaux d'Agen et de Dijon (2). On sait qu'elle devait rester définitive.

En somme, ces *observations* marquent une nouvelle étape vers le Code civil, nous y voyons apparaître pour la première fois certaines solutions que le Code conservera, telles la suppression de la réserve, en collatérale, la représentation en faveur des enfants et descendants de frères et sœurs, le défunt laissant ou non d'autres frères ou sœurs. C'est encore un tribunal d'appel, celui de Montpellier, qui demande l'arrêt de la successibilité, à un certain degré. Nous avons remarqué surtout le calme esprit de réflexion juridique qui imprègne l'ensemble des réponses, l'équité avec laquelle les différents corps consultés cherchent à opter entre les différents systèmes essayés jusque-là. A peine une déclamation révolutionnaire échappe-t-elle encore, comme par hasard.

∴

1. Fenet, t. V, p. 216.

2. Fenet, t. III, p. 17 (Agen) ; t. III, p. 503, s. (Dijon).

A leur tour les législateurs utilisèrent ces études, lorsque se rouvrirent les débats sur le projet.

Le titre des successions fut mis en discussion devant le Conseil d'État, à la séance du 25 frimaire an XI (16 déc. 1802) (1). Examinons comme précédemment, les idées émises sur les successions collatérales.

C'est à cette séance que Cambacérès proposa le rétablissement de la *paterna paternis*, « pourvu que ses effets ne s'étendissent pas au-delà des degrés de parenté assez proches pour que l'origine des biens ne soit enveloppée d'aucune incertitude ».

La règle *paterna paternis*, n'apparaissait pas, en effet, comme incompatible avec le nouvel ordre de succession. Bigot-Préameneu le fit tout de suite remarquer : « La loi règle l'ordre de succéder d'après les divers degrés d'affection qu'elle a dû supposer dans celui qui est décédé ; or, dans tous les cœurs, on trouve le désir que les biens d'une famille ne passent pas à l'autre, par suite du système des successions. » Il suffisait de borner l'application de la règle.

Cependant les raisons pratiques l'emportèrent. Les auteurs du Code, désiraient avant tout écarter les complications, tarir les sources des procès. Berlier fit remarquer que le système de la fente avait pour lui l'expérience de neuf années déjà, et l'approba-

1. Fenet, XII, p. 12 sq.

tion de presque tous les tribunaux consultés ; Portalis condamnait aussi la règle antérieure.

Le principe de la fente, généralisé par la loi de nivôse, est incontestablement un principe égalitaire. Nous avons vu qu'on l'attaqua beaucoup. Un tribunal d'appel, celui de Montpellier, lui reprocha d'être contraire à la base de dévolution, en accordant la même part à des individus beaucoup plus éloignés du défunt, les uns par rapport aux autres (1). Le tribunal de Toulouse déclara que ce système nécessitait des généalogies très compliquées (2). Était-ce bien à la fente que s'adressaient ces critiques ? ne dépendent-elles pas essentiellement de la question de successibilité trop large ? Le projet de l'an VIII admettait indéfiniment les collatéraux à la succession. Nous allons voir que le Code ne les reçut que jusqu'au 12° degré. C'était déjà borner les inconvénients. On ne pouvait plus voir la moitié de la masse héréditaire déférée à un collatéral du 15° degré, seul en sa ligne, alors que l'autre moitié était partagée entre cinq ou six neveux, parents au 3° degré ! Mais les résultats exagérés ne disparaissaient pas : l'hypothèse d'un collatéral au 12° degré restait possible. Et, s'il y a conséquences excessives, il importe de remarquer que la cause n'en est pas dans l'idée de fente,

1. Cf. *supra*, p. 171.

2. Cf. *supra*, p. 171.

mais bien en celle de successibilité trop éloignée. Il nous fallait signaler la question dès maintenant, à propos de la discussion au Conseil d'État, mais nous aurons plus loin à rappeler les solutions, lorsque nous étudierons la limitation de successibilité.

Sur la représentation collatérale, les désirs des tribunaux furent exaucés. On étendit la faveur aux petits neveux, qu'ils fussent ou non en présence de frères du défunt. Berlier donne pour seule limite à la représentation le degré où la généalogie est encore facile à établir (1). Portalis déclare que « ce sont des vues d'ordre réglées sur les affections présumées du défunt » qui ont fait établir la représentation (2). Berlier rappelle les observations du tribunal de Lyon, tendant à faire recevoir la représentation à l'infini pour les descendants des frères du défunt ; le conseil finit par adopter ce principe, mais sans l'étendre aux cousins qu'avaient écartés Bonaparte, Tronchet, et Treilhard (3).

La section V des successions collatérales était dès lors rédigée telle qu'elle resta dans le Code de 1804, sauf les articles 38 et 39, correspondant aux articles 752 et 753. La rédaction de ces derniers fut remaniée, sans changements de fond, si ce n'est qu'on repoussa — nous venons de le voir — la représen-

1. Fenet, XII, p. 18.

2. Fenet, XII, p. 19.

3. Fenet, XII, p. 20.

tation des cousins. En somme les idées étaient fixées sur ces détails, depuis quelques temps déjà ; les seuls point discutés restaient la représentation, la réserve, la limitation, et ils se trouvaient réglés ailleurs.

La discussion sur le *disponible en collatérale* s'ouvrit au Conseil d'État le 30 nivôse an XI (20 janvier 1803) (1). Nous avons vu plusieurs tribunaux d'appel réclamer un disponible absolu, même en présence des frères et sœurs, ce devait être aussi la solution du Code, mais les législateurs n'y parvinrent que graduellement. Le 30 nivôse an XI, Bigot-Préame-neu accordait un disponible de la totalité pour les donations entre vifs, et des trois quarts, par testament. On reprochait à la loi de nivôse d'avoir accordé aux collatéraux des droits excessifs : « C'était, dit Tronchet (2), l'abus de l'imagination échauffée par une théorie brillante de métaphysique, la destruction de toute autorité paternelle, une égalité injuste. » Tronchet voulait pourtant conserver une légitime aux collatéraux rapprochés : « La nature ayant établi des liens très étroits entre les parents de ce degré, ce serait l'outrager que de les priver de tout en faveur d'étrangers (3). »

Portalès, au contraire, restreignait la légitime, à la seule ligne directe, « à cause de l'obligation imposée

1. Fenet, XII, p. 299.

2. Fenet, XII, p. 305.

3. Fenet, XII, p. 320.

à un père de pourvoir à l'établissement de ses enfants ; or, cette obligation n'existe pas entre les frères » (1). D'ailleurs, on peut disposer de la totalité entre vifs, au profit d'étrangers : comment empêcher alors, de disposer en faveur d'un frère qu'on a de sérieux motifs de préférer aux autres ? L'égalité aveugle est injuste, il est temps que la justice reprenne ses droits.

Dès lors, la réserve en collatérale fut condamnée. Muraire exposa que c'était « dénaturer les principes que de l'accorder (2) ». Les frères n'ont aucune obligation, les uns envers les autres. De plus — c'était une remarque de Portalis — si le patrimoine vient d'un père commun, c'est augmenter la légitime des enfants que de leur en réserver encore une partie dans la succession de leurs frères ; si le patrimoine a été acquis par le propriétaire, il est juste de ne point le forcer dans sa disposition. Gally réclama également la suppression de la légitime.

Et pourtant, à la fin de ces discussions, le Conseil décida que la loi établirait une réserve aux frères et sœurs. Cet arrêt momentané dans les idées courantes semblent bien devoir être attribué au Premier Consul (3). Il désirait une réserve en collatérale, et pour la justifier, il s'appuya sur l'ancienne réserve coutu-

1. Fenet, XII, p. 321.

2. Fenet, XII, p. 323.

3. Même séance (28 pluvi., an XI, 17 fév. 1803), Fenet, XII, p. 323 sq.

mière des propres. Cretet et Maleville, sans commettre une telle erreur historique, le soutinrent en principe, et déclarèrent que la suppression de toute protection en collatérale serait un changement bien brusque, après une période où la presque totalité des biens se trouvait réservée. Et ce conseil, provisoirement, conserva la légitime.

Mais cette modification à la théorie que nous avons suivie dans les Assemblées depuis l'an II, fut éphémère : Tronchet et Treilhard durent continuer d'expliquer à Bonaparte — ainsi qu'ils avaient commencé de le faire au Conseil d'État — que la réserve coutumière des propres était toute différente de la légitime traditionnelle que l'on discutait pour lors.

Le 3 germinal an XI (24 mars 1803) la nouvelle rédaction de l'article 23, par Bigot-Préameneu, accorde encore une réserve d'un quart aux frères et sœurs (1), mais quelques jours après, le 31 mars, la section de législation du Tribunal déclare sur l'article 23, qu'elle est « unanimement d'avis que tout individu sans descendants ni ascendants, doit avoir une liberté illimitée de disposer de ses biens... Les liens de famille n'en seront pas relâchés, au contraire, les collatéraux seront meilleurs quand ils sauront qu'on a le pouvoir de les punir (2). »

1. Fenet, *loc. cit.*

2. Fenet, t. XII. Communication officielle à la section de Législation du Tribunal (p. 444).

Le 14 avril, Bigot-Préameneu rapportait cette opinion du Tribunal, au Conseil d'Etat (1), et l'on rédigeait l'article qui devint le 916° du Code : « A défaut d'ascendants et de descendants, les libéralités par actes entre-vifs ou testamentaires pourront épuiser la totalité des biens. » C'était la conclusion logique des idées qui depuis l'an II, avaient graduellement élargi le disponible, dans la ligne collatérale.

Ces idées défavorables aux droits des collatéraux, alliées au désir de simplifier et d'éviter les litiges, devaient amener une *limitation de la successibilité*.

Treilhard l'expliqua dans son rapport au Corps législatif, à la séance du 19 germinal an XI (9 avril 1803) (2). Les parents après le 12° degré ne succèdent plus. « Les relations de famille sont effacées dans un si grand éloignement et une longue expérience nous a prouvé que des successions dévolues à de telles distances, étaient toujours en proie à une foule de contestations qui concentraient, pour ainsi dire, toute l'hérédité dans la main des gens de justice ; heureux encore, lorsque la cupidité enflammée ne soutenait pas ses prétentions par de fausses généalogies, si difficiles à reconnaître quand il faut remonter à plusieurs siècles. »

Ce sont donc surtout des raisons pratiques, des con-

1. Fenet, p. 470.

2. Fenet, p. 148.

sidérations d'ordre et de paix publique, qui firent admettre la restriction de la successibilité. Cette mesure ne pouvait d'ailleurs blesser l'ordre naturel, parce qu'à ce degré, les liens de famille se détachent d'eux-mêmes. Après le 12^e degré, disait Siméon au Tribunat, « on est si éloigné de la souche commune, les sentiments d'affection et de famille sont si usés, que la plupart du temps on ne se connaît pas, et l'on n'a respectivement pas plus de droit que les autres hommes » (1).

Cette limitation du droit de succéder, est la question la plus agitée aujourd'hui ; les mœurs et les théories se sont modifiées depuis le Code civil, et le texte ne leur correspond plus. Mais c'est une étude nouvelle et qui suscite certains développements ; aussi bien en avons-nous terminé avec le droit intermédiaire, il nous reste seulement à résumer les idées directrices du Code Napoléon sur notre matière.

Le Code civil. Le Droit nouveau

Le Code civil est un retour à l'esprit juridique, par delà les complications irrationnelles et surannées de l'ancien droit, comme par delà les outrances politiques de la Révolution. Guidés seulement par le raisonnement technique et leur expérience de légistes, ses auteurs concilièrent sans parti-pris ce que l'on

1. Fenet, t. XII, p. 229.

pouvait conserver du régime ancien, avec ce qu'il fallait garder du régime nouveau. Ils ne voulurent point renier « l'expérience du passé et cette tradition de bon sens, de règles et de maximes qui est parvenue jusqu'à nous et qui forme l'esprit des siècles » (1). La Révolution avait pu trouver dans les événements tragiques qu'elle vécut, « de puissants motifs pour suivre la raison politique ». La nation devait se diriger désormais « par la raison civile qui ne choque personne, qui prévient les rivalités et les haines dans les familles, qui propage l'esprit de fraternité et de justice et qui maintient plus solidement l'harmonie générale de la société » (2).

Depuis l'an II, nous avons pu suivre la marche progressive de l'opinion et de la législation vers une conception vraiment juridique du droit successoral ; le Code de 1804 est le résultat de cette tendance, l'expression lentement dégagée de cet esprit nouveau.

Il conserve l'égalité comme principe général de dévolution, mais c'est davantage une notion renouvelée du droit des Nouvelles qu'il admet de l'égalité, qu'un système politique analogue à celui de la Convention. Aussi la liberté testamentaire n'est-elle plus étroitement enserrée dans les bornes fixées en l'an II.

C'est devenu une banalité parmi les publicistes

1. Portalis. *Discours préliminaire pour la présentation du projet de la Comm. du Gouv.* Fenet, I, 466.

2. *Id.*, Fenet, I, 517.

conservateurs, que de considérer l'œuvre successorale du Code comme destructrice de l'autorité paternelle, par faveur exagérée pour les jeunes générations, et par application de ce néfaste individualisme que détestent si vigoureusement les théoriciens en question. Il importe d'étudier juridiquement l'organisation établie.

Le Code civil a libéré la succession, le patrimoine du défunt, « du droit éminent que les membres de la famille (1) » avaient sur cette masse de biens. La Révolution mettait au premier plan ces membres de la famille ; elle leur reconnaissait un « droit naturel » que le défunt ne pouvait violer. Avec le Code, il y a déplacement de point de vue. L'ordre de dévolution prend pour axe le *de cuius* lui-même, son patrimoine est individualisé.

La succession est une concession de la société. De cette dernière seule naît la propriété : « La société civile est la seule et véritable source de la propriété » (Chabot) (2). Mais le droit de propriété finit à la mort du titulaire. Il faut une nouvelle concession pour qu'il y ait droit héréditaire : « Sans doute, il y a de puissants motifs de convenance et d'équité de laisser les biens à la famille du propriétaire, mais à parler exactement, aucun membre de cette famille ne peut les réclamer à titre rigoureux de propriété (3). »

1. Vallier. *Le fondement successoral en droit français* (p. 288),

2. 16 avril 1803, Fenet, XII, 161.

3. Discours préliminaire (Fenet, I, p. 517). Cf. Introduction, p. 10.

Par conséquent, la loi est la seule base du droit successoral, qu'elle fonde sur l'intérêt social. Mais comment répartira-t-elle les biens de l'hérédité ? Comment se fera la dévolution ?

C'est ici — et ici seulement — qu'intervient la comparaison du testament présumé. « La loi règle l'ordre de succéder, dit Bigot-Préameneu (1), d'après les divers degrés d'affection qu'elle a dû supposer dans celui qui est décédé. » C'est donc bien le défunt qui est le centre de la succession. La loi civile, par intérêt social, prend en considération l'affection « qu'elle a dû supposer » chez le défunt envers les divers membres de sa famille, c'est-à-dire l'affection telle qu'elle doit être, ou — ce qui n'est pas essentiellement modifier l'idée — ou plutôt le *devoir* d'affection qu'impose la parenté. Ainsi compris, le sentiment devient notion juridique. Mais l'affection présumée, base de la succession, n'était qu'une idée fausse ; « admirablement d'accord avec la philosophie encyclopédique, mais fausse. » (2) Nous n'avons point à y revenir.

On n'impose pas radicalement au *de cuius* une réglementation donnée ; le disponible s'est beaucoup

1. 25 frimaire an XI (16 déc. 1802), Fenet, XII p. 14.

2. R. Saleilles. *Cours de Légis. Civ. comparée* (Paris, 1910-1911 inédit). *L'obligation de l'héritier aux dettes successorales*. D'ailleurs, on faisait seulement à ce moment-là de cette idée, la base de la dévolution : «... la volonté présumée du défunt qui est la règle d'après laquelle les successions sont déférées. » (Trib. d'appel de Montpellier. Fenet, IV, p. 439.)

accru depuis l'an II. Par conséquent, le défunt peut détruire par testament une présomption erronnée en l'espèce. Au fond, il était encore possible, après le Code, d'avantager un successible. Si le droit d'aînesse avait été vraiment enraciné dans les mœurs, il eût assurément triomphé et fait agrandir encore la faculté testamentaire. On a dit qu'en art, on ne tuait que les morts ; ce semble également vrai de la législation.

Le devoir du défunt s'affaiblit avec les degrés : il est moins fort en collatérale. On l'estime nul, après le 12^e degré. La succession collatérale rentre dans ses bornes juridiques, elle revient au dernier rang ; les frères et sœurs toutefois, envers qui le devoir est presque immédiat et puissant encore, concourent avec les père et mère. Un devoir égal aussi, envers les différentes souches, fait admettre la représentation. La fente est conservée.

Le Code abandonna le système des parentèles, propre aux nations germaniques et étranger aux traditions françaises, pour revenir au mode latin des ordres, comme dans la Nouvelle 118. Ces ordres sont formés par les parents suivants : 1^o descendants ; 2^o frère et sœurs (ou descendants d'eux) et père et mère ; 3^o ascendants ; 4^o collatéraux ordinaires jusqu'au 12^e degré.

∴

Les droits des collatéraux ne sont plus ce qu'ils étaient dans le Code Napoléon : on sait que les idées

d'abord, la législation de la fin du xix^e siècle ensuite, ont interposé entre les collatéraux et le *de cujus*, le conjoint survivant, ou les enfants naturels de ce *de cujus*. La loi du 9 mars 1891 a réparé en faveur du conjoint l'oubli du Code civil : avec le nouveau texte, il peut arriver que les droits des collatéraux soient restreints quant à l'usufruit des biens accordés à l'époux survivant. Ils le sont surtout par la loi du 25 mars 1896 qui a fait, des enfants naturels, de véritables héritiers. Mais ces deux lois ne sont point opposées aux idées directrices du Code. L'introduction de nouveaux successibles restait possible, puisque la successibilité n'était pas liée à la consanguinité, et que l'on avait supprimé toute idée de copropriété familiale.

L'admission du conjoint et des enfants naturels se justifie fort bien d'ailleurs, au point de vue juridique, par la notion de devoir. Mais remarquons que cette notion pas plus que celle d'affection ne saurait être admise complètement en ce qui concerne les enfants naturels. On peut soutenir que les devoirs et les affections du défunt sont aussi forts par rapport à sa famille naturelle qu'à l'égard de sa famille légitime. On serait ainsi conduit à l'assimilation complète, comme sous la convention. Mais la loi seule fonde le droit successoral, par nécessité sociale; et le législateur a jugé que l'intérêt social commandait de rejeter l'assimilation totale.

Il nous reste à étudier plus en détail la question de la limitation (1).

Nous avons vu que le Code civil, en fixant le 12° degré comme dernière limite de successibilité, avait voulu éviter les litiges, les complications qu'entraîne la preuve de la parenté éloignée. Les rédacteurs ont été guidés par des raisons pratiques. Il n'ont nullement voulu accorder un droit à la collectivité ; nous pouvons dire, actuellement, qu'ils faisaient « une place non négligeable » à ce droit (2), en proclamant déshérence après le 12° degré, mais, au fond, c'est un point de vue actuel ; nous avons noté que tout droit héréditaire national fut combattu et repoussé, lors de la motion de Chazal.

Le Code, pour déterminer sa limitation, a tenu compte du fait que, jusqu'à ce moment, la successibilité avait été reçue indéfiniment. Il lui sembla qu'une restriction trop forte apparaîtrait comme une confiscation brutale ; on était alors inspiré par des vues modérées, et l'on préféra étendre trop que trop restreindre.

Que, dès cette époque, le 12° degré ait été trop éloigné, c'est ce qu'il est impossible de nier. Nous avons vu répéter, sous la Révolution, que « rigoureusement, on ne doit rien aux collatéraux ». On ne

1. *Ce qui suit ne saurait être pris pour autre chose qu'une esquisse.*

2. M. Amb. Colin. *Le droit de succ. dans le Code civ. (Liv. du centenaire, t. I^{er}, p. 323).*

reçut indéfiniment les collatéraux à la succession, que par motifs politiques, comme sous l'Ancien Régime. « Les lois supposent, disait Portalis le 16 décembre 1802, que dans le degré de petit-neveu, le lien de la parenté ne subsiste presque plus, puisqu'elles n'admettent pas à ce degré la récusation des juges » (1). Et Maleville: « La famille du défunt est composée de ses proches, et non de parents au 10^e degré qu'il ne connaissait peut-être pas, et auxquels il n'aurait eu garde de destiner ses biens (2). » Le Premier Consul lui-même qu'on loue (ou auquel on reproche, suivant les opinions), d'avoir rétabli l'autorité paternelle et la famille, estimait que « les cousins germains sont chefs de familles distinctes et séparées, et ne se connaissent que comme individus » (3).

Depuis, toutes les conditions de la vie moderne ont de plus en plus accentué cette distance, entre les parents indirects et leur collatéral. Il y a, en réalité plusieurs familles, où il n'en existait qu'une seule autrefois. C'est un fait trop connu, trop souvent signalé pour que nous devions insister. Stuart Mill a combattu ardemment cette conception archaïque de la famille : « Aujourd'hui, disait-il, la propriété est atta-

1. Fenet, XII, p. 19.

2. *Analyse raisonnée*, (Paris, 1805), t. II, p. 184. De même : « Les cousins issus de germains ne sont presque plus parents. » (Gary, au Tribunat, 29 ventôse, an VIII. Cf. *supra*, p. 154) et Chazal, (cf. p. 157).

3. Fenet, XII, p. 20 (16 déc. 1802).

chée aux individus, non aux familles ; les enfants parvenus à l'âge adulte ne suivent pas les professions ou la fortune de leur père. » Des parents plus éloignés sont en général aussi complètement étrangers à la famille et à ses intérêts que s'ils ne lui étaient attachés par aucune espèce de liens... Je ne vois aucune raison pour qu'il existe un droit de succession pour les collatéraux... Peu de personnes soutiendront qu'il y ait aucune raison solide pour que les épargnes de quelque avare sans enfant aillent à sa mort, comme cela arrive tous les jours, enrichir un parent éloigné qui ne l'a jamais vu, qui peut-être n'a jamais su qu'il eût un parent, jusqu'au jour où cela a pu lui profiter, en quelque façon, et qui n'avait à son égard aucun droit moral supérieur à celui de l'individu qui lui aurait été complètement étranger (1). Quelle espèce de droit peut bien avoir, actuellement, un collatéral au 12^e degré, sur la succession de son parent ? Quel devoir ce dernier a-t-il envers lui ? Juridiquement, le droit de succession, qui dérive de la loi s'appuie sur l'idée de devoir. Est-il possible ici, de justifier *juridiquement* l'admission de pareils successibles ? Assurément non. La conscience populaire distingue complètement une telle succession, de la succession directe, ou de celle des frères et sœurs (2). Il y a

1. *Principes d'écon. polit.*, t. I, p. 256 sq. (Liv. II, ch. II, § 3).

2. Les dernières lois de finances assimilent les collatéraux éloignés aux étrangers.

quelque chose d'étrange à bénéficier ainsi de la mort d'un inconnu, auquel des parents oubliés vous rattachaient. Bernhöft estime ce gain beaucoup plus immoral que celui réalisé à la loterie. Nous avons déjà montré qu'il était dangereux pour la loi successorale de prêter à de telles critiques ; la transmission héréditaire risque d'être emportée tout entière ; et que peut-on répondre *en droit*, à ceux qui estiment néfaste de permettre à des gens d'être uniquement « les petits neveux de leurs grands-oncles » ? Il n'y a pas d'argument juridique, ni d'argument moral qui puissent répondre à cette objection.

La question juridique consiste à chercher jusqu'en quelle limite le *de cujus* est tenu d'un devoir. On propose depuis longtemps le 6^e degré, certains réduisent la successibilité au 4^e ; mais il y aurait, peut-être, une trop brusque transition à réduire autant les droits des collatéraux.

On a donné d'excellentes raisons pour les étendre jusqu'au 6^e (1). Le devoir s'étend encore jusque là,

1. Cf. sur toute la question : E. Vallier, thèse citée, p. 474 sq. Le Code civil espagnol arrête la successibilité au 6^e degré, et les législations sud-américaines l'ont imité sur ce point (art. 955). C'est ce degré que propose aussi la Révision du Code civil belge (Rapport de M. Van Diervillet professeur à l'Université cathol. de Louvain sur le *Titre des Succ.*, 1^{re} partie, p. 26 (Bruxelles, 1897). Laurent déclare : « A notre avis, la succession collatérale ne devrait pas s'étendre au delà de cousins germains » (*Principes de Droit civ. fr.*, VIII, p. 563.) Les économistes, même non socialistes restreignent la succ. collat. au 6^e de-

en beaucoup de cas, et du moins connaît-on encore ses parents, en ce degré. On pourrait donc revenir à la limitation romaine, introduite par le prêteur. Taxera-t-on une telle réforme de nouveauté audacieuse ?

*
* *

Nous nous sommes placés seulement au point de vue juridique pour critiquer la trop grande extension du droit de succession collatérale. La question risque en effet d'être obscurcie, et la solution, surtout, d'être compromise, si l'on mêle le point de vue juridique et le point de vue politique. Beaucoup de propositions parlementaires tendent à faire restreindre la succession des collatéraux, au 6°, au 4° degré parfois. Nous avons montré que cette réforme, juridiquement, s'impose. Malheureusement, les propositions dont nous parlons sont toutes placées sur le terrain politique (comme pendant la Révolution). Leurs auteurs ont avoué avec beaucoup de franchise les motifs fiscaux qui les guidaient, et les réformes n'ont jamais abouti (1).

gré généralement. (Colson. *Cours*, II, p. 182. Cf. aussi: Cauvès. *Cours* 3° éd., III, n° 1042. Gide. *Cours* (in-8°, 1909), p. 474 sp.). La tendance est générale.

Pour les Codes étrangers, voir Roguin (*Succ.*) et la thèse de M. Mazurié, *La succ. coll.* (Paris (1912).

1. Voici la liste de ces propositions de lois : suppression : prop. Barodet (1837-1891-1894); Planteau (1888); Chassaing (1892-1894); Alle-

La conception que l'on se fait de l'impôt sur les successions est cependant nouvelle et particulière (2) : ce n'est plus une mesure fiscale proprement dite, mais un prélèvement affecté à un but social déterminé. Devant les services nouveaux que les pouvoirs publics ont à assurer en droit moderne, beaucoup d'esprits, même conservateurs (Beaussire, par exemple) ont admis pleinement cette idée, depuis longtemps déjà. « On pourrait élargir progressivement ces droits, les plus légitimes de tous, en les graduant, non plus d'après le degré de parenté mais d'après la quotité de l'héritage (3). »

Même entendue ainsi, la question est mal placée. Un impôt — on l'a souvent remarqué déjà — est soumis, à des variations, des fluctuations : on aura tendance à l'élever sans cesse, à le transformer en une confiscation dissimulée. Les idées populaires ne pourront jamais comprendre pareille notion, alors qu'au contraire, « la conscience juridique du peuple s'assimilera bien plus facilement les règles claires et sim-

mane (1901-1908). Restriction : 8° degré, Delaunay (1891) 6° Couturier (1884) ; Sabatier (1885) ; Peytral (1888) ; Morellet (Sénat, 1891) ; Darlan, Poulain (1895-1900) ; Meslier (1902) ; 4° degré : Giard (1884) ; Saint-Ferréol (1888) ; Maujan (1891) ; Dupuy Dutemps (1893) ; Klotz (1903) ; Maujan (1906) et surtout : M. Colin, 3 juill. 1906 (*Annexes*, 190, p. 145 s.) suppression au 4° degré.

2. Nous nous sommes beaucoup servi, pour tout ceci, du cours de M. Massigli ; (3° année, Paris, 1909-1910.)

3. Letourneau. *L'Evolution de la propriété* (Paris 1889), p. 501-502.

ples du droit de successibilité. Ce dernier est une conception juridique durable. Ainsi s'exprime M. Hü-ber, dans l'exposé des motifs de l'*Avant-projet du Code civil suisse* (1) », lequel reconnaissait franchement un droit de succession à l'État, en compensation de charges qui lui incombent.

C'est en effet, une évolution historique fatale (à quoi toutes les théories ne peuvent rien), qui accroît toujours davantage le rôle des pouvoirs publics. Depuis la simple protection, la police, (assurée autrefois par chaque individu pour son propre compte, aujourd'hui par toute une vaste organisation nationale) — jusqu'aux institutions d'assistances, de secours, de plus en plus développées par nos lois sociales, — il y a déplacement continu, de l'individu à l'État, *socialisation*, si l'on veut, des services généraux. Dans ces conditions, on peut parler aujourd'hui de devoir juridique, pour l'individu, envers le groupe social, c'est-à-dire, de droit à la successibilité, pour ce dernier. « La famille successorale elle-même, doit compter aujourd'hui, avec l'État, parce que celui-ci remplit une bonne partie des charges qui incombait aux parents (2). » La vie moderne impose cette obligation, alors qu'elle fait disparaître au contraire le

1. Berne, 1900 (Cf. p. 115 sq.). Exposé des motifs : Berne, 1901, (p. 13 sq.)

2. Rapport de V. Rossel à la Soc. des Jurisconsultes suisses, 1895, 2^e cahier, p. 141.

lien qui rattachait autrefois les collatéraux éloignés.

Chez nous, de telles idées furent émises de bonne heure, mais restèrent isolées, nous l'avons constaté. La motion de Chazal était d'aujourd'hui, non d'hier. Le projet de Durand-Maillane, — paraît-il — faillit être repris par le Gouvernement de Napoléon III (1). Mais c'est depuis vingt ans, surtout, que le mouvement théorique en faveur d'une réforme sociale des successions, s'est dessiné. Devançant même la législation, un arrêt de la Cour d'appel de Paris, n'a-t-il pas affirmé que l'État est avec notre Code actuel, un véritable héritier (2) ? Ce n'était pas une démonstration, mais seulement une affirmation : actuellement, l'État a un « simple droit de souveraineté sur les biens en déshérence, en vertu d'une idée de police générale ». (3) Mais c'est un des grands mérites du Code, que d'avoir, par ses principes en notre matière, laissé le champ libre à toutes les innovations futures. Il n'a basé la successibilité que sur la loi, il ne l'a pas rattachée à la consanguinité (3) ; des devoirs nouveaux pour le *de cujus*, peuvent donc faire introduire des catégories nouvelles de successibles.

∴

1. Cf. l'art de M. Amb. Colin. *Le Code civ. et les succ.* (Livre du Centenaire, t. I^{er}, p. 323).

2. *Sirey*, 1902, II, 37.

3. M. Massigli (*loc. cit.*).

4. Puisque le conjoint y est admis.

Ainsi donc, la transmission héréditaire entre dans une autre phase ; le droit successoral est mu sans cesse par l'évolution des idées juridiques, les changements de la politique, les transformations économiques, les modifications apportées à l'appréciation des faits moraux. Il est la résultante de tout cela ; nous le disions en notre introduction, on le peut mieux voir maintenant.

Chez nous, la période féodale ramena les privilèges de lignes, la hiérarchie des biens, la direction politique dans la loi successorale. La Révolution « dépouilla la famille de la modalité médiévale » (4), le Code surtout basa la succession sur la loi, la dévolution sur l'idée de devoir. La vie moderne a réduit le cercle familial : ascendants, descendants, collatéraux immédiats. L'observation la plus superficielle suffit à montrer qu'aujourd'hui, les différents membres d'une même famille, forment des groupes distincts. L'idée de devoir s'élargit en même temps : les collatéraux disparaissent dans la collectivité, mais le *de cujus* se trouve relié à celle-ci par des liens invisibles seulement pour ceux qui ne veulent pas voir. Une conception sociale du droit de succession se dégage, dont la restriction de la collatérale n'est que le prélude. Le xix^e siècle nous apparaît déjà, en poli-

4. Cf. Sentenza della Corte di Appello di Napoli (remarques sur la succ. collat.) *Il Digesto italiano*, vol. XXII. *Successioni* (Torino, 1889-1897), p. 521.

tique, en sociologie, en art, comme une tentative acharnée et vaine, d'organisation de l'individualisme. Mais l'individualisme, c'est l'anarchie, et l'on n'organise pas l'anarchie. Les conservateurs s'attardent à lutter contre un ennemi terrassé depuis longtemps. Regardons plutôt le socialisme montant (1). Le rôle des théoriciens est de prévoir les mouvements sociaux, d'observer le cours que prennent les sources d'idées, en se développant. Ce développement ne s'arrête pas en employant des moyens périmés, qui usèrent toute leur force dans le passé.

Il est temps encore de rester dans les limites tracées par le Code, mais il faut renouveler la réglementation qu'il fixa. Il faut, avant tout changement législatif, faire accepter l'idée de devoir envers la nation. Et c'est à dessein que nous employons ce dernier mot, plutôt que celui « d'État », qui, pour beaucoup, sonne mal aujourd'hui. Les mots ont une telle importance, en France surtout, dans ces sortes de discussions ! Certains se reconnaissent facilement les obligés de la Patrie, qui regardent l'État comme un spoliateur.

En tous cas, la question se pose partout en Europe, à l'heure actuelle ; partout elle a surgi des transformations du monde moderne. C'est le devoir des ju-

1. Balzac avait admirablement remarqué la nécessité de cette évolution. Cf. Brunetière, *Honoré de Balzac*. (Cal. Lévy, 1906), p. 199. Mais lui-même (et surtout ses disciples) s'attachait à une forme de la famille impossible à reconstituer aujourd'hui.

ristes de l'étudier, et de la résoudre par des moyens appropriés à ce monde moderne, et non plus empruntés aux régimes anciens. Comme le disait un de nos maîtres, M. Larnaude : « Il faut constamment mettre les Codes et les lois en regard des faits sociaux, voir si leur adaptation à ces faits n'a pas cessé. Il ne faut pas, en un mot, avoir pour le droit existant, le respect qu'ont les sauvages pour leurs fétiches. Ce respect, nous ne l'avons plus, et nous ne devons pas l'avoir. Car, ainsi que dit Ihering, ce n'est pas aux faits de suivre le Droit, c'est au Droit de suivre les faits, c'est-à-dire la vie (1). »

1. « Le droit public, sa conception, sa méthode. » Conférence au Collège des sciences sociales (22 nov. 1909), dans les méthodes juridiques. Giard-Brière, in-8° 1911 (p. 31.)

Vu : le *Président de la Thèse*,

MASSIGLI

Vu . Le Doyen,

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD

APPENDICE

Mémoire inédit sur les successions, etc.

(*Arch. Nat. D. III, 337.*)

Monsieur le Président,

Je vous prie de faire agréer par l'Assemblée nationale l'hommage de ce travail, auquel je n'attache de prix que celui d'avoir pu être utile à l'humanité. Quoique je gagne tous les jours à voir se perpétuer les difficultés et les contestations auxquelles donnent lieu nos anciennes lois sur les matières qui sont l'objet de mon mémoire.

Je suis avec respect.

Monsieur le Président,

Le 28 août de l'an 1^{er}
de l'Égalité, que nous
achèterons chèrement,
mais qu'est-ce que cela
fait, nous l'aurons.

Un citoyen qui veut
rester inconnu, tels sont
ses principes quand il
croit faire le bien.

(En marge : Reçu au Comité de Législation le 7 septembre 1792, 4^e de la Liberté, 1^{re} de l'Égalité, n° 2025.)

Paris, ce 27 août 1792, de 10 heures du soir à minuit.

**Des biens, des successions, des substitutions,
des douaires (1).**

Des biens.

Plus de distinction de biens en meubles, en immeubles, en aquets ou propres.

Suit une page sur « La discussion des biens » et sur « La prompté exécution d'arrêt, la discussion des biens entre les créanciers.

Des successions

En ligne directe descendante il n'y aura d'héritiers que les enfants et descendants, lesquels partageront par souche, sans distinction d'aînesse, puîaînesse, masculénité, ou fémininité — bien entendu aussi sans distinction de biens, même à l'égard des enfants mariés qui, en vertu des décrets de l'Assemblée nationale cons-

1. En marge ceci: Si ces notes peuvent vous être de quelque utilité je vous prie de les agréer. Ceci est la minute, je n'en ai pas gardé de copie.

Vous avez détruit l'agiotage vous aurés détruit ce monstre de la chicane.

tituante, devaient conserver dans les successions qui devaient en échoir les expectatives auxquelles ils étaient appelés en vertu des anciennes lois, lors de leurs mariages (1). Pourquoi les exceptions portées à cet égard dans les décrets de l'Assemblée constituante sont abrogées — ce qui s'applique aussi aux successions collatérales dont il va être parlé.

Toutes successions ouvertes et non liquidées soit directes, soit collatérales seront partagées comme devront l'être en vertu de la présente loi, toutes celles qui s'ouvriront à l'avenir. C'est pour le bonheur de la société que l'on donne ici à la loi un effet rétroactif.

Les père et mère, à leur défaut les ayeux paternels ou maternels succéderont à leurs enfans ou petits-enfans décédant sans postérité, mais conjointement avec les enfans ou petits-enfans restant. Dans ce cas les pères et mère, ou à leur défaut les ayeux feront conjointement une tête, et les frères et sœurs chacun séparément une tête et les neveux et petits neveux pour la part et portion que leur père ou leur mère eussent eu, s'ils eussent vécu. Il n'y a pas de mal que dans ce cas la

1. Cette abrogation est nécessaire, si l'on ne veut pas que pendant un demi-siècle encore, les lois anciennes soient confondues avec les nouvelles — n'ayant que les nouvelles à étudier et à suivre — brûlons tous les livres de jurisprudence ancienne et leurs mille et mille commentaires.

représentation ait lieu jusques-là, cela tend à la plus grande division des biens.

Les pères et mères, à leur défaut les ayeux, recueilleront la totalité des successions de leurs enfans et petits-enfans si il n'y a frères ou sœurs, neveux ou nièces, petits-neveux ou petites-nièces de leurs dits enfans et petits-enfans décédés. S'il y a père et mère ils recueilleront conjointement. S'il ne reste qu'un des deux, il recueillera seul. A défaut de père et mère les ayeux paternels et maternels recueilleront conjointement. S'il ne reste qu'un des deux côtés, il recueillera seul.

Bien entendu qu'il n'y aura aucune distinction de bien, ni qu'il ne sera point question de savoir d'où ils proviennent, ce qui sera observé dans toutes autres successions.

Je voudrais que cela fut dès à présent observé dans toutes successions ouvertes et non liquidées.

En toutes successions où les père et mère, ayeux ou ayeules, frères et sœurs, neveux ou nièces, petits neveux ou petites nièces ne seront pas appelés comme à l'article précédent ou aux articles précédents les plus prochains héritiers paternels et maternels, au même degré succéderont, pour partager également sans qu'il y ait lieu à représentation, ni même à distinction de biens, et puisque d'ailleurs la distinction aura été abolie.

Dans tous les cas d'ouverture de succession colla-

térale, s'il y a mari de la femme décédée, ou femme du mari décédé, dont il sera question de partager la succession, je voudrais que le mari ou la femme fit une tête. Je voudrais qu'après le 4^e degré le mari ou la femme se succédassent et à défaut du mari et de la femme que ce fut le fisc.

Ce mode simple de successions met fin à tout procès. Je voudrais qu'il fût à l'instant adopté même pour toutes successions ouvertes en ce moment. (1) Je voudrais que tous ces dépens du procès existant à l'occasion, soit de la féodalité, soit de tous autres objets sur lesquels les lois nouvelles ont prononcé, fussent compensés, abrogeant les précédents décrets qui portent que les procès seront jugés pour décider par qui les frais seront supportés.

(En marge) Ces décrets sont (illisible) principes politiques si vous voulez que vos lois nouvelles soient exécutées promptement, faites que l'on ait plus l'occasion de recourir aux anciennes.

(Suit une page sur les Douaires.)

Des testaments

Nul ne pourra faire de disposition à cause de mort, ou par contrat de mariage, ou autrement, qui tende

1. En marge : Des procès existants sur les matières que les Lois nouvelles ont atteintes.

à déranger l'ordre de succession réglé par la loi (1) sauf cependant la faculté de disposer de 1/10 de la fortune, en faveur de qui le donateur ou testateur jugera à propos, pour récompenses de services.

Des substitutions

Toutes substitutions contractuelles, ou testamentaires ou codicillaires, et tout acte enfin tendant à obliger un individu donataire ou légataire ou fidéicommissaire à garder pour transmettre à un autre sont abolies.

Sont également abolies toutes substitutions actuellement existantes de sorte que les grevés actuellement jouissans pourront disposer à leur gré de l'objet substitué, lequel dans tous les cas, s'ils n'en ont pas disposé sera partagé dans leurs successions, comme leurs autres biens sans distinction. Bien entendu que la disposition est la faculté de vendre, mais non de transmettre à titre gratuit pour éluder la loi qui règle l'ordre des successions et avantager par là un héritier plus qu'un autre.

Je voudrais que toutes donations entre vifs faites à des étrangers même par des père et mère ayant

1. En marge : J'avais à ce sujet donné communication de mes notes à Mirabeau qui les avait adoptées.

des enfans fussent valides, quoique la légitime ne fût pas réservée aux enfans (1).

Je ne voudrais pas de donations faites à des enfans par leur père et mère, ayeux ou ayeules ni des donations faites à des présomptifs héritiers.

1. En marge : Rien de si immoral que de laisser croire aux enfans que leur père et mère dussent leur conserver leurs successions.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	5
I. — Généralités. Conception moderne du droit successoral.	
Son fondement.	5
II. — La succession collatérale à la fin de l'Ancien Ré-	
gime	26
1° Droit coutumier. Caractères généraux.	26
A. Succession aux meubles et acquêts. Principe.	31
Exceptions: a) Double lien.	33
b) Représentation.	36
c) Fente	42
B) Succession aux propres. Principes	45
C) Succession collatérale des fiefs. Masculinité.	52
Réserve coutumière	55
Conclusion sur le droit coutumier	57
2° Droit Écrit. Idées directrices.	59
Légitime.	65
Limitation de la successibilité.	68
Conclusion sur l'Ancien Régime.	74

La succession collatérale et le Droit révolutionnaire

Preliminaires.

I. — Le Dogme de l'Egalité, tendance générale du droit successoral révolutionnaire.	78
--	----

II. — Les Cahiers du Tiers ; leurs observations sur la collatérale	92
--	----

PREMIÈRE PARTIE

Le courant égalitaire (1789, 17 nivôse an II)

I. — L'abolition du Régime Féodal : décrets d'août 1789. Séance et décret du 15 mars 1790. . .	95
Les exceptions en faveur des gens mariés. . .	97
II. — La séance du 21 nov. 1790 et le rapport de Merlin. Les nouveaux principes.	102
Discours des députés normands pour défendre l'inégalité, le 12 mars 1791	112
III. — Les débats sur la liberté testamentaire (avril 1911). Discours de Petion de Villeneuve, Mirabeau, Dupont de Nemours, Robespierre, Lanjuinais.	116
Ceux de Cazalès, Saint-Martin, Prugnon, Tronchet, etc.	121
Loi du 8 avril 1791.	125
L'opinion publique	125
Courant très avancé. Mémoire anonyme sur les successions	126
Projet de la Législative (8 sept. 1792).	129
Motion de Lucas sur les exceptions aux décrets de 1790	132
IV. — La Convention. Décrets de janvier 1793. Abolition des exceptions aux décrets de 1790-1791. . .	135
V. — Restriction de la liberté testamentaire. Premier projet de Cambacérès. Restriction en ligne directe, 7 mars 1793.	139
Pétitions demandant l'extension à la collatérale	144

Projet de Cambacérés.	146
Loi du 5 brumaire an II pour la collatérale.	150
Rétroactivité.	153
VI. — La loi du 12 brumaire an II. Les rapports entre les enfants naturels et les collatéraux	157
Les collatéraux et les droits de l'État ; projets de Durand Maillane et Saint-Just.	166
VII. — La loi du 17 nivôse an II.	173
Préliminaires. Influences théoriques et accidentel- les ; but.	173
§ 1. — Successions échues jusqu'au 17 nivôse.	182
Limitation du disponible.	185
§ 2. — Organisation nouvelle des successions	187
Ordres de dévolution.	187
Dévolution en collatérale	189
Fente	194
Refente	197
Représentation	200
Double lien.	205
Illimitation de la successibilité	206
Remarques sur la loi de nivôse	206
§ 3. — Application de la loi de nivôse. Difficultés.	210
Décrets interprétatifs	215

DEUXIÈME PARTIE

La réaction (an II, 1804)

I. — L'attaque de la rétroactivité. Deuxième projet de Cambacérés	219
Séances du 5 Floréal an III.	221
9 Fructidor	224
3 Vendémiaire an IV	225
II. — Révision de la législation sur la collatérale	226

A) L'opinion publique contre la loi.	226
B) La législation. Décrets du Directoire, 18 pluviôse an V.	230
Troisième projet de Cambacérès.	231
III. — Le Projet Jacqueminot.	234
IV. — Le Projet Boulay de la Meurthe.	238
La loi du 4 germinal an VIII	243
V. — Les débats sur la succession collatérale (Floréal an VIII). Chazal.	244
CONCLUSION	252

La succession collatérale dans les travaux préparatoires

Projet du 24 thermidor an VIII.	260
Observations du Tribunal de cassation	262
Observations des Tribunaux d'appel	265
Discussions au Conseil d'État	275

Le Code civil. Le Droit nouveau (esquisse).

Caractères généraux de la succession collatérale dans le Code civil.	279
Les enfants naturels, le conjoint survivant et les collatéraux	283
La question de la limitation	285
L'impôt sur les successions ; le devoir juridique envers la nation ; esquisse du mouvement d'idées contemporain.	289

